

Révision allégée n°1

Dossier d'arrêt-projet – 17 décembre 2020

1. Additif au rapport de présentation

Plan Local d'Urbanisme de SAINT-NIZIER-LE-BOUCHOUX

Vu pour être annexé à notre délibération en date du 17 décembre 2020 LE MAIRE :	PLU approuvé le : 25.01.2018 Révision allégée n°1 approuvée le :	
---	---	--

BERTHET LIOGIER CAULFUTY

41, boulevard Voltaire – 01000 Bourg-en-Bresse

Tel : 04.74.21.99.80 – Fax : 04.74.21.87.58 - Email : bhc.contact@bhc-ge.com

Sommaire

1. Préambule.....	3
1.1 Objectifs de la révision allégée.....	3
1.2 Contexte juridique	3
2. Rappel de l’articulation du PLU avec les documents de rang supérieur	9
3. Rappel du contexte communal	14
4. Présentation du projet de révision et justifications	15
4.1 Présentation du projet d’extension de la scierie	15
4.2 Règles du PLU en vigueur et modifications envisagées	24
4.3 Justifications des modifications envisagées	28
5. Etat initial de l’environnement	36
5.1 Risques et nuisances	37
5.2 Occupation du sol et activité agricole	52
5.3 Cadre de vie, paysage et patrimoine.....	56
5.4 Milieux naturels et biodiversité	59
5.5 Ressources en eau	64
5.6 Air, énergie, climat	66
6. Dispositions modificatives du PLU	67
6.1 Modifications apportées au zonage et aux surfaces du PLU	67
6.2 Modifications apportées aux OAP	70
6.3 Modifications du règlement	77
7. Manière dont la révision prend en compte l’environnement, effets et incidences attendus sur l’environnement.....	90
8. Compatibilité de la révision allégée avec les documents de rang supérieur, et prise en compte.....	92
9. Conclusion	94

1. Préambule

1.1 Objectifs de la révision allégée

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Nizier-le-Bouchoux, approuvé par le Conseil municipal le 25 janvier 2018, est appelé à être soumis à une procédure de révision allégée, conformément aux articles L.153-31 à 35 et R.153-11 et 12 du Code de l'Urbanisme.

Cette révision allégée a pour objectifs :

- le reclassement, en zone constructible dédiée aux activités industrielles, des parcelles ou parties de parcelles situées dans le prolongement Est et Sud de la scierie Pépin (classée en UX), pour permettre l'extension de cette dernière ;
- le déclassement, en compensation, de la zone 2AUX initialement prévue pour cette extension, d'une surface de 1,9 ha.

Outre le présent additif au rapport de présentation, la révision allégée implique la modification du plan de zonage, du règlement, des OAP.

1.2 Contexte juridique

La procédure de révision allégée

L'article L.153-31 du code de l'urbanisme stipule que :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté. »

Il est complété par l'article L.153-34 :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

Au regard des objectifs de la présente procédure précédemment définis, celle-ci est uniquement de nature à réduire une zone agricole.

Toutefois, comme exposé dans la suite du présent rapport, elle ne porte pas atteinte aux orientations définies par le PADD, ne conduit pas à réduire un EBC, une zone naturelle ou forestière, une protection, ni à créer des OAP valant création de ZAC, et n'induit pas de graves risques de nuisance (voir partie 4.3 du présent rapport, relative aux justifications).

La procédure de « révision avec examen conjoint » se justifie donc pleinement. Cette procédure est également appelée « révision allégée ».

Les articles L. 153-32 et L. 153-33, R. 153-11 et R. 153-12 précisent les modalités de la procédure de révision :

« La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal. »

« La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 3 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

Toutefois, le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables prévu par l'article L. 153-12 peut avoir lieu lors de la mise en révision du plan local d'urbanisme.

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision. »

« La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 2 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

L'avis des communes intéressées par la révision prévu à l'article L. 153-33 est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de plan. »

« Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L. 153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L. 103-3.

La délibération qui arrête le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L. 103-6.

L'examen conjoint des personnes publiques associées a lieu, à l'initiative du président de l'établissement public ou du maire, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public ou par le maire. »

Les articles L.103-2 à L. 103-6 du code de l'urbanisme stipulent que :

« Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

- 1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme ;
- 2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;
- 3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;
- 4° Les projets de renouvellement urbain. »

« Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

- 1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;
- 2° Le représentant légal de la société SNCF Réseau mentionnée à l'article L. 2111-9 du code des transports ou de sa filiale mentionnée au 5° du même article lorsque l'opération est à l'initiative de l'une de ces deux sociétés ;
- 3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas. Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

« Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. »

« Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale. »

« A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête. »

La présente procédure de révision allégée a bien été prescrite par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2020 et délibération complémentaire du 5 novembre 2020.

Elle suit les mêmes étapes qu'une élaboration ou une révision générale du PLU, et notamment une phase de concertation préalable avec le public, une phase d'arrêt-projet et d'association/consultation de diverses personnes publiques dans le cadre de l'examen conjoint, et une phase d'enquête publique.

Seule la commune de Saint-Nizier-le-Bouchoux est directement intéressée par la présente révision. Le projet arrêté par délibération du Conseil municipal sera soumis aux communes limitrophes qui en ont fait la demande suite à l'envoi de la délibération de prescription.

La délibération détaille bien les objectifs poursuivis par la révision allégée, et les modalités de concertation. Le bilan de la concertation sera tiré lors de l'arrêt du projet par délibération du Conseil municipal et sera versé au dossier d'enquête publique.

Le projet arrêté sera soumis à l'examen conjoint des personnes publiques associées. Le procès-verbal de cet examen conjoint, et les éventuels avis rendus par écrit, seront également joints au dossier d'enquête publique.

La révision allégée sera approuvée par délibération du Conseil municipal après l'enquête publique, qui portera sur une durée minimale de 30 jours consécutifs.

Enfin, l'article R.151-5 du même code précise ce qu'apporte la présente révision au rapport de présentation du PLU :

« Le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le plan local d'urbanisme est :

1° Révisé dans les cas prévus aux 2° et 3° de l'article L. 153-31 ;

2° Modifié ;

3° Mis en compatibilité. »

L'évaluation environnementale

- Cadre juridique

L'évaluation des documents d'urbanisme a été introduite en droit français par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme (le rapport des POS devaient alors comprendre un état initial de l'environnement et manière dont la préservation de ce dernier a été prise en compte).

La loi SRU du 13 décembre 2000, évoquée en supra, a créé les SCoT et les PLU, voulus comme des outils de construction de projets de développement durable pour les territoires et de mise en cohérence des politiques publiques. Elle a posé les bases d'une évaluation au regard de l'environnement.

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, transposée en droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 et le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005, **a renforcé et précisé le contenu attendu de l'évaluation.**

La **loi Grenelle 2**, évoquée en supra, a introduit la lutte contre le changement climatique, l'adaptation à ce changement, la maîtrise de l'énergie, la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, la préservation de la biodiversité à travers la conservation et la restauration des continuités écologiques comme objectifs explicites des documents d'urbanisme. Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 liste les documents qui doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale (EE), soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas.

En outre, **l'évaluation des incidences Natura 2000, instaurée par la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, concerne explicitement les documents d'urbanisme**, en application de la loi n° 2008-757 du 1er août 2008 et du décret n° 2010-365 du 9 avril 2010. Cette évaluation des incidences doit être intégrée à la démarche d'évaluation environnementale du PLU et à son rapport de présentation.

- Champ d'application

Le champ d'application de l'évaluation environnementale est détaillé au sein des articles L.104-1 à L.104-3 et R.104-1 à R.104-14 du Code de l'urbanisme.

La révision allégée du PLU de Saint-Nizier-le-Bouchoux fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, qui décidera si la procédure est soumise, ou non, à évaluation environnementale.

En effet, le territoire communal, comme les territoires proches, n'est pas concerné par un site Natura 2000 (art. R104-9 2° du code de l'urbanisme) ; en outre, et par conséquent, la révision ne permettra pas, à priori, la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 (art. R.104-8 2°).

Les articles L.104-3 et R.104-2 du même code, indiquent que l'évaluation environnementale requise pour les procédures d'évolution du PLU prend la forme soit d'une nouvelle évaluation environnementale, soit d'une actualisation de celle ayant déjà été réalisée.

Le PLU de Saint-Nizier, approuvé en 2018, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas.

La présente notice de la révision allégée, tout comme le rapport de présentation du PLU en vigueur, présente le contenu attendu par les articles L.151-4, R.151-1, R.151-2 et R.151-4 du code de l'urbanisme, mais aussi par l'article R.151-5 (motifs des changements apportés).

Il comprend notamment :

- un état initial de l'environnement proportionné aux enjeux environnementaux du territoire, à l'objet et à la portée de la révision allégée, et actualisé sur les enjeux qui le nécessitent ;
- un exposé de la manière dont le PLU (sa révision) prend en compte la préservation et la mise en valeur de l'environnement, et des effets et incidences attendus de la mise en œuvre de cette révision sur l'environnement.

• Principe et contenu : rappels

L'article L.122-6 du Code de l'environnement précise la démarche d'évaluation environnementale.

Les objectifs de développement durable (et thématiques de l'évaluation environnementale) sont donnés par l'article L. 101-2 du Code de l'urbanisme.

Dans son « Guide de l'évaluation environnementale » (novembre 2019), assorti de fiches, le Commissariat général au développement durable et la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages proposent une grille d'analyse pour l'analyse des incidences.

Celle-ci évoque les thèmes suivants :

- milieux naturels et biodiversité
- ressource en eau
- sols et sous-sols (dont consommation foncière)
- cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et culturel
- risques
- déchets
- nuisances et bruit
- énergie, effet de serre et pollutions atmosphériques.

L'état initial de l'environnement de la présente révision allégée explore les thématiques susmentionnées de façon proportionnée.

2. Rappel de l'articulation du PLU avec les documents de rang supérieur

Conformément aux articles L.131-4 et 5 du code de l'urbanisme, le PLU de Saint-Nizier, comme sa révision allégée, doivent notamment :

- être compatible avec le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** Bourg-Bresse-Revermont ;
- être compatible avec le Programme Local d'Habitat (PLH) de la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse ;
- prendre en compte le **Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)** de la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse.

Toutefois, l'objet de la révision allégée étant sans lien avec le PLH, les dispositions de ce document ne sont pas abordées.

❖ Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont

Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont (BBR) a été approuvé le 14/12/2016 et est devenu exécutoire le 07/03/2017.

Le PLU de Saint-Nizier-le-Bouchoux, arrêté le 24/11/2016, a été élaboré concomitamment à la révision du SCoT. La mise au point du dossier d'approbation de PLU (approuvé le 25/01/2018) a permis une actualisation de celui-ci, avec le SCOT approuvé.

Au sein de son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), le SCoT définit des orientations pour un aménagement et un développement durables du territoire pour la période 2016-2035. Ces orientations concernent les déplacements, l'économie, le paysage, l'environnement, l'habitat etc ; elles sont adaptées à chaque échelon de l'armature territoriale.

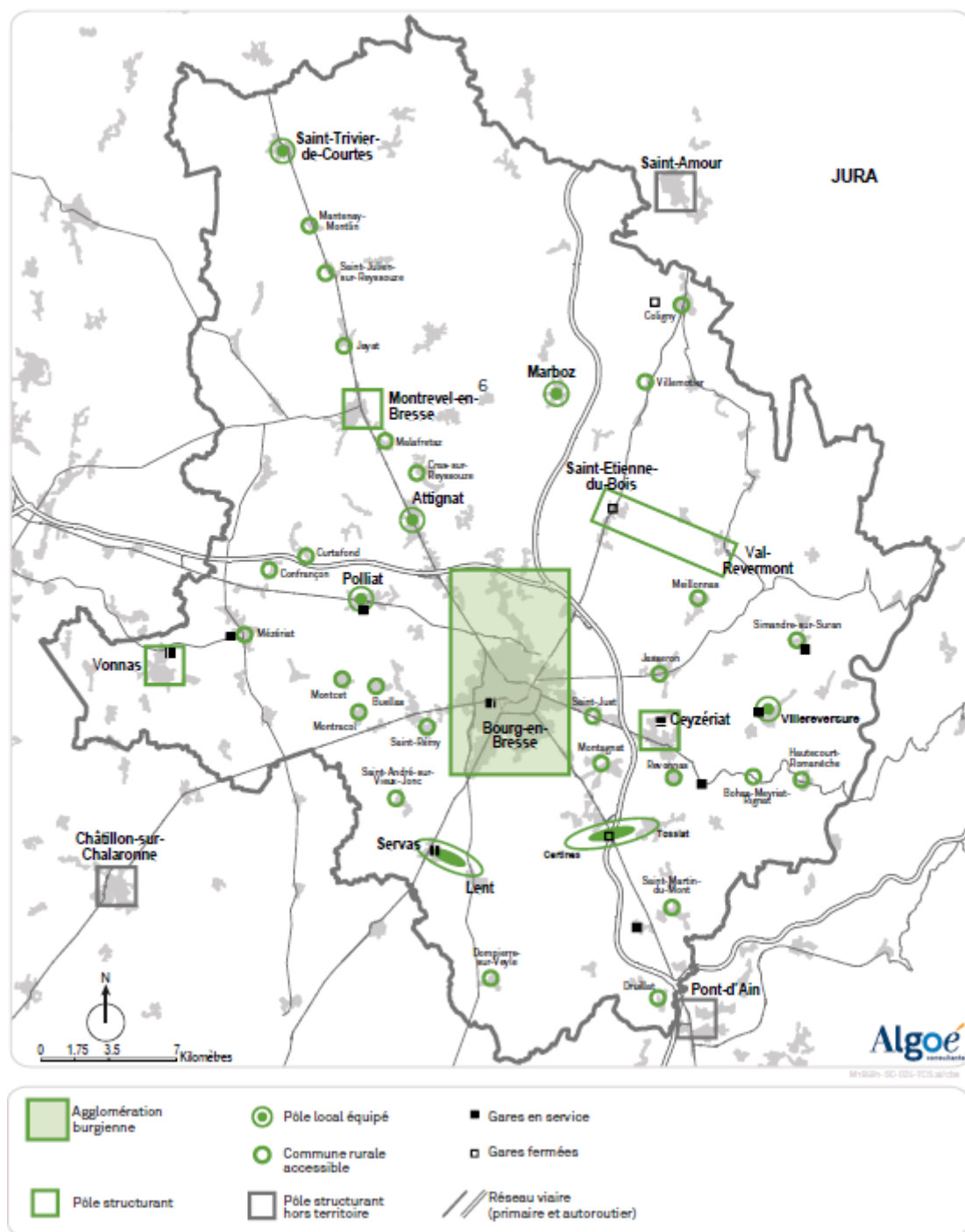
Nous rappelons ici les principales dispositions du SCoT en vigueur qui concernent St-Nizier (déjà exposées dans le PLU), et plus spécifiquement celles qui ont un lien avec le projet de révision, de par leur thématique (les thématiques « commerce », « tourisme », « habitat », « équipements », ne sont donc ici, pas développées).

Armature territoriale

Le SCoT BBR définit une structuration du territoire autour d'une armature territoriale.

Dans ce cadre, la commune de Saint-Nizier-le-Bouchoux est considérée comme une **commune rurale**. Il s'agit de communes résidentielles, qui pour la plupart, ont connu une croissance importante sur les dernières années. Dans le cadre du SCoT, il s'agit de maîtriser cette croissance, tout en l'organisant mieux.

Armature territoriale Bourg-Bresse Revermont



A noter, suite au départ de l'ex Communauté de communes des Bords de Veyle, le périmètre du syndicat mixte Bourg-Bresse-Revermont a été réduit et correspond au périmètre de la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse créée le 01/01/2017. Ceci a entraîné la dissolution du Syndicat Mixte et le SCoT est désormais porté par la Communauté d'Agglomération.

Développement économique – Zones d'Activités

Le DOO du SCoT prévoit tout d'abord une **hiérarchisation de l'offre de Zones d'Activités économiques** : zones spécifiques, zones de niveau régional, zones de niveau local.

St-Nizier s'inscrit dans l'échelon des **zones de niveau local** pour lesquelles le SCoT définit une allocation d'extension (de l'existant) par intercommunalité, et notamment l'ex CC de St-Trivier-de-Courtes, dont faisait partie St-Nizier, avant son intégration à la Communauté d'agglomération :

EPCI	ALLOCATION D'EXTENSION, EN HECTARES
Bourg-en-Bresse Agglomération	117 ha
CC Bresse-Dombes-Sud Revermont	14 ha
CC de La Vallière	22 ha
CC de Montrevel-en-Bresse	28 ha ²
CC de Treffort en Revermont	27 ha
CC des Bords de Veyle	18 ha
CC du canton de Coligny	17 ha
CC de Saint-Trivier-de-Courtes	19 ha
Total SCoT BBR	262 ha

En outre, le SCoT prescrit la mise en œuvre d'un **Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE)** pour répartir le foncier alloué par commune en veillant à :

- proscrire la création de toute nouvelle zone locale ;
- privilégier la requalification et la densification des ZA existantes avant d'envisager leur extension.

D'après le SCoT en septembre 2020, dans le cadre du SAE, la stratégie foncière retenue pour le territoire de l'ex CC de Saint-Trivier-de-Courtes consiste à concentrer les nouvelles installations d'entreprises sur la ZAE du Roujus à Saint-Trivier-de-Courtes.

6,5 ha sont réservés pour permettre l'extension de la ZAE du Roujus. Le solde de 12,5 ha, par rapport à l'allocation fixée par le SCOT, n'est pas affecté. Il fait l'objet d'un suivi. A ce jour, aucune extension de ZAE existante n'a été réalisée depuis la révision du SCOT sur le territoire de l'ex CC de Saint-Trivier-de-Courtes.

L'extension pour permettre la réalisation du projet d'agrandissement de la scierie Pépin sera comptabilisée en déduction de ces 12,5 ha.

Le SCoT s'attache enfin à garantir une offre qualitative en Zones d'Activités et demande :

- de conditionner tout projet d'extension à la réalisation d'une étude de densité de la zone existante, à la justification d'un besoin pour le développement endogène ou exogène, à la recherche d'une mutualisation des services, équipements, du stationnement, à des exigences de qualité architecturale, urbaine et paysagère ;
- d'autoriser les logements uniquement de fonction et/ou de gardiennage, intégrés au bâtiment, et ne dépassant pas 150 m² SDP ;
- d'établir des OAP ;

- de respecter les orientations des études, schémas (d'aménagement économique), chartes (architecturales) à mettre en œuvre ;
- d'éviter l'enclavement des ZAE dans le tissu urbain et les conflits d'usage.

Le SCoT prévoit un renforcement du volet commercial par une hiérarchisation des ZAE et l'implantation d'activités artisanales non nuisantes dans le tissu urbain.

Transports et déplacements

Le SCoT prévoit des dispositions relatives au développement de la multimodalité, des transports en commun, des modes de déplacements doux, au niveau de service du réseau routier et ferré. Ces orientations ne concernent pas spécifiquement St-Nizier et/ou l'objet de la révision allégée, c'est pourquoi nous ne les détaillons pas ici.

Nous rappelons toutefois qu'il :

- prescrit d'établir un plan de hiérarchisation de la voirie dans les documents d'urbanisme ;
- proscriit les voiries en impasse pour tout nouveau projet d'urbanisation.

Protection des espaces, sites naturels ou urbains, paysages :

Sur ce point le SCoT s'attache à la protection et la mise en valeur :

- de la trame agri-environnementale fonctionnelle (il définit 4 « classes » d'espaces naturels et les mesures de protection associées, notamment sur les haies et zones humides) ;
- des espaces agricoles de différente nature ;
- des paysages naturels et urbains, des entrées de ville ;
- de la ressource en eau.

Les prescriptions destinées à protéger ces espaces sont détaillées dans l'état initial de l'environnement.

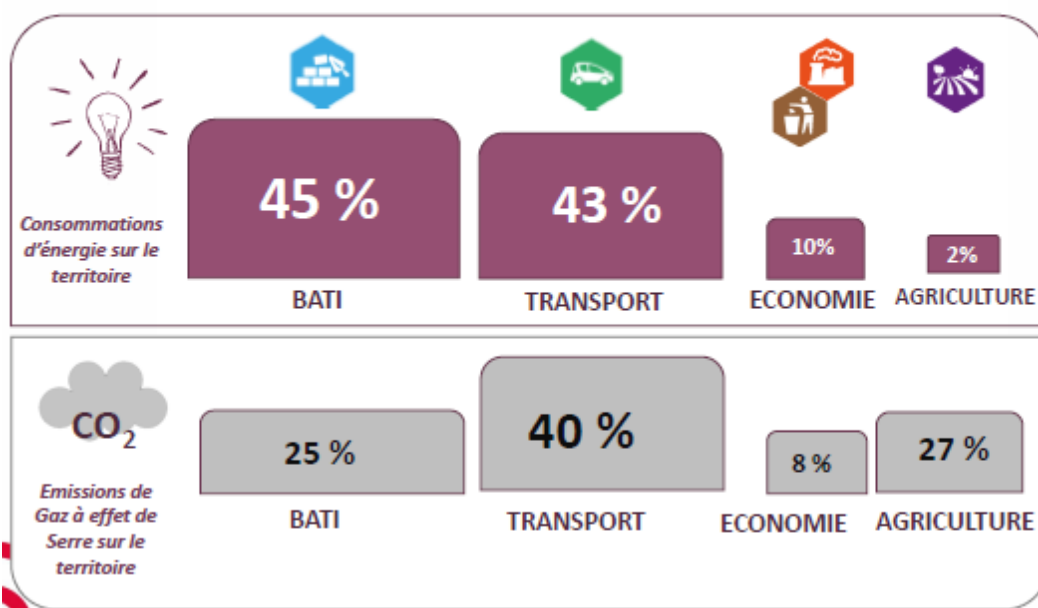
Il s'attache enfin à la prise en compte et la réduction des risques.

❖ Le PCAET de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse

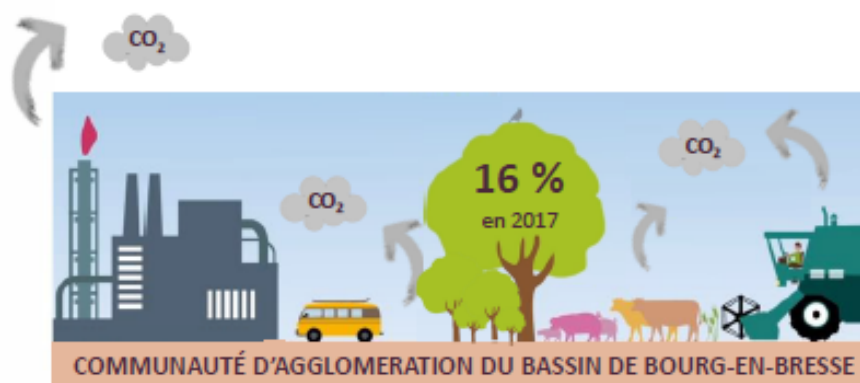
Celui-ci est en cours d'élaboration.

Le diagnostic territorial a été présenté en 2018 ; parmi ses constats :

Quels sont les parallèles entre les consommations d'énergie et les émissions de Gaz à Effet de Serre



LA CAPACITÉ DU TERRITOIRE À COMPENSER ou la séquestration carbone ou le stockage CO₂



Ce qui permet de stocker :

- La forêt
- Les prairies
- La construction bois
- Les terres cultivées

Ce qui ne contribue pas à stocker :

- Artificialisation des sols
- La déforestation

Les petites actions qui limitent les impacts

- Les espaces verts

3. Rappel du contexte communal

La commune de Saint-Nizier-le-Bouchoux s'étend sur 28,3 km² environ, au Nord du département de l'Ain. Le bourg est notamment traversé par la RD56 et la RD97 ; la RD2 passe également au Nord du territoire.



Carte de situation - Extrait GoogleMaps – sans échelle

La commune comptait, en 2017, d'après les données INSEE, 680 habitants (population municipale).

A l'époque de l'élaboration du PLU, la commune appartenait à la Communauté de communes du canton de St-Trivier-de-Courtes, avant que cette dernière ne soit intégrée, au 01/01/2017, à la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, qui compte 74 communes.

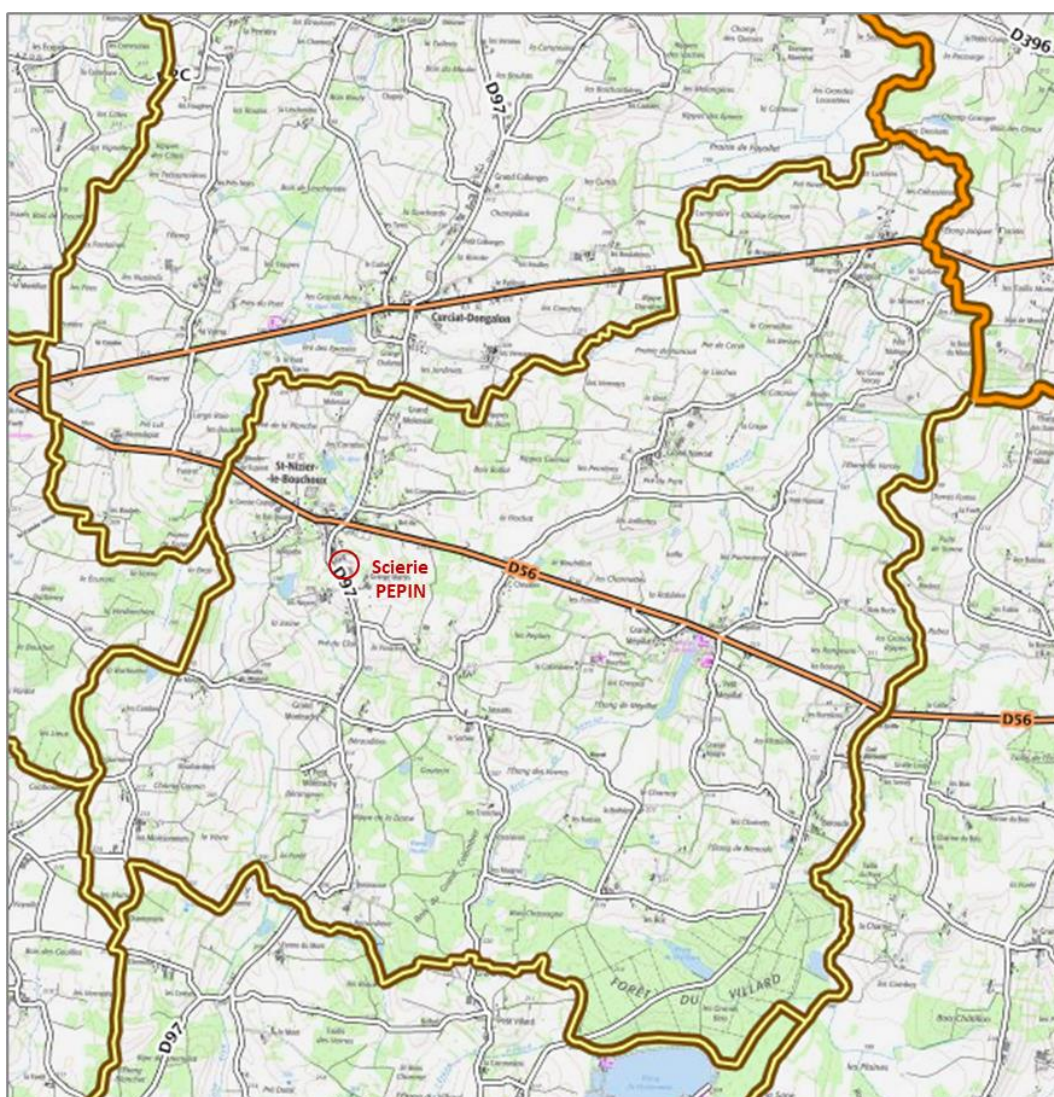
Elle est limitrophe des communes de Curciat-Dongalon, Courtes, Mantenay-Montlin, Lescheroux, Cormoz dans le département de l'Ain, et de Varennes-St-Sauveur en Saône-et-Loire.

4. Présentation du projet de révision et justifications

4.1 Présentation du projet d'extension de la scierie

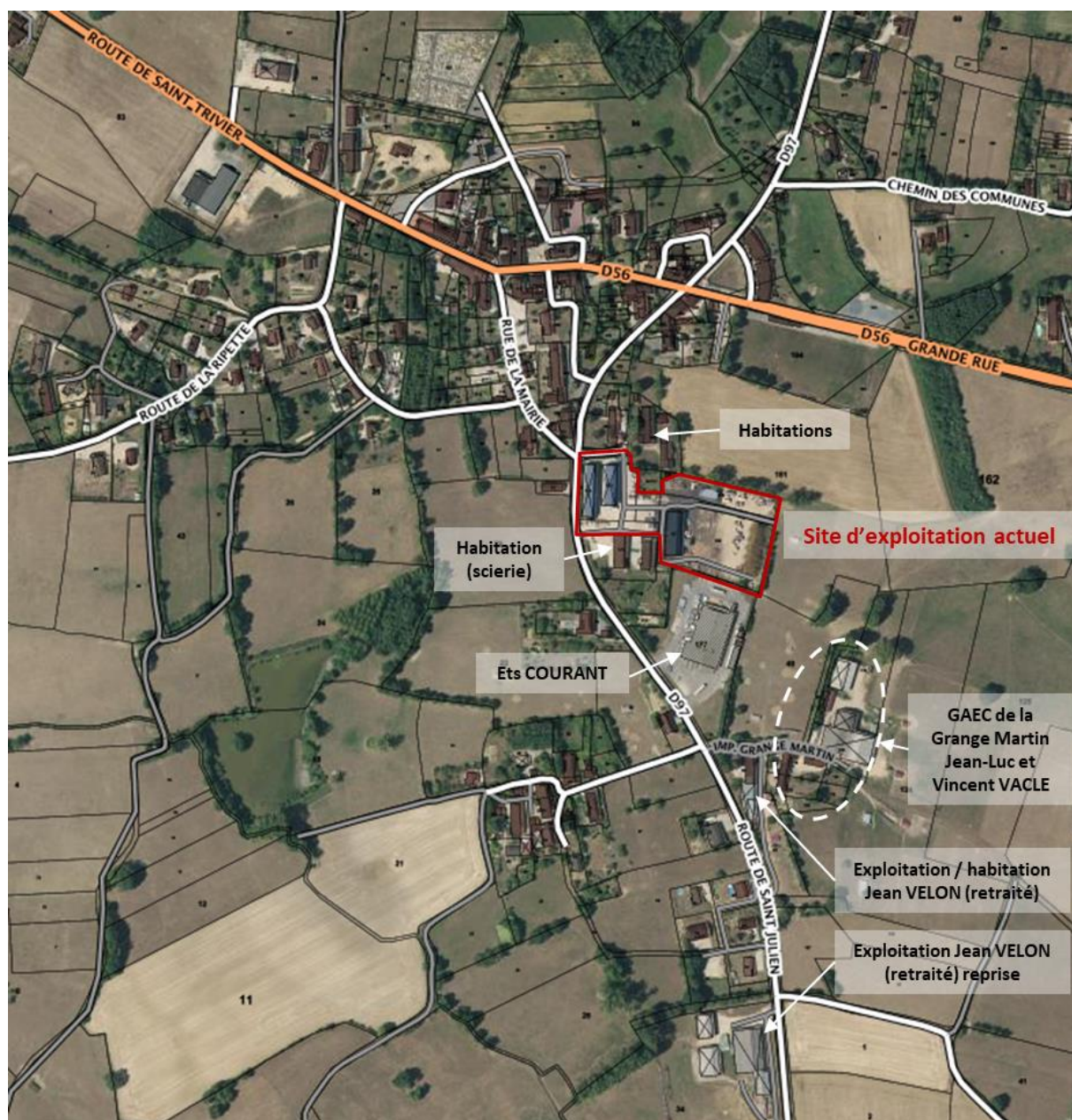
La scierie « Pépin », du nom de son fondateur, a été créée en 1987 à Saint-Nizier-le-Bouchoux. Elle est implantée au Sud du village, route de St-Julien (RD97).

L'entreprise compte actuellement 8 collaborateurs sur site à St-Nizier.



Carte de situation - extrait Géoportail – sans échelle

La scierie prend place plus précisément en entrée d'agglomération, entre les établissement Courant au Sud et les premières habitations du centre-bourg au Nord.



Carte de localisation - extrait Géoportail – sans échelle

Entreprise dite « de première transformation du bois », l'activité principale de la scierie Pépin est le sciage de bois et le séchage, pour la production de plots, de dépareillés, d'avivés¹, de traverses paysagères et de charpentes, essentiellement en chêne.



De gauche à droite : plots, dépareillés, traverses paysagères - <http://www.scierie-pepin.com/>

Elle gère également l'exploitation forestière de grumes de chêne, chêne rouge, frêne pour une partie de ses approvisionnements, dans un rayon de 100 km autour du site.

Elle est engagée dans la gestion durable des forêts avec le label PEFC.

Ses sciages sont commercialisés en France, en Belgique, en Italie, auprès d'industriels fabricants de cercueils, parquets, menuiseries, de tonneliers, d'artisans menuisiers, de charpentiers, d'agenceurs, de paysagistes et de négociants.

La scierie Pépin valorise également ses connexes tels que les écorces (chaufferies, amendement de sols) et les sciures (fabrication de panneaux, briques de construction, chaufferies).

Les toitures de ses bâtiments sont recouvertes de panneaux photovoltaïques produisant plus d'électricité que ne consomme la scierie.

Le site d'activité s'étend sur 1,6 ha environ, sur les parcelles F 913-914-915-238 et ZX 179-187-188.

Il comprend 2 bâtiments de stockage des sciages, en bordure de RD97, et un séchoir.

La parcelle F237 compte aussi des habitations (dépendantes de la scierie).

L'essentiel du site est occupé par du stockage (grumes et sciages), qui nécessite des surfaces importantes.

Voir page suivante.

¹ Plot : bille (tronc ou tronçon d'arbre débarrassé de toutes ses parties non utilisables) complète, dont les planches sont sciées selon le même plan longitudinal.

Dépareillé : plot constitué de planches de qualité et épaisseur homogène, issues de plusieurs billes.

Avivé : planches présentant 4 arêtes vives.



Séchoir (gaz de ville)



**Aire de décharge et de découpe des
grumes (tri)
Parc à grumes (arrosées)**



Accès



Forage pour l'arrosage des grumes



Coupe des chutes courtes



Stockage des sciures



Ecorceuse



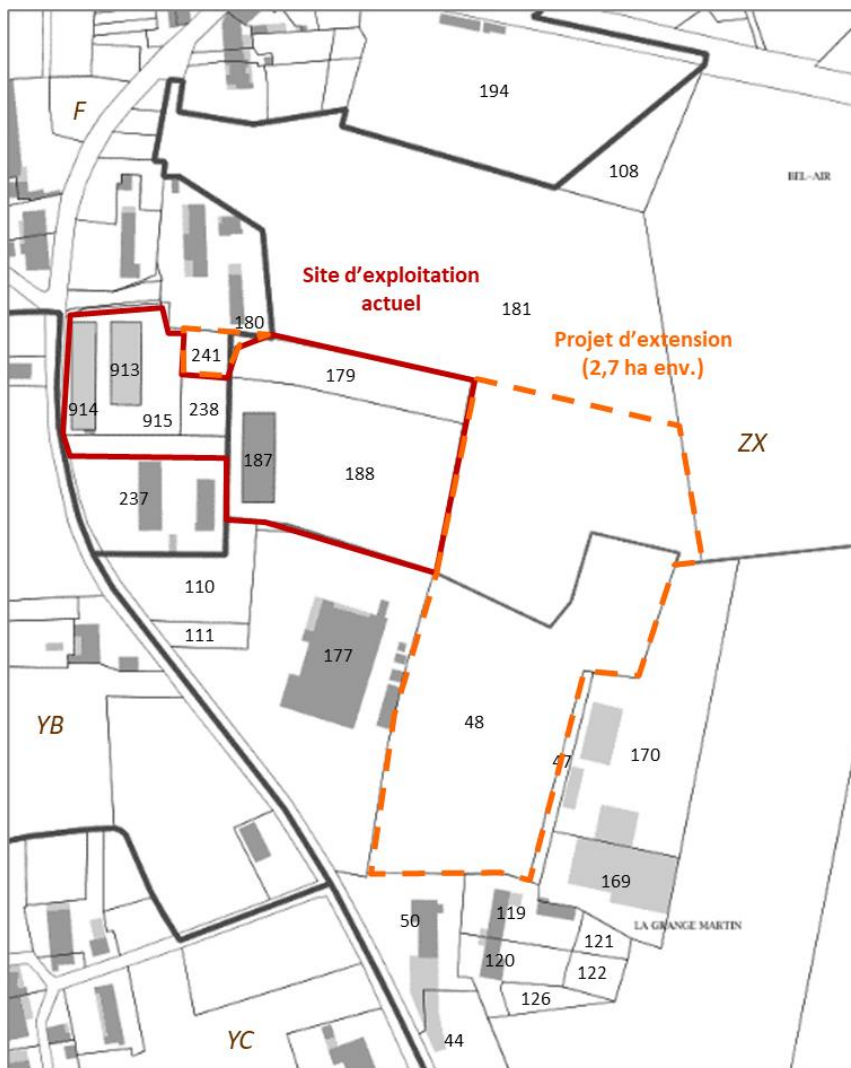
Atelier (scie, déligneuse, coupe de chutes courtes)

Le projet d'extension de la scierie porte :

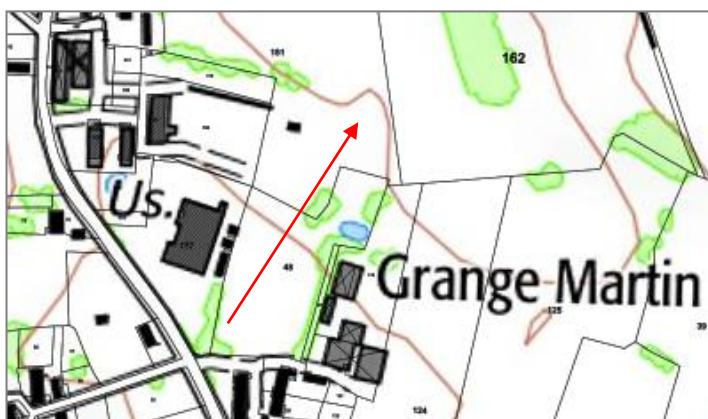
- sur le site d'exploitation actuel
- et sur les parcelles ZX181 (partie Sud) et ZX48, pour une surface maximale de 2,7 ha (*voir suite*), concernées par la révision allégée.

Ce tènement est actuellement exploité comme prairies (*voir aussi état initial de l'environnement*) et présente une assez forte pente descendante d'orientation Sud-Ouest / Nord-Est.

Le projet concerne aussi les parcelles F241 et ZX180 constituées par un jardin arboré, dont l'achat permettrait d'agrandir l'accès Nord, et de faciliter le passage des camions.



Extrait cadastre.gouv.fr
sans échelle



Extrait Géoportail - sans échelle
(la flèche rouge indique le sens de la pente descendante)

Le projet d'extension de la scierie est le suivant.

Sur le site d'exploitation actuel

La scierie a des **besoins supplémentaires en surfaces de stockage couvertes pour protéger davantage les sciages** des phénomènes climatiques. Elle envisage, ainsi, d'étendre les bâtiments de stockage actuels (parcelle F915) en les reliant entre eux, voire à terme, de prévoir ce stockage sur les parcelles ZX 241-179, pour rester proche de l'atelier de sciage.

Elle projette l'**installation d'une nouvelle déligneuse²** (l'actuelle étant obsolète et usée) pour poursuivre et développer l'activité, avec :

- mécanisation du circuit-produit pour supprimer la manutention,
- refonte totale du circuit des connexes (sciures, écorces, plaquettes),
- installation d'un slabbeur et d'un broyeur qui remplacera la découpe de chutes courtes.

Cette installation offrira de meilleures conditions de travail aux employés avec amélioration des postes (accompagnement d'un ergonome dans le cadre d'une convention avec la MSA).

Ceci **nécessite l'extension de l'atelier de 10 mètres vers le Nord (parcelle ZX188), et la construction d'un atelier attenant de taille identique, soit 1000 m² supplémentaires** environ au total. Le silo de sciures sera déplacé.

Le séchoir pourra également être étendu à son emplacement actuel.

En extension du site d'exploitation actuel

L'agrandissement de de l'atelier susmentionnée nécessitera le « **déplacement** » et l'**extension du parc à grumes** (actuellement trop restreint) en extérieur, sur la parcelle ZX181p dans un premier temps.

Ceci permettra de libérer la parcelle ZX188 du stockage de grumes sous arrosage, afin de l'utiliser pour le stockage et la découpe de grumes « fraîches ».

Cette extension s'accompagnera de la création :

- d'une réserve d'eau constituée à partir du forage existant de la scierie, et de la récupération des eaux d'arrosage et des eaux pluviales, pour augmenter la capacité de stockage de grumes sous arrosage, et disposer d'une réserve incendie supplémentaire ;
- de chemins pour étaler les grumes et obtenir un meilleur tri de qualité ;
- d'un accès en sens unique pour les grumiers.

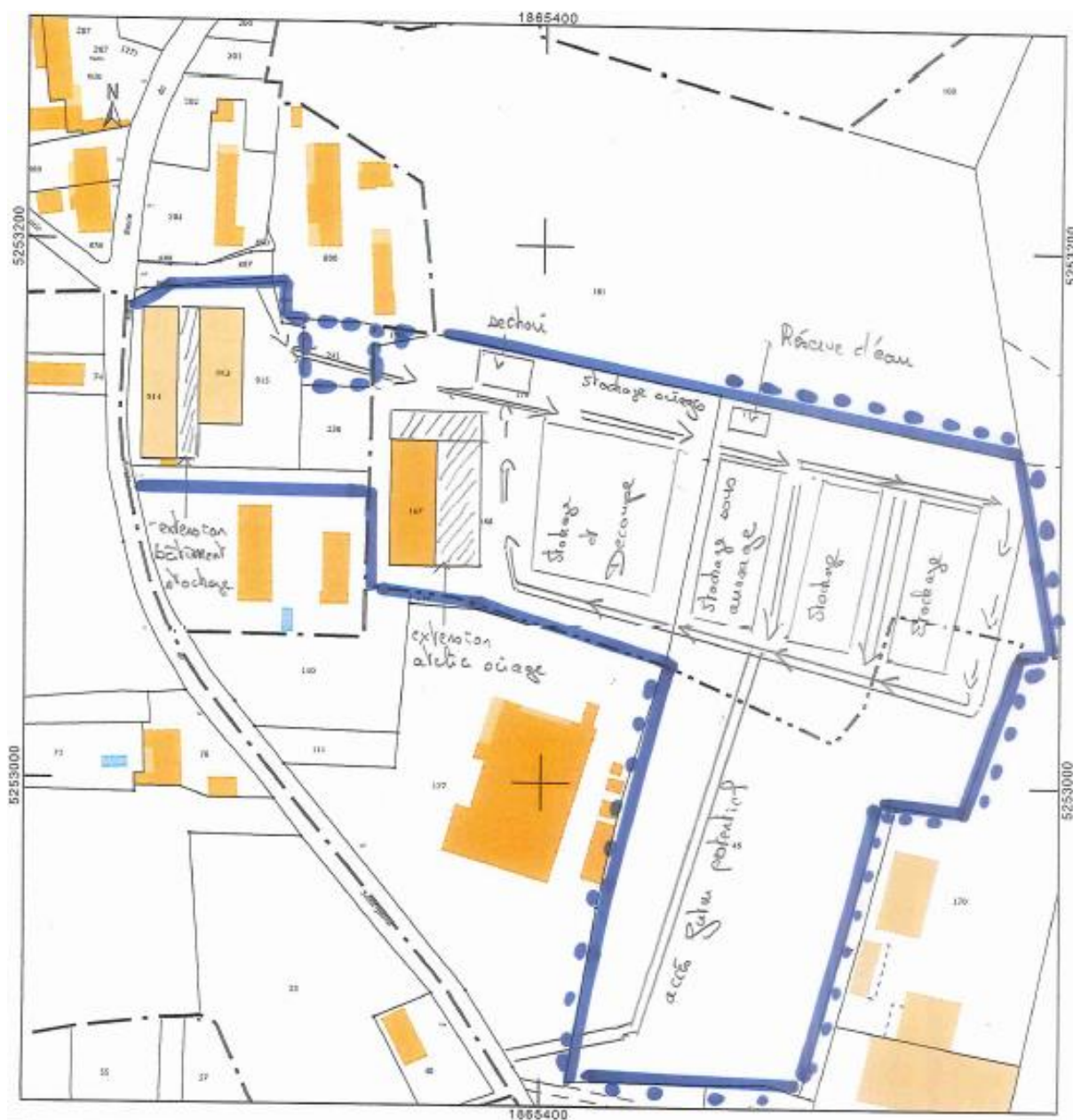
Si les schémas ci-dessous figurent un développement à court terme prévu sur la parcelle ZX181 et une petite partie Nord de la **parcelle ZX48**, cette dernière **pourrait être mobilisée à moyen / long terme** selon le même schéma :

- nouvel agrandissement éventuel des constructions en continuité de l'existant sur la parcelle ZX188 (présence des réseaux, concentration de la production) ;
- « déplacement » du parc à grumes vers l'Est (ZX181) voire vers le Sud (ZX48) ;

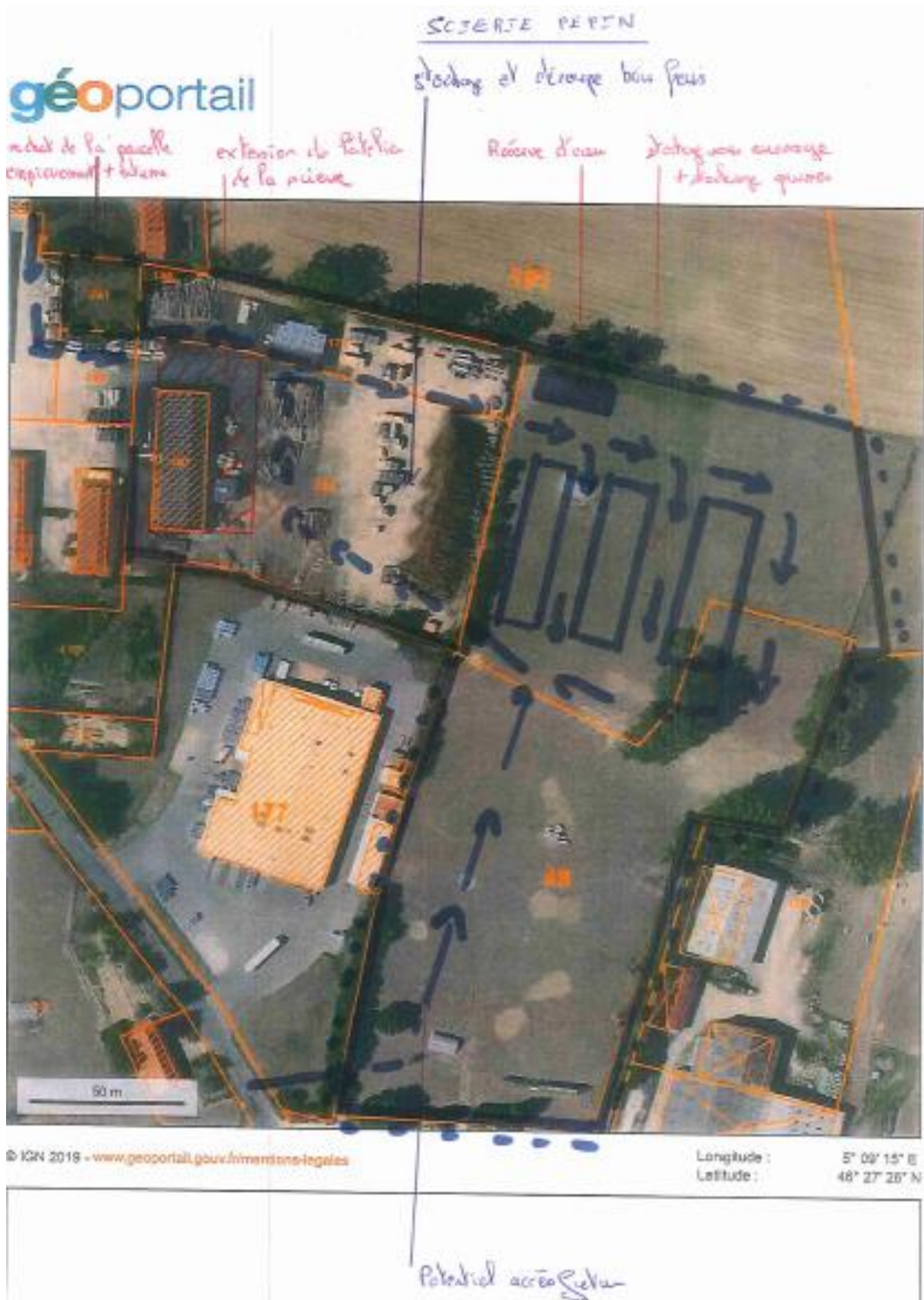
² Machine à bois permettant de scier simultanément plusieurs planches dans un même tronc.

- « déplacement » et extension du stockage des sciages (notamment sous hangars) vers le Sud (ZX48), pour répondre à une production accrue et aérer les surfaces de stockage au sein du site actuel.

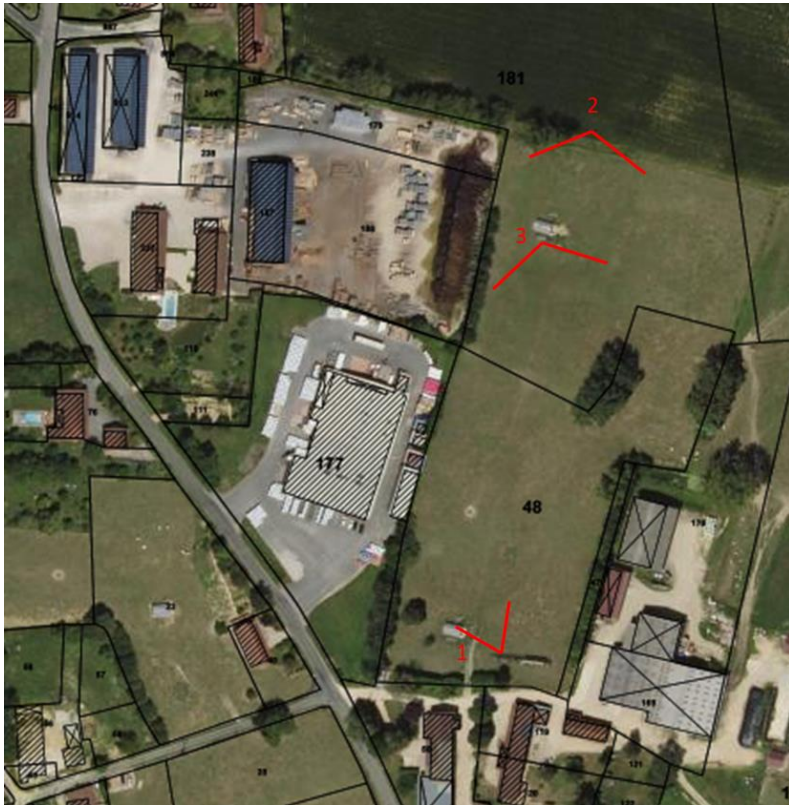
Un chemin d'accès pour les grumiers pourrait également être créé à long terme, par la route D97 et la parcelle ZX177 (si accord des Ets Courant). Cet accès serait plus sécurisé que les sorties actuelles de la scierie (il donnerait sur une ligne droite et non sur un virage) et remplacerait au moins l'une d'elles.



Source : scierie PEPIN - 22/01/2020



Source : scierie PEPIN - 22/01/2020



Repérage des vues – extrait Géoportail (sans échelle)



1



2



3

Photographies BLC – juillet 2020

4.2 Règles du PLU en vigueur et modifications envisagées

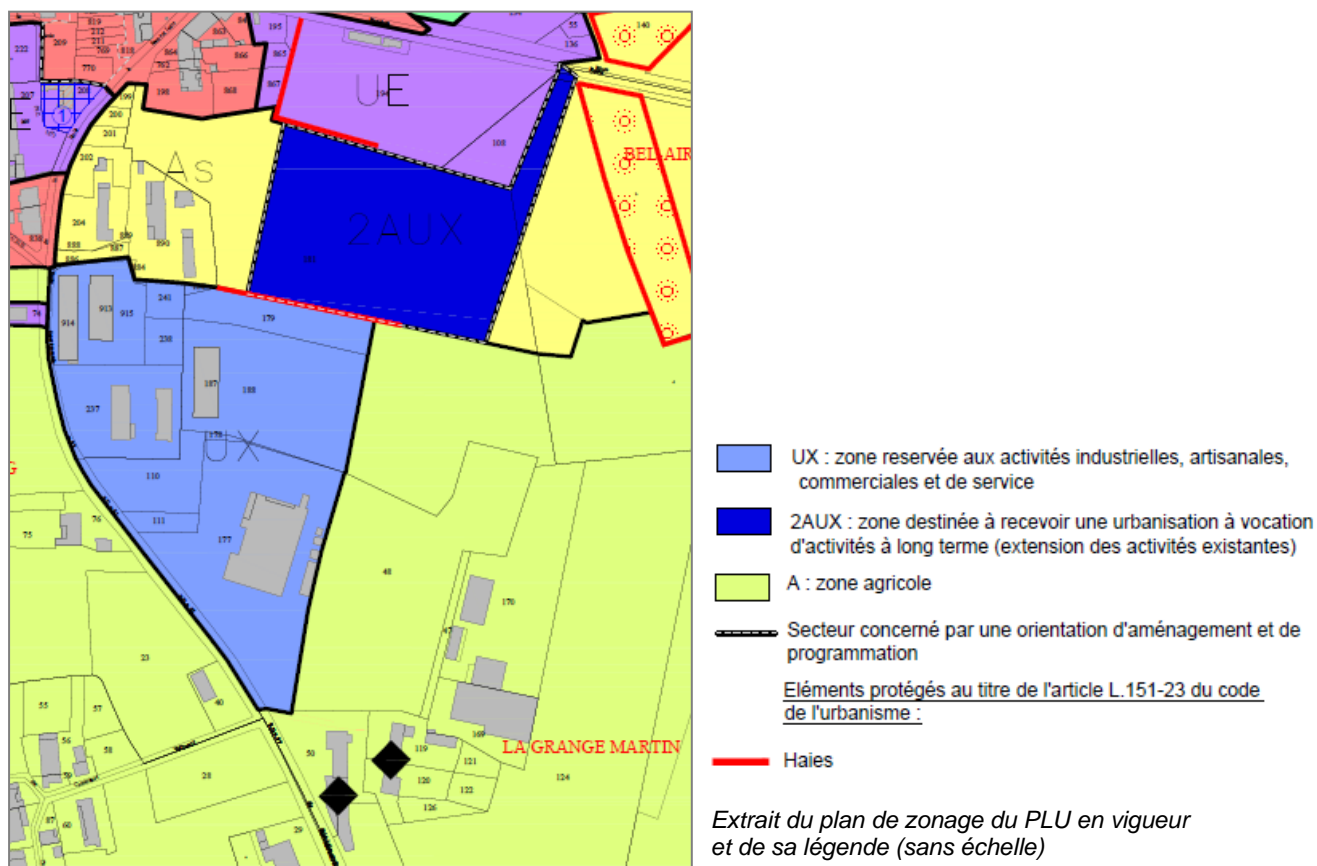
Le site d'exploitation actuel est classé en **zone UX** au sein du PLU approuvé en 2018, zone réservée aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de service, qui concerne aussi l'établissement Courant limitrophe, la casse automobile, le silo Terre d'Alliances, l'entreprise de maçonnerie Bonnet et le site de l'ancienne imprimerie, de part et d'autre duquel a été délimité un site de proximité pour le développement des entreprises locales.

La zone UX englobe également les bâtiments d'habitation de la scierie Pépin et les parcelles F241 et ZX180 que la scierie projette d'acheter pour agrandir son accès Nord.

Le PLU intégrait déjà la nécessité d'extension de la scierie, en délimitant une **zone 2AUX de 1,92 ha**, destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à long terme, en raison de l'absence de maîtrise foncière et de définition de la consistance exacte du projet. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est conditionnée par une procédure adaptée d'évolution du PLU. Elle fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Une haie est protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, entre les zones UX et 2AUX. *Voir aussi l'OAP.*

Une zone agricole stricte (As), à la constructibilité limitée, a été délimitée au niveau des habitations existantes au Nord de la zone UX et à l'Ouest de la zone 2AUX, comme « zone tampon » relativement aux nuisances sonores potentiellement générées par la scierie.



3. Orientations d'aménagement et de programmation au secteur du bourg (zone 2AUX)

3.1 Localisation et enjeux

[...]

Les enjeux sont :

- de protéger les habitations existantes des éventuelles nuisances (sonores notamment) de la zone d'activités, par le maintien d'une zone agricole stricte à l'Ouest non constructible pour les vocations d'habitat et agricoles ;
- d'assurer une interface entre le milieu urbanisé et le milieu agricole ;
- de sécuriser un éventuel accès sur la RD 56.

Cette zone d'activités est dédiée préférentiellement à l'extension de la scierie (projet soutenu par la commune dans son PADD) : pour le stockage sous hangars, ou à l'air, de grumes ou de sciages, voire pour le développement d'autres activités annexes (rabotage, parqueterie...).

Cette zone revêt un caractère stratégique, dans la mesure où son urbanisation confortera le maintien d'activités sur le territoire communal.

3.2 Parti général d'aménagement

3.2.1 Formes urbaines

L'orientation d'aménagement et de programmation porte sur une zone 2AUX ; cette zone nécessitera une procédure adaptée pour son ouverture à l'urbanisation. Elle bénéficie d'une possibilité d'un aménagement progressif en fonction de l'avancement des réseaux.

Cette zone est destinée à accueillir des activités liées à l'extension de la scierie. De nouvelles activités qui souhaiteraient s'implanter sur le territoire communal seraient préférentiellement dirigées vers la zone UX vers l'imprimerie, ou à défaut dans les zones existantes à l'échelle communautaire.

3.2.2 Organisation de l'espace et lien avec l'environnement

Une extension de la scierie peut se faire depuis le tènement UX existant au Sud (plateforme existante). Un autre accès à la zone est envisageable sur la RD 56. Cette possibilité devra faire l'objet d'une étude de sécurisation ; le coût de cet aménagement d'accès ne sera pas pris en charge par le Département, mais par le porteur de projet d'activité économique.

Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental, la commune doit solliciter l'avis du département qui définira les prescriptions techniques et rédigera la convention à intervenir entre les deux collectivités.

Les haies existantes au pourtour de l'opération sont maintenues et d'autres sont plantées, afin de gérer les interfaces (zones agricoles et stade), et d'assurer l'intégration paysagère du tènement.

3.3 Schéma de synthèse



Légende

- Périmètre d'application de l'orientation d'aménagement et de programmation
- secteur dédié à l'extension de la scierie
- ↗↘ possible extension directe depuis la zone UX au Sud
- ↔ possible accès sécurisé à la zone sur la RD 56
- haies à préserver ou à créer

Extrait des OAP du PLU en vigueur

Cette zone 2AUX a été délimitée sur une partie des parcelles ZX181 et ZX162 :

- en cohérence avec les besoins de la scierie ;
- en continuité du site d'exploitation actuel, facilitant les circulations internes ;
- avec création potentielle d'un accès supplémentaire sur la RD56.

Au cours de l'élaboration du PLU, des localisations différentes de celle finalement retenue (zone 2AUX), avaient été envisagées :

A noter que d'autres positionnements de cette zone ont été envisagés :

- *à l'Est de la scierie (partie Sud de la parcelle ZX181, partie Nord des parcelles ZX48 et ZX170), mais ceci impacterait le projet d'agrandissement, à court ou moyen terme, des bâtiments d'élevage de bovins vers le Nord de la parcelle ZX170, exprimé par M. J.L. Vacle, propriétaire-exploitant de la parcelle, et producteur de Charolais Label Rouge et de Volailles de Bresse AOC ; réciproquement, l'installation d'un bâtiment d'exploitation (périmètre de réciprocity), qui plus est d'un bâtiment d'élevage (périmètre d'inconstructibilité) rend difficile la construction à proximité pour l'extension de la scierie ;*
- *en face de la scierie, du côté Ouest de la RD 97 (parcelle YB78), mais ceci aurait posé des problèmes de sécurité routière et des difficultés de gestion pour la scierie qui devrait traverser la route.*

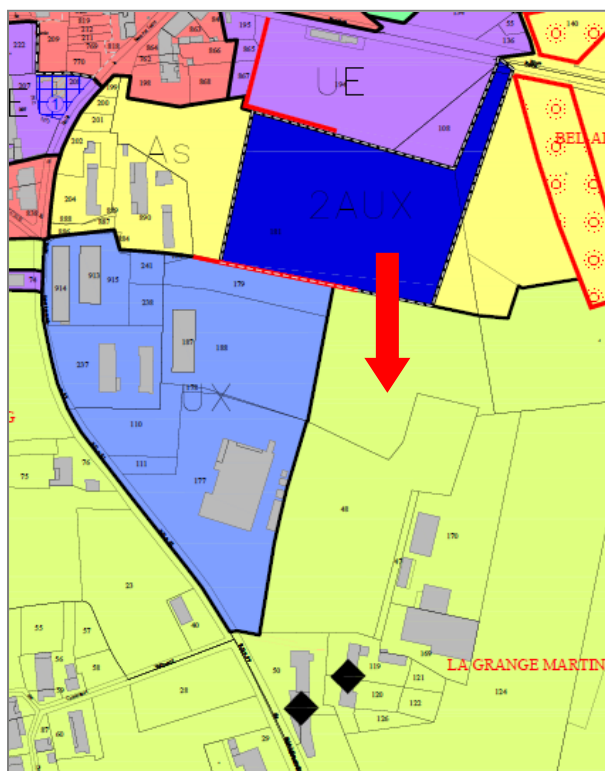
Extrait du rapport de présentation du PLU en vigueur

La présente révision allégée vise à faire évoluer le PLU suite à une délocalisation du projet d'extension de la scierie sur la partie Sud de la parcelle ZX181, et la parcelle ZX48, comme indiqué par la flèche rouge sur le plan ci-contre (*voir justifications dans la partie suivante*).

Ce tènement est, en effet, classé en zone agricole (A), dédiée aux activités agricoles telles que définies par l'article L.3111-1 du code rural.

La scierie relevant, en urbanisme, des activités industrielles (d'où son classement en zone UX), il est nécessaire de muter la zone pour autoriser son développement, y compris pour le stockage de grumes et sciages.

Les autres développements envisagés (extensions de l'atelier et des hangars) sont envisageables en zone UX.



Extrait du plan de zonage du PLU en vigueur (sans échelle)

Le secteur concerné par la révision allégée n'est pas concerné par des Servitudes d'Utilité Publique.

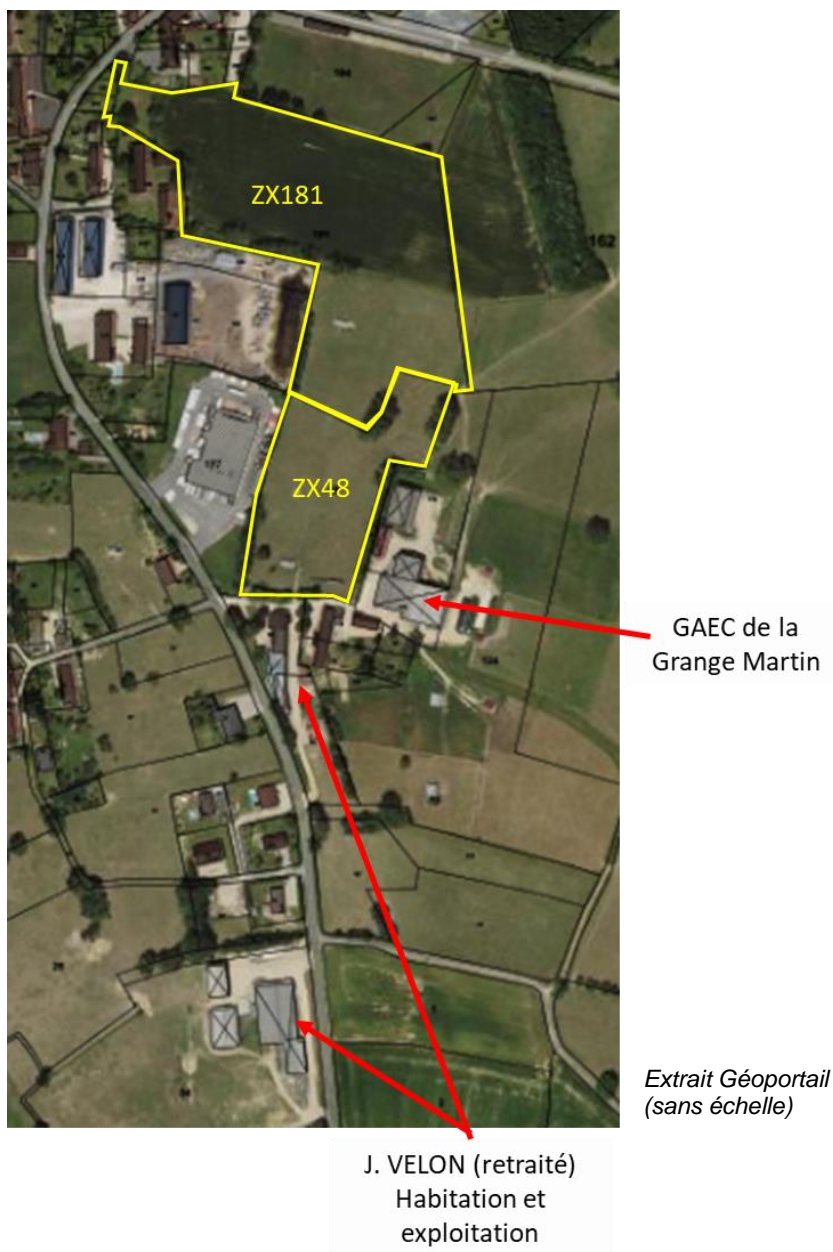
4.3 Justifications des modifications envisagées

❖ **Des évolutions foncières et économiques, favorisant un « glissement » de la zone d'extension de la scierie vers le Sud**

La zone 2AUX délimitée au sein du PLU en vigueur porte sur une partie Nord de la parcelle ZX181, exploitée en grandes cultures par M. Faussurier (de même qu'une partie de la parcelle ZX162). Le propriétaire (privé) de la parcelle, qui n'est pas exploitant agricole, est désormais vendeur de la partie Sud (accord oral), mais pas de la partie Nord.

La parcelle ZX48 et la partie Sud de la parcelle ZX181 étaient exploitées par Jean Velon, propriétaire de la ZX48. Ces prairies étaient utilisées pour les parcours de volailles. Jean Velon est en retraite depuis le 01/01/2020 ; son exploitation, située sur la RD97 en sortie Sud du bourg, a été reprise.

Il reste propriétaire de la parcelle ZX48 (en indivision), qu'il met à disposition du GAEC de la Grange Martin pour le pâturage des bovins (le propriétaire de la parcelle ZX181 met aussi la partie Sud à disposition du GAEC pour le même usage). Il est vendeur de cette parcelle pour permettre l'extension de la scierie (accord oral).



❖ Un projet compatible avec le PADD

Au sein de son axe économique, le PADD du PLU de St-Nizier-le-Bouchoux prévoit le soutien au développement des entreprises locales (hors agriculture) :

« L'objectif est de maintenir et **permettre le développement des entreprises existantes** (activités artisanales, industrielles ou de services) qui sont réparties sur tout le territoire communal, ainsi que de favoriser la création de nouvelles entreprises.

Cet objectif est directement lié au projet démographique notamment pour la création d'entreprises de services.

Les orientations sont de :

- identifier les entreprises existantes ;
- **connaître et favoriser les projets ; notamment, la scierie** localisée au Sud du bourg a exprimé son souhait de pouvoir se développer sur la commune en continuité de l'existant (foncier pour le stockage voire développement des activités) ; **les élus souhaitent favoriser ce projet, dans le sens où il présente un intérêt général pour l'emploi et le dynamisme de la commune** ; une zone 2AUX (urbanisation conditionnée à une modification du PLU) est prévue en l'absence de maîtrise foncière et de définition de la consistance exacte du projet, par le porteur de projet à ce stade de la procédure ; une orientation d'aménagement et de programmation est toutefois produite sur ce secteur ; ces activités étant potentiellement sources de nuisances notamment sonores, un espace tampon (zone agricole) sera maintenu pour préserver la tranquillité du centre-bourg ;
- promouvoir l'implantation des activités non nuisantes au sein du tissu urbain, en la favorisant dans les espaces bâtis les mieux équipés afin d'assurer une mixité de fonctions ;
- **soutenir le développement des entreprises locales (besoins pour des activités artisanales) par la proposition d'un site de proximité au secteur de l'ancienne imprimerie (au bourg) ; le foncier restant disponible au secteur de l'ancienne imprimerie (7100 m² à l'Ouest de la zone) est du foncier communal ; la commune a engagé une esquisse d'aménagement.**
- assurer la desserte en téléphonie et fibre optique. »

Ce souhait de développement au sein du PLU (PADD), a été intégré et pensé en cohérence et en « cohabitation » (mixité) avec les autres activités du territoire que sont l'activité agricole, mais aussi le tissu commercial et l'activité touristique.

L'activité agricole est un enjeu fort dans le cadre de la présente révision allégée, en lien avec le poids de cette activité à St-Nizier, la vocation agricole des terrains visés pour l'extension de la scierie, et la proximité du GAEC de la Grange Martin.

Le PADD indique :

« La préservation et le développement des activités agricoles du territoire constituent un des piliers du projet de la commune. En effet, cette activité apporte des emplois et entretient le paysage et le cadre de vie de la commune. Par ailleurs, c'est une activité qui est très liée au territoire et qui bénéficie de nombreuses AOC.

Pour atteindre cet objectif, les orientations sont les suivantes :

- identifier les espaces agricoles existants et les protéger pour cette activité ;
- connaître et favoriser les projets liés à l'agriculture ;
- lutter contre l'urbanisation diffuse des milieux agricoles, en maintenant la tache urbaine des différents hameaux ; seul le bourg et Mépillat sont autorisés à un développement dans des limites strictement définies ;
- identifier les bâtiments agricoles et limiter toute urbanisation à proximité pour éviter tout conflit ;
- prendre en compte le contexte que de nombreux exploitants agricoles arrivent à l'âge de la retraite et que la reprise n'est pas forcément assurée.

En cohérence avec les enjeux environnementaux au sens large, des secteurs non constructibles pour les bâtiments agricoles pourront être définis. »

Enfin, au sein de l'axe environnemental du PADD, est relevé un enjeu lié aux risques et aux nuisances :

« Il s'agit d'assurer le développement urbain en cohérence avec les nuisances connues et notamment la présence d'une scierie au Sud du bourg, la présence future d'activités au secteur de l'ancienne imprimerie (installation de l'entreprise Bonnet), les nuisances d'origines agricoles, et prendre en compte les risques liés aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (exploitations agricoles). »

Le projet d'extension de la scierie, objet de la révision allégée, est donc parfaitement identifié au sein du PADD ; il participe du dynamisme économique de la commune et donc à l'intérêt général. Voir suite des justifications ci-dessous.

Toutefois, pour assurer la compatibilité de cette procédure avec l'intégralité du PADD, les enjeux et éléments suivants doivent être intégrés :

- **le dimensionnement du PLU ne doit pas être remis en cause** ; la zone initialement prévue pour l'extension de la scierie peut être relocalisée, mais pas maintenue ;
- une **OAP** devra être prévue sur la zone ;
- **la proximité d'une exploitation agricole en activité (GAEC de la Grange Martin) doit être prise en compte**, et plus particulièrement, le maintien de son activité actuelle dans des conditions optimales, ses besoins de développement, et les contraintes et nuisances qu'elle peut générer ;
- **les nuisances potentiellement générées par l'extension de la scierie (notamment sonores) doivent être prises en compte.**

Voir suite des justifications ci-dessous.

❖ Une cohabitation aisée de la scierie avec l'activité agricole proche

Comme évoqué en supra, la délimitation de la zone 2AUX au sein du PLU en vigueur permettait d'éviter d'éventuels impacts sur l'activité du GAEC de La Grange Martin (Jean-Luc Vacle et son fils Vincent Vacle).

Les éléments suivants permettent de revenir sur ce choix sans générer d'impacts à priori.

Par un courrier en date du 28/01/2020, adressé à Madame le Maire, Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture, et la DDT de l'Ain, Messieurs Vacle confirment ne pas s'opposer à l'achat des parcelles ZX181 (partie Sud) et ZX48 attenantes à leur exploitation, ni à leur mutation en zone dédiée aux activités économies autres qu'agricoles, pour l'extension de la scierie, en « remplacement » de la partie Nord de la parcelle ZX181. *Voir courrier en annexe.*

Ce positionnement favorable du monde agricole a été confirmé par Jean Velon, agriculteur retraité, lors d'un échange oral le 31/07/2020.

Un échange oral avec Vincent Vacle le 31/07/2020 a, en outre, permis de préciser et mettre à jour « l'état des lieux » de cette exploitation, réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLU :

- l'exploitation comprend des bovins allaitants (80 vaches – Label Rouge) et des Volailles (AOC Volaille de Bresse – 2700 bêtes présentes en même temps, au maximum) ;
- l'exploitation ne relève pas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) mais du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ;
- l'exploitant ne projette pas de développement nécessitant potentiellement une extension de ses bâtiments en continuité de l'existant (parcelle ZX170), hormis l'éventuel rapatriement de bovins.

L'extension de la scierie et le développement potentiel du GAEC ne génèrent pas de distances d'éloignement « réciproquement bloquantes » :

- à proximité de l'exploitation, la scierie n'envisage que du stockage de grumes ou de sciages sous hangars, selon des volumes inférieurs aux seuils ICPE ;
- ces hangars, comme les bâtiments potentiels futurs de l'exploitation, ne seront pas occupés de façon permanente par du personnel.

Voir détails dans la partie de l'état initial de l'environnement portant sur les risques et nuisances (5.1).

L'exploitant respecte le cahier des charges de l'AOC « Volaille de Bresse » ou « Poulet de Bresse », « Poularde de Bresse » ou « Chapon de Bresse », et notamment les exigences relatives au parcours des volailles (10 m² de parcours herbeux par volaille en période de croissance).

L'exploitant met en place 5 800 volailles sur 1 an au sein de 5 poulaillers démontables sur dalle.

Il n'envisage pas de développement de cet élevage et n'utilise pas la parcelle ZX48 pour les parcours, mais pour le pâturage des bovins, depuis 2020 ; cette parcelle présente l'avantage d'être proche de son exploitation, mais sa mutation envisagée, et connue, n'est pas susceptible d'impacter l'activité dudit exploitant (*cf courrier mentionné en supra*).

Le « glissement » de la zone d'extension de la scierie permet enfin de protéger un champ cultivé (zone 2AUX actuelle).

Enfin, le GAEC de la Grange Martin envisage l'acquisition d'une partie de la parcelle ZX48 pour créer un accès propre, en remplacement de la servitude de passage existante sur la parcelle ZX50 appartenant à M. Velon. Ce projet est indépendant du PLU et est connu de M. Velon et de la scierie Pépin. Un accord sera à trouver entre propriétaires, en lien avec l'hypothèse de création, à long terme, d'un accès à la scierie, par la route D97, projet qui nécessitera un accord des Ets Courant (passage par la parcelle ZX177).



→ Accès au GAEC de la Grange Martin

*Extrait Géoportail
(sans échelle)*

❖ **Des enjeux économiques, représentant un intérêt général**

La révision allégée a été engagée suite à la sollicitation de la scierie Pépin dont les nécessités d'extension s'avèrent impératives à court / moyen terme, en lien avec l'intégration et le projet de reprise de Pierre Pépin, fils du fondateur de la scierie, Hervé Pépin.

Par ailleurs, nous avons indiqué en supra que le développement envisagé offrira de meilleures conditions de travail aux employés.

L'extension de la scierie à Saint-Nizier représente un enjeu économique fort pour le territoire communal comme pour le territoire élargi, du point de vue notamment :

- de l'implantation historique de la scierie à St-Nizier ;
- du maintien des emplois sur la commune, l'entreprise comptant actuellement 8 collaborateurs sur site à St-Nizier, et son extension pourrait conduire à la création de nouveaux emplois ;
- du soutien à la filière bois (*voir partie 5.6 de l'état initial de l'environnement*) ;
- du maintien d'une mixité d'activités économiques sur la commune, en compatibilité avec le projet communal (*PADD – voir en supra*).

En effet, concernant ce dernier point, le monde agricole, fortement représenté à St-Nizier, est tout à fait favorable au développement des autres activités économiques, y compris les exploitants proches (*voir en supra*).

Enfin, le territoire communal n'offre pas de surfaces foncières suffisamment importantes, et classées en zone UX, pour permettre la délocalisation de la scierie, dont le site d'exploitation actuel représente déjà 1,7 ha, et le projet d'extension jusqu'à 2,7 ha supplémentaires :

- au Nord du bourg, la zone UX est restreinte et entièrement occupée par le silo et la casse automobile (aires de manœuvres et d'entrepôt) ;
- en entrée Ouest, le site de l'ancienne imprimerie est occupé par Anagramme exposition, la parcelle B82 en partie par l'entreprise Bonnet ; 5800 m² environ restent libres sur cette parcelle, et 7500 m² sur la parcelle B83p.

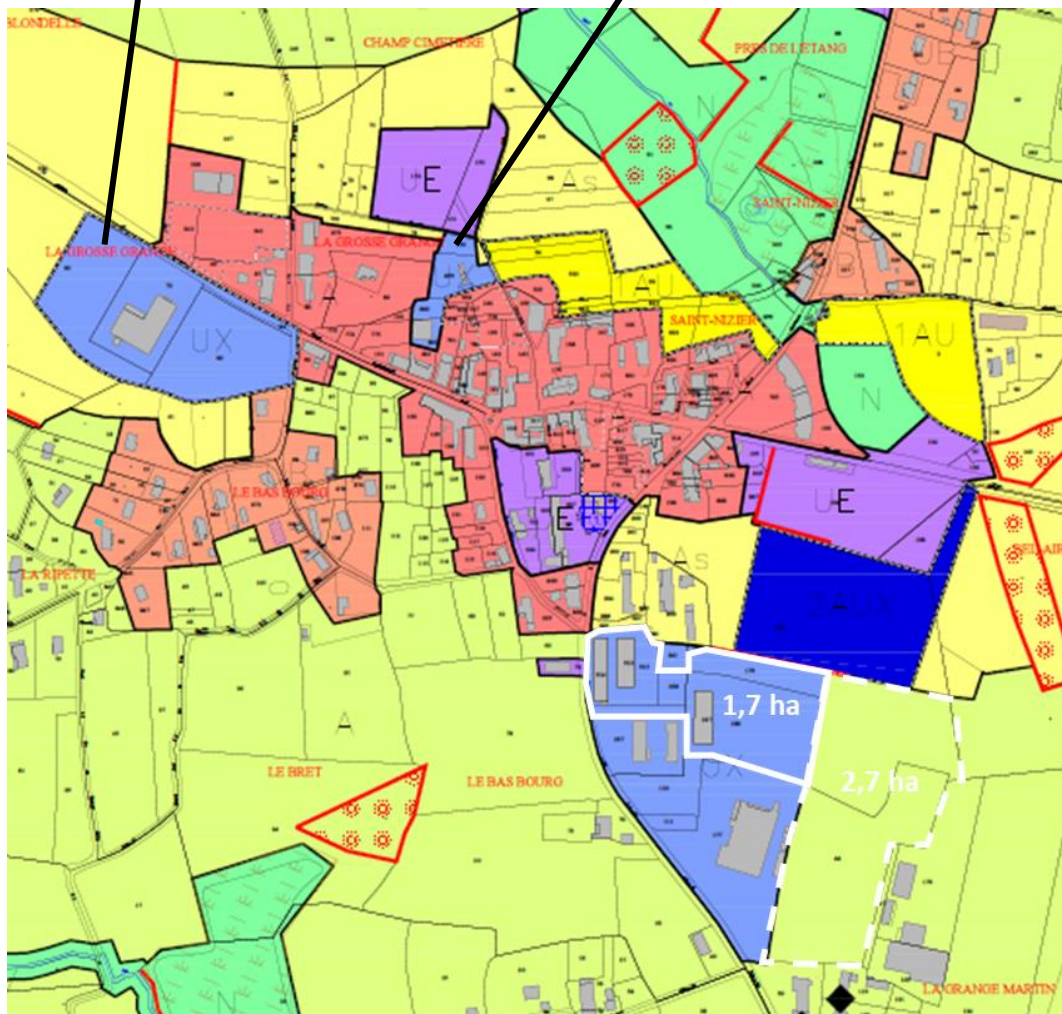
Voir cartes page suivante.

La délocalisation sur une autre commune proche de St-Nizier présente des difficultés et inconvénients du point de vue :

- des surfaces foncières – importantes – à trouver, à un coût acceptable pour la scierie ; son déplacement empêcherait l'implantation d'activités futures moins consommatrices de foncier et serait susceptible de créer une friche à St-Nizier ;
- de la construction des bâtiments de production et de stockage, du déplacement des machines et du séchoir (difficultés techniques, délais) ;
- du dynamisme économique de la commune (perte d'emplois et d'une entreprise historiquement implantée).



Extrait Géoportail (sans échelle)



Extrait du plan de zonage du PLU en vigueur (sans échelle)

❖ **Des enjeux relatifs aux nuisances et à la sécurité**

La « nouvelle » localisation envisagée pour ce projet d'extension présente l'avantage d'être plus éloignée du centre-bourg que la zone 2AUX actuelle ; les éventuelles nuisances – notamment sonores - générées par la scierie, sont donc susceptibles d'affecter moins d'habitants, même s'il est à noter la présence, au Sud, des habitations de M. Velon et M. Vacle, et la présence humaine quotidienne au sein de l'établissement Courant et du GAEC.

De plus, les nuisances sonores ne seront pas significativement augmentées (*voir état initial de l'environnement – partie 5.1*).

La seconde hypothèse de localisation envisagée à l'époque de l'élaboration du PLU, sur les parcelles communales situées en face de la scierie, de l'autre côté de la RD97, a été réétudiée mais est restée écartée parce que moins favorable à la scierie. Elle obligerait les engins qui manœuvrent en interne, à traverser la RD97 pour relier les zones de stockage à l'atelier. Ceci augmenterait la dangerosité d'un secteur à la visibilité limitée, du fait de sa situation en virage.

Enfin, le projet d'extension générera un trafic accru de camions et engins ; toutefois la hausse sera limitée : de 200 camions par an environ pour la livraison des grumes, et autant pour l'enlèvement des sciages et connexes (soit 2 camions par jour d'ouverture environ), le développement conduira à 233 camions entrants et autant de sortants.

Les effets sur le bruit ambiant et le passage seront donc limités.

5. Etat initial de l'environnement

Préambule

L'état initial de l'environnement proposé ci-après rappelle -et actualise, lorsque c'est nécessaire- les principaux enjeux environnementaux du territoire, de façon proportionnée à l'objet de la révision allégée, et aux secteurs concernés.

Au vu du PLU en vigueur et des éléments présentés dans les parties précédentes, nous pouvons déjà identifier les enjeux principaux, ayant trait :

- aux risques et aux nuisances, en lien avec l'activité de la scierie, relevant du régime ICPE, et son environnement proche (entreprise Courant, GAEC de la Grange Martin) ;
- à la protection des espaces et de l'activité agricole ;
- à la préservation des paysages, et en particulier d'un secteur de prairies bocagères.

C'est pourquoi, ces thématiques sont abordées en priorité, dans les pages qui suivent. Les autres thématiques sont également abordées, mais les enjeux apparaissent d'emblée plus limités.

5.1 Risques et nuisances

❖ Rappel des enjeux et des incidences du PLU relatifs aux nuisances liées aux activités économiques, dont agricoles

L'état initial de l'environnement du PLU en vigueur, indique que 11 ICPE sont présentes sur la commune, toutes étant des exploitations agricoles localisées sur les hameaux de St-Nizier, mais pas sur le bourg (*sources : base de données nationale, diagnostic agricole élaboré dans le cadre du PLU, chambre d'agriculture*) :

- DUBOIS Michel (Bonnacour),
- EARL des Moissonniers (Les Moissonniers),
- PRELY SA (Petit Montrachy),
- SCEA AGBO (le Petit Matignat)
- BOURCET Roger (Les Boz)
- FAUSSURIER Georges (Grand Nanciat)
- GADOLET Sandy (Petit Nanciat)
- LONG Eric (Béroutte)
- LONG Sylvie/EARL des Acacias (Béroutte)
- SARCEY Clothilde et Hervé (Grand Matignat)
- VELON Bernard (Fuseret)
- BLANC Valentin (Grand Nanciat).

Le PLU indique aussi que 3 exploitations agricoles relèvent du Règlement Sanitaire Départemental.

Ces exploitations comprennent des élevages et sont soumises notamment, via ces réglementations indépendantes du PLU, au respect des règles relatives à l'implantation du bâti (règles de réciprocité³) et à la gestion des effluents (stockage et épandage).

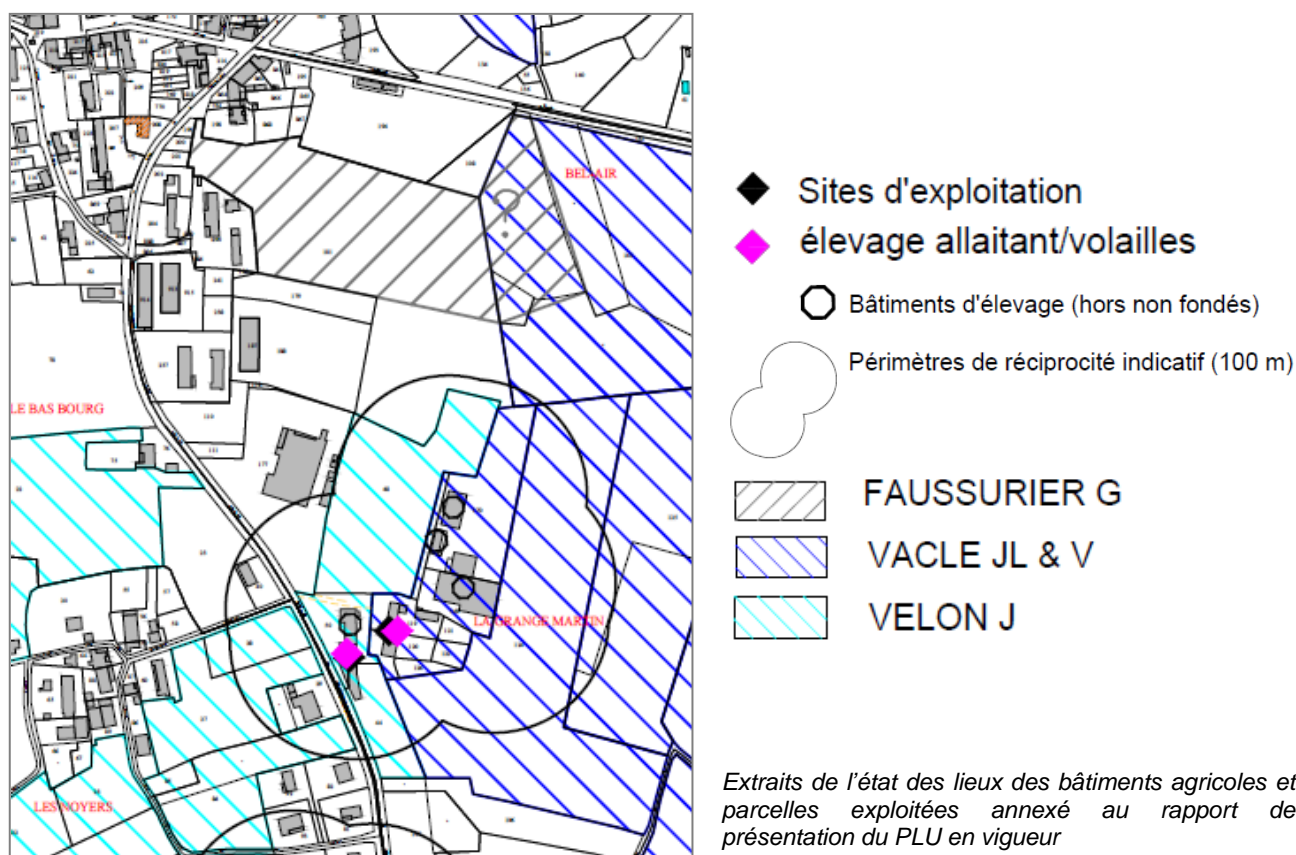
Une carte indicative et non exhaustive de l'état des lieux des bâtiments agricoles, des parcelles exploitées et d'un périmètre de réciprocité indicatif de 100 mètres autour des bâtiments d'exploitation est annexée au rapport de présentation. Ce périmètre a été tracé autour de chaque élevage à titre indicatif, y compris ceux qui ne relevaient pas de la réglementation ICPE.

Voir extrait page suivante.

Les sites de projet du PLU approuvé en 2018 sont éloignés de ces exploitations.

En outre, afin de préserver la vocation agricole des zones et de concilier développement agricole et développement urbain, le règlement du PLU adossé au plan de zonage, stipule que toute construction nouvelle liée à un nouveau siège d'exploitation ne peut se situer à moins de 100 mètres de la limite de zone constructible (zones U et AU).

³ Le PLU rappelle les distances applicables, généralement 50 mètres au sein du RSD et 100 mètres dans la réglementation ICPE.



On constate que la scierie Pépin, le GAEC de la Grange Martin (MM. Vacle) et l'établissement Courant ne figurent pas dans cette liste des ICPE.

Le PLU indique que la scierie peut être source de nuisances, notamment sonores, qui sont toutefois contenues grâce à :

- des dispositifs spécifiques (installation de silencieux sur les séchoirs par exemple) ;
- des horaires de production centrés sur la journée (7-30-12h ; 13h30-17h30) ;
- à un éloignement de l'atelier par rapport aux habitations.

Il précise aussi que l'extension de la scierie devrait accueillir un site de stockage peu générateur de bruit.

En outre, le PLU veille à contenir la population exposée à ces nuisances potentielles, en ayant délimité une zone agricole stricte (As) – à la constructibilité limitée – entre la zone 2AUX et le centre-bourg de St-Nizier (zone tampon). Voir *Règles en vigueur en partie 4.2*.

Sur ce secteur, le diagnostic du PLU a identifié un ancien bâtiment agricole non exploité pouvant changer de destination (création potentielle de 2 logements). Il ne l'a toutefois pas retenu dans le potentiel, pour les raisons précédemment évoquées.

Enfin, la zone UX n'admet que les habitations directement liées et nécessaires au fonctionnement et à la sécurité des activités, à condition qu'elles soient intégrées au volume du bâtiment d'activités, et dans la limite de 100 m² de surface de plancher.

❖ **Précision des enjeux relatifs aux nuisances liées aux activités économiques, dont agricoles, au niveau du secteur visé par la révision allégée et des activités présentes**

La base de données nationale des ICPE en 2020 ne recense toujours que des ICPE agricoles. Aucune n'est identifiée sur le bourg, à proximité de la scierie et du secteur concerné par la révision allégée.

Après vérification auprès de la **scierie Pépin**, celle-ci relève toutefois du régime déclaratif (D) au titre de la rubrique n°2410 de la nomenclature des ICPE.

2410. Travail du bois et matériaux combustibles analogues	
2.4. Bois, papier, carton, imprimerie	
(Rubrique modifiée par le Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 et le Décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017) Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610.	
La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	
1. Supérieure à 250 kW.	(E)
2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW	(D)

Dans le cadre de son développement, elle pourrait également être concernée par la rubrique n°1532 (régime déclaratif).

1532. Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	
1.5 Substances Combustibles	
(Rubrique créée par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 et modifiée par le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013) Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	
Le volume susceptible d'être stocké étant :	
1. Supérieur à 50 000 m ³	(A-1)
2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³	(E)
3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(D)

En revanche, après vérification, la scierie ne sera pas concernée par la rubrique n°1531 dans le cadre de son développement.

1531. Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement	
1.5 Substances Combustibles	
Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement,	
la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³	D

Source : nomenclature des ICPE

Deux établissements générant potentiellement des nuisances, notamment dans le cas de leur développement éventuel, sont présents à proximité de la scierie.

- Le **GAEC de la Grange Martin**, intègre un élevage de 80 vaches allaitantes et de volailles en AOC Volailles de Bresse (5 800 volailles mises en place sur 1 an, dont, au maximum, 2 700 bêtes présentes sur l'exploitation en même temps).

Il ne relève pas de la réglementation ICPE, mais du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) de l'Ain (2005).

L'exploitant a indiqué, en juillet 2020, ne pas envisager de développement de son élevage bovin et avicole. Il est toutefois susceptible d'étendre ses bâtiments existants vers le Nord, sur la parcelle ZX170, pour rapatrier une partie de son cheptel.

- L'**établissement Courant** produit des gaines plastiques, fourreaux électriques, détecteurs de réseau, grillages avertisseurs et tubes en plastique.
Le site implanté sur la commune de Manziat (siège de l'entreprise) relève du régime de l'enregistrement ICPE (arrêté préfectoral d'enregistrement du 23/03/2018) au titre des rubriques n°2661-1b, 2662-2, 2663-2-b de la nomenclature ICPE.

D'après les informations du directeur des sites Courant, le site de St-Nizier relève bien du régime déclaratif au titre des rubriques n°2661-1, 2662-3, 2663-2 et est loin de franchir le seuil supérieur de l'enregistrement, même en cas de développement de la production et du stockage de plastique. Les rubriques 1532-3, 2925, 4718-1-b et 4802-2-a sont également citées, mais l'établissement ne relève pas du régime ICPE pour celles-ci.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les éléments des textes applicables relativement aux **distances d'éloignement** qui sont imposées à la scierie, au GAEC et à l'établissement Courant. Ceci afin d'identifier, dans le cadre du projet d'extension de la scierie, objet de la révision allégée, les incidences réciproques de chacun des 3 établissements, sur ses voisins, et sur les maisons d'habitation.

Sont ainsi relevés les éléments :

- des textes actuellement applicables à la scierie au titre du régime déclaratif de la rubrique n°2410 ;
- du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) de l'Ain (2005) concernant le GAEC ;
- des textes potentiellement applicables au GAEC dans le cadre de son développement, en cas de franchissement des seuils ICPE (régime déclaratif - rubriques n°2101-3 et n°2111) ;
- des textes actuellement applicables à l'établissement Courant au titre du régime déclaratif (D) des rubriques n°2661-1, 2662-3, 2663-2.

Voir ci-dessous :

- *extraits de la nomenclature ICPE ;*
- *tableaux synthétisant les éléments des textes applicables relativement aux distances d'éloignement qui sont imposées ou potentiellement imposées à la scierie, au GAEC et à l'établissement Courant.*

2101. Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de).**2.1 Activités Agricoles et Animaux**

(Rubrique modifiée par les Décret n° 2011-842 du 15 juillet 2011 et Décret n° 2016-1661 du 5 décembre 2016)

Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de).

3. Elevage de vaches allaitantes (c'est-à-dire dont le lait est exclusivement destiné à l'alimentation des veaux) :

A partir de 100 vaches

D

2111. Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente, etc. de), à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques.**2.1 Activités Agricoles et Animaux**

(Rubrique modifiée par les décrets n° 99-1220 du 28 décembre 1999, n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2013-814 du 11 septembre 2013, n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, n° 2016-1661 du 5 décembre 2016 et n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)

Volailles (activité d'élevage, vente, transit, etc., de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660.

	A, E, D, C Rayon (1)	(2)
1. Installations détenant un nombre d'emplacements supérieur à 30 000	E	
2. Autres installations que celles classés au titre du 1 et détenant un nombre d'animaux-équivalents supérieur à 5 000	D	
<p>Nota :</p> <p>Pour le « 1. » les volailles sont comptés en emplacements : 1 animal = 1 emplacement.</p> <p>Pour le « 2. », les volailles sont comptées en utilisant les valeurs suivantes exprimées en animaux-équivalents :</p> <p>1. caille = 0,125 ;</p> <p>2. pigeon, perdrix = 0,25 ;</p> <p>3. coquelet = 0,75 ;</p> <p>4. poulet léger = 0,85 ;</p> <p>5. poule, poulet standard, poulet label, poulet biologique, poulette, poule pondeuse, poule reproductrice, faisan, pintade, canard colvert = 1 ;</p> <p>6. poulet lourd = 1,15 ;</p> <p>7. canard à rôti, canard prêt à gaver, canard reproducteur = 2 ;</p> <p>8. dinde légère = 2,20 ;</p> <p>9. dinde médium, dinde reproductrice, oie = 3 ;</p> <p>10. dinde lourde = 3,50 ;</p> <p>11. palmipèdes gras en gavage = 7.</p> <p>(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement.</p> <p>(2) Rayon d'affichage en kilomètres.</p>		

Source : nomenclature des ICPE

2661. Transformation de polymères**2.6. Chimie, parachimie, caoutchouc**

(Rubrique modifiée par le Décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013)

Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :

1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

- | | |
|--|-------|
| a) Supérieure ou égale à 70 t/j | (A-1) |
| b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j | (E) |
| c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j | (D) |

2662. Stockage de polymères**2.6. Chimie, parachimie, caoutchouc**

(Rubrique modifiée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010)

Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).

Le volume susceptible d'être stocké étant :

- | | |
|--|---------|
| 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ ; | (A - 2) |
| 2. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 40 000 m ³ ; | (E) |
| 3. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . | (D) |

2663. Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères**2.6. Chimie, parachimie, caoutchouc**

(Rubrique modifiée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010)

Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :

1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :

- | | |
|--|---------|
| a) Supérieur ou égal à 45 000 m ³ ; | (A - 2) |
| b) Supérieur ou égal à 2 000 m ³ mais inférieur à 45 000 m ³ ; | (E) |
| c) Supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³ . | (D) |

2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :

- | | |
|---|---------|
| a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ ; | (A - 2) |
| b) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³ ; | (E) |
| c) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ . | (D) |

Source : nomenclature des ICPE

TEXTES DE REFERENCE	DISTANCES	CONSEQUENCES POSSIBLES
SCIERIE PEPIN		
Rubrique n°2410-2 – Travail du bois et matériaux combustibles analogues <i>Régime déclaratif (situation actuelle)</i> Arrêté du 05/12/2016*	Installation implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.	Absence de conséquences sur l'établissement Courant et le GAEC. Les distances sont / seront respectées ; la scierie prévoit d'installer de nouvelles machines en agrandissant l'atelier existant sur la parcelle ZX188 et souhaite conserver une certaine concentration de la production (voir partie portant sur la présentation du projet d'extension)
Rubrique n°2410-1 – Travail du bois et matériaux combustibles analogues <i>Régime de l'enregistrement (situation future potentielle en fonction de la puissance électriques des nouvelles machines)</i> Arrêté du 02/09/2014**	Installation implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété.	
Rubrique n°1532 – Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues <i>Régime déclaratif (situation future potentielle en cas de franchissement du seuil de 1000 m3 stockés)</i> Arrêté du 05/12/2016* (idem 2410-2)	Installation implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.	Absence de conséquences sur l'établissement Courant et le GAEC. Les distances seront respectées.

* L'arrêté comprend d'autres éléments relatifs, notamment, à la résistance au feu et à la défense incendie.

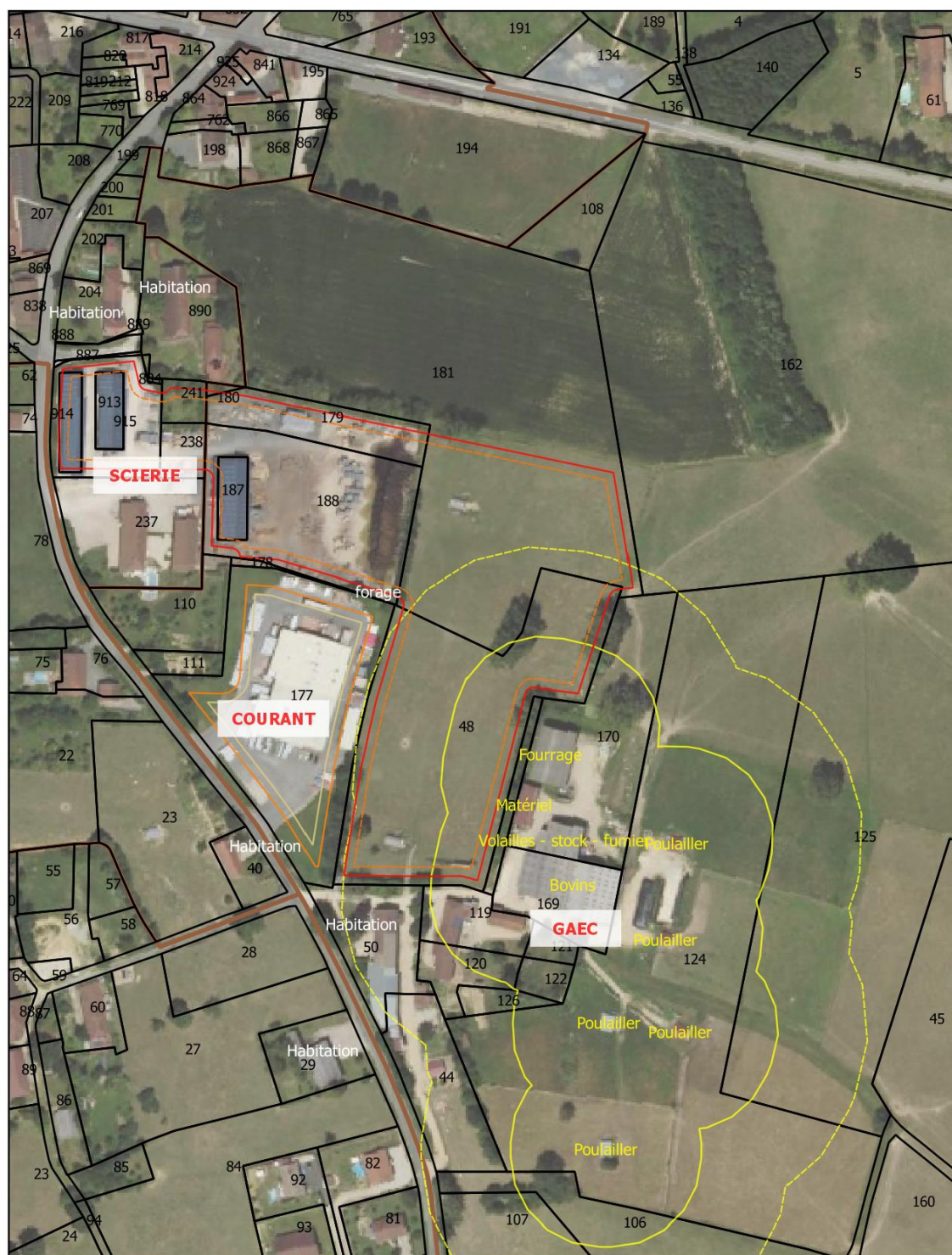
** L'arrêté comprend d'autres éléments relatifs, notamment, à la prévention des incendies, à la résistance au feu, à la défense incendie, à la consommation et à la pollution de l'eau, aux rejets dans l'eau, le sol et l'air, au bruit et aux déchets.

Comme indiqué en supra, la scierie n'est pas concernée par la rubrique n°1531, même dans le cadre de son développement, le stockage de grumes sous arrosage restera inférieure à 1000 m3, la distance de 100 mètres requise entre le stockage et les habitations et locaux occupés par des tiers n'est pas applicable (arrêté du 03/04/2000).

TEXTES DE REFERENCE	DISTANCES	CONSEQUENCES POSSIBLES
GAEC DE LA GRANGE MARTIN		
<p>RSD de l'Ain</p> <p>Titre VIII - Prescriptions applicables aux activités d'élevage et autres activités agricoles <i>(situation actuelle)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> -Bâtiments renfermant des animaux, dépôts des fumiers et déjections solides, urines, silos d'ensilage : implantation interdite à moins de 35 mètres des puits et forages -Bâtiments renfermant des bovins, dépôts des fumiers et déjections solides, urines : implantation interdite à moins de 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, zones de loisirs, ERP - Elevages renfermant plus de 500 volailles de plus de 30 jours : implantation interdite à moins de 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, zones de loisirs, ERP sauf camping à la ferme -Extension mesurée des bâtiments d'élevage existants : des distances inférieures à celles-ci-dessus sont admises sous réserve du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation prévues à l'article 154 ; une distance d'au moins 15 mètres est néanmoins requise -Silos d'ensilage : implantation interdite à moins de 25 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, zones de loisirs, ERP, et 100 mètres pour les silos non aménagés. 	<p>Absence de conséquences sur l'établissement Courant.</p> <p>La scierie n'envisage que du stockage de grumes sous arrosage et de sciages sous hangars sur les parcelles limitrophes du GAEC, visées par la révision allégée.</p> <p>Ces hangars ne seront pas occupés par des tiers de façon permanente sur la journée.</p> <p>Elle ne prévoit pas de mettre en place un nouveau forage.</p>

TEXTES DE REFERENCE	DISTANCES	CONSEQUENCES POSSIBLES
GAEC DE LA GRANGE MARTIN		
<p>Rubrique n°2101-3 – Bovins – et n°2111-2 - Volailles</p> <p><i>Régime déclaratif (situation future potentielle en cas d'augmentation du cheptel – toutefois non envisagé par l'exploitant)</i></p> <p>Arrêté du 27/12/2013</p>	<p>Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme. - 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. <p>Cette distance peut être réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments d'élevage de bovins sur litière accumulée et 15 mètres lorsqu'il s'agit d'équipements de stockage de paille et de fourrage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35 mètres des puits et forages. <p>Les clôtures des enclos et parcours de volailles de densité inférieure à 0,75 animal-équivalent/m² doivent se situer à au moins 20 mètres des locaux habituellement occupés par des tiers et 10 mètres des puits et forages.</p>	<p>Les conséquences sont identiques à celles du RSD.</p> <p><u>Voir carte</u></p> <p>Aucune zone destinée à l'habitation n'est impactée (la zone A et la zone UX comprennent des habitations mais elles ne sont pas destinées à recevoir principalement ce type de constructions – voir règlement)</p>

TEXTES DE REFERENCE	DISTANCES	CONSEQUENCES POSSIBLES
ETABLISSEMENT COURANT		
<p>Rubrique n°2661-1-c – Transformation de polymères</p> <p><i>Régime déclaratif (situation actuelle)</i></p> <p>Arrêté du 14/01/2000</p>	<p>Installation implantée à au moins 15 mètres des limites de propriété, ou 10 mètres si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie - et/ou elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. <p>Installation séparée de celles relevant des rubriques 2662 et 2663 et des bâtiments/locaux fréquentés par le personnel, bureaux, lieux dont la vocation directe n'est pas directement liée à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 10 mètres au moins - ou par un mur coupe-feu (mêmes caractéristiques que ci-dessus) 	<p>Absence de conséquences sur la scierie et son extension potentielle.</p>
<p>Rubrique n°2662-3 – Stockage de polymères</p> <p><i>Régime déclaratif (situation actuelle)</i></p> <p>Arrêté du 14/01/2000</p>	<p>Idem rubrique 2661-1-c ci-dessus</p> <p>(sauf : « rubriques <u>2662</u>, <u>2661</u> et 2663 »)</p>	
<p>Rubrique n°2663-2-c – Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères</p> <p><i>Régime déclaratif (situation actuelle)</i></p> <p>Arrêté du 14/01/2000</p>	<p>Idem rubrique 2661-1-c ci-dessus</p> <p>(sauf : « rubriques <u>2661</u> et <u>2662</u> et 2663 »)</p> <p>+ Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p>	



Distances actuellement applicables :

- 5 mètres des limites de l'établissement (scierie)
- 10 mètres des limites de propriété (scierie et Courant)
- 15 mètres des limites de propriété (Courant)
- 50 mètres autour des bâtiments d'élevage (RSD) (GAEC)

Distances potentiellement applicables en cas de développement :

- 10 mètres des limites de propriété (scierie)
- 100 m autour des bâtiments d'élevage (ICPE déclaratif) (GAEC)

Réalisation BLC sur QGIS
Source fonds de plan : cadastre.data.gouv.fr et extrait Géoportail

En conclusion de l'analyse ci-dessus, des distances, qui restent limitées, sont applicables aux installations de la scierie (5 à 10 mètres des limites du site) et au stockage des sciages (5 mètres), et impactent l'établissement lui-même (distances à respecter par rapport aux limites de propriété), mais pas les activités et habitations voisines. Toutefois, au-delà des réglementations applicables, il convient de tenir compte de la proximité de ce voisinage.

Pour finir, la lecture de la réglementation des ICPE applicable et potentiellement applicable à la scierie montre que les principaux risques ont trait aux incendies.

Comme vu en supra (*partie 4.3*), la « nouvelle » localisation envisagée pour ce projet d'extension présente l'avantage d'être plus éloignée du centre-bourg que la zone 2AUX ; **les éventuelles nuisances – notamment sonores - générées par la scierie, sont donc susceptibles d'affecter moins d'habitants**, même s'il est à noter la présence d'habitations au Sud (M. Velon notamment) et la présence humaine quotidienne au sein de l'établissement Courant (lui-même source de bruit) et du GAEC.

De plus, **les nuisances sonores ne seront pas significativement augmentées** :

- les machines continueront à ne tourner qu'en journée et resteront au même endroit qu'actuellement (atelier ou extensions contiguës)
- les nouvelles machines ne feront pas davantage de bruit et seront mieux capotées ; c'est surtout l'écorceuse et le chariot de scie qui font du bruit, des installations qui restent au même endroit ;
- les clapets du séchoir sont orientés vers l'Est, où il n'y a pas d'habitation ;
- l'augmentation du trafic des camions et engins sera limitée (233 camions entrants/sortants au lieu de 200 actuellement).

❖ **Rappel des enjeux et des incidences du PLU concernant les autres risques et nuisances**

Le PLU en vigueur a identifié les risques suivants sur le territoire communal :

- risques de ruissellement, toutefois maîtrisés par les règles de gestion des eaux pluviales (article 4 du règlement du PLU), des extensions urbaines limitées donc une imperméabilisation limitée, la protection des zones humides ;
- risques technologiques au voisinage des canalisations de transport de gaz ; toutefois, les sites de projet du PLU approuvé en 2018 en sont éloignés ;
- aléas moyens de retrait-gonflement des argiles sur Molessiat ; une étude de sol est recommandée dans l'OAP de la zone 1AU au secteur Nord du centre-bourg.

En outre, les zones dédiées au développement économique ont été localisées de façon à ce que leur accès puisse être sécurisé. L'OAP portant sur la zone 2AUX indique que la possibilité de créer un accès sur la RD56 doit s'accompagner d'une étude de sécurisation à la charge du porteur de projet, et que la commune doit solliciter l'avis du département.

❖ **Précision et mise à jour des enjeux au niveau du secteur visé par la révision allégée concernant les autres risques et nuisances**

La scierie est classée en zone UX et doit respecter l'article 4 du règlement relativement à la gestion des eaux pluviales, qui impose l'infiltration des eaux pluviales, si elle est possible.

Actuellement, la gestion des eaux pluviales est la suivante :

- présence de chenaux sur l'atelier ;
- infiltration à la parcelle sur la partie non imperméabilisée du site.

En outre, les eaux d'arrosage des grumes s'infiltrant vers un fossé et un collecteur ; une tranchée souterraine traverse le champ au Nord et conduit les eaux vers un bief.

La scierie projette (*voir schémas en partie 4.1*) :

- d'équiper les hangars de stockage existants – à agrandir - de chenaux, pour éviter l'apport d'humidité vers le bois stocké au plus près de la RD97 ;
- de mettre en place une rétention à dimensionner avec le SDIS, avec récupération des eaux d'arrosage, des eaux pluviales et remplissage par le forage.

Les enjeux liés au ruissellement sont donc limités.

La scierie, comme le site d'extension, sont éloignés des canalisations de gaz.

Les données et la réglementation ont évolué concernant les aléas de retrait-gonflement des argiles. La carte des aléas « argiles » a été actualisée, d'après le site georisques.gouv.fr. St-Nizier se trouve désormais presque intégralement en aléa moyen.



Aléas retrait-gonflement des argiles

Source : BRGM – état initial de l'environnement du PLU en vigueur



Aléas retrait-gonflement des argiles

Source : georisques.gouv.fr

▼ Exposition au retrait gonflement des argiles



En application de l'article 68 de la loi ELAN du 23 novembre 2018, le décret du conseil d'Etat n°2019-495 du 22 mai 2019 a créé une section du Code de la construction et de l'habitation (CCH) spécifiquement consacrée à la prévention des risques de mouvements de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

L'objectif de cette mesure législative est de réduire le nombre de sinistres liés à ce phénomène en imposant la réalisation d'études de sol préalablement à la construction dans les zones exposées au retrait-gonflement d'argile.

Plus précisément, l'étude géotechnique :

- est imposée en aléa moyen ou fort (art. L.112-20 du CCH et arrêté du 9 août 2020),
- est à fournir par le vendeur en cas de vente d'un terrain non bâti constructible permettant la réalisation de maisons individuelles (art. L.112-21 du CCH), ou par le maître d'ouvrage en cas de projet de construction d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et

d'habitation ne comportant pas plus de 2 logements, si elle n'est pas annexée au titre de propriété du terrain (art. L.112-22 du CCH).

L'arrêté du 22 juillet 2020 définit le contenu des études géotechniques.

Ces éléments sont récents et s'appliquent indépendamment du PLU.

Les enjeux sont faibles concernant l'extension de la scierie ; un règlement similaire ou proche de celui de la zone UX sera adopté, avec des possibilités de constructions d'habitation très limitées.

Le changement de localisation du projet d'extension est cohérent avec les choix établis dans le PLU concernant la sécurité des accès des zones dédiées au développement économique. Comme la zone 2AUX et l'accès prévu sur la RD56, **un accès aux parcelles ZX48-181 pourrait être envisageable sur la RD97** (avec l'accord des Ets Courant), et serait plus sécurisé que les accès actuels à la scierie. Toutefois, comme dans le cas de la zone 2AUX, une **étude de sécurisation**, et **l'avis du Conseil département**, seront également requis.

La base de données BASIAS n'identifiait aucun site industriel et activité de service à Saint-Nizier-le-Bouchoux.

Aujourd'hui, 2 sites sont identifiés dans cette base :

- RHA0102545 - Robert CHEVAILLER au « Petit Montrachy », éloigné du secteur concerné par la révision allégée
- RHA0102546 – non géolocalisé.

Le territoire communal n'est pas concerné par d'autres risques et nuisances non identifiés au PLU.

Enjeux liés aux risques et nuisances :

- tenir compte de la proximité d'entreprises et d'habitations à proximité de la scierie et des terrains visés par son extension – et la présente révision allégée ;
- sécuriser un éventuel nouvel accès sur la RD97.

5.2 Occupation du sol et activité agricole

❖ Rappel des enjeux et des incidences du PLU

La consommation d'espaces – essentiellement agricoles – par extension de la tache urbaine, dans le cadre de l'élaboration du PLU, reste modérée.

La consommation foncière pour le développement des activités économiques, hors agriculture, s'élève à 2,62 ha au total pour la période 2015-2028, par la délimitation :

- de zones UX en extension pour la création de nouvelles activités,
- d'une zone 2AUX pour l'extension de la scierie.

Ces zones ont été localisées et dimensionnées en cohérence avec les besoins exprimés et estimés et tiennent compte, entre autres, de l'activité agricole et de ses projets de développement. Situées à l'écart du centre-bourg, elles admettent des activités pouvant générer des nuisances, ce qui n'est pas le cas des autres zones du PLU.

La zone 2AUX, d'une surface de 1,92 ha, porte essentiellement sur une partie Nord de la parcelle ZX181, exploitée en grandes cultures par M. Faussurier, et une petite partie de la parcelle ZX162, afin de prévoir un accès potentiel sur la RD56. En 2020, la zone était cultivée en maïs.

Voir aussi la partie 4.2.

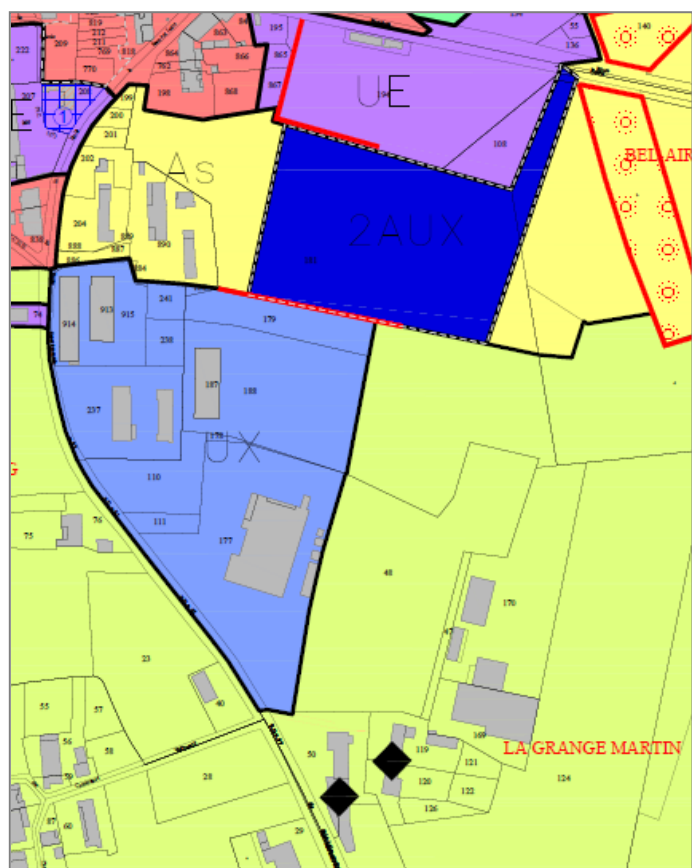
❖ Précision des enjeux au niveau du secteur visé par la révision allégée

Comme exposé en supra, le projet d'extension de la scierie porte sur la partie Sud de la parcelle ZX181, et sur la parcelle ZX48, pour une **surface totale maximale de 2,7 ha, soit davantage que la zone 2AUX initialement prévue (1,92 ha)**.

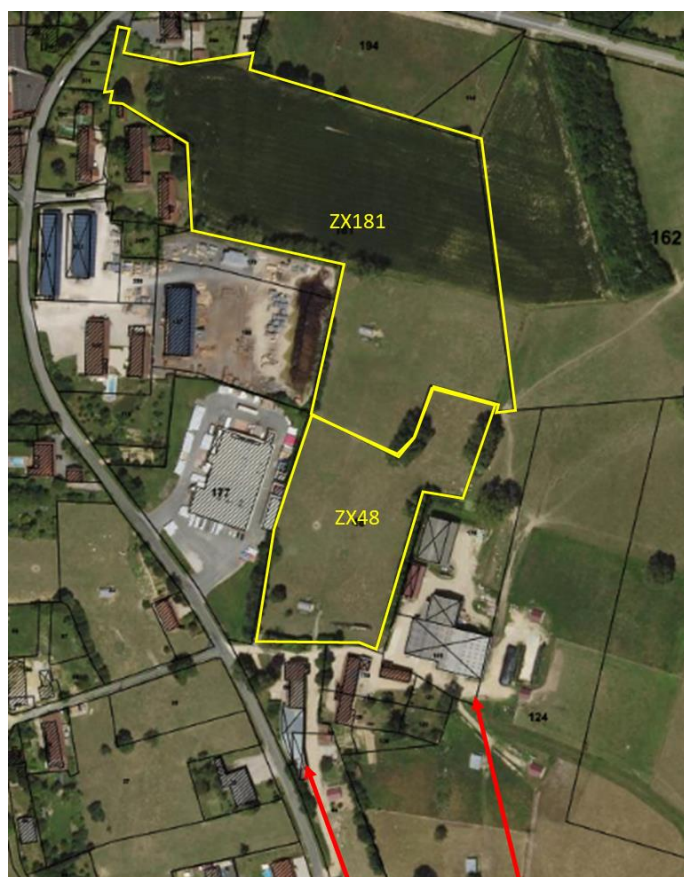
Seul le stockage fermé nécessite des surfaces bétonnées.

Ce tènement est constitué de prairies auparavant utilisées par Jean Velon – propriétaire de la ZX48 - pour les parcours de volailles, actuellement par le GAEC de la Grange Martin pour le pâturage de bovins. Il comprend des arbres et haies non protégées au sein du PLU ; seule la haie existante entre la zone UX et 2AU est protégée.

Jean Velon est en retraite depuis le 01/01/2020, comme évoqué en supra ; son exploitation, située sur la RD97 en sortie Sud du bourg, a été reprise par des éleveurs de bovins allaitants. Il reste propriétaire de la parcelle ZX48 (en indivision), qu'il met à disposition du GAEC de la Grange Martin pour permettre le pâturage des bovins au plus proche de son exploitation. Il est vendeur de cette parcelle pour permettre l'extension de la scierie (accord oral).



- UX : zone réservée aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de service
- 2AUX : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à long terme (extension des activités existantes)
- A : zone agricole
- Secteur concerné par une orientation d'aménagement et de programmation
- Éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme :
- Haies



Extrait Géoportail
(sans échelle)

J. VELON
(retraité)

GAEC de la
Grange Martin

Extrait du plan de zonage du PLU en vigueur
et de sa légende (sans échelle)

Le GAEC de la Grange Martin ne prévoit pas de développement de son cheptel de bovins, hormis le rapatriement de l'ensemble sur l'exploitation. Le rachat et l'utilisation de la parcelle ZX48 par la scierie n'impactera pas son activité/besoin.

L'exploitant met en place 5 800 volailles sur 1 an au sein de 5 poulaillers démontables sur dalle. Il n'envisage pas de développement de cet élevage et n'utilise pas la parcelle ZX48 pour les parcours de volailles.

Le GAEC envisage le rachat d'une bande Sud de la parcelle, afin d'avoir un accès propre, au lieu de passer sur la parcelle ZX50 (servitude de passage).

❖ Rappel des prescriptions du SCoT pour les espaces agricoles et enjeux vis-à-vis du projet d'extension de la scierie

Le SCoT demande les précautions suivantes (extrait).

-Evaluer les impacts sur l'activité agricole pour tout projet consommant au moins 1 ha de zone exploitée et de proposer si besoin des aménagements pour les réduire ou les compenser sauf pour les projets d'intérêt général ou porteurs pour l'économie du territoire.

→ *Le projet d'extension de la scierie est porteur pour l'économie du territoire (voir partie 4.3).*

-Evaluer les impacts sur l'activité agricole pour tout projet impactant une production AOC/AOP, IGP, Label Rouge, STG, agriculture biologique.

-Préserver le potentiel de production sous signe officiel de qualité.

-Protéger les prairies (enjeu d'autonomie alimentaire pour les animaux).

→ *Le GAEC de la Grange Martin élève des Volailles de Bresse sur son exploitation et n'envisage pas de développer davantage cet élevage. Il utilise la parcelle ZX48 notamment, depuis début 2020, pour le pâturage de bovins Label Rouge, pour des raisons de praticité, mais sa mutation envisagée, et connue, n'est pas susceptible d'impacter l'activité dudit exploitant (voir partie 4.3).*

-Inscrire en zone agricole stricte les parcelles proches des bâtiments d'exploitations si elles ont un enjeu agricole ou paysager.

→ *Les parcelles proches du GAEC de la Grange Martin, et de l'ancienne exploitation Velon, ont été classées en zone A (constructible pour l'activité agricole) au sein du PLU approuvé en 2018, et compatible avec le SCoT. Comme vu en supra, la mutation de la parcelle ZX48 en zone constructible n'est pas susceptible d'impacter l'activité agricole.*

Le déclassement de la partie Nord de la parcelle ZX181 en zone As est envisagé, pour protéger une parcelle cultivée, en cohérence avec le zonage As limitrophe (délimité pour des raisons de nuisances sonores).

Enjeux paysagers : voir la partie 5.3.

-Garantir la libre circulation des engins agricoles et troupeaux et maintenir les accès aux parcelles exploitées.

→ *La création d'un accès propre au GAEC sur la parcelle ZX48 (au lieu de la servitude de passage sur la ZX50) est un sujet indépendant du PLU ; toutefois, **l'éventuelle création d'un accès à long terme de la parcelle ZX48 par la RD97, devra tenir compte des nécessités de déplacement de l'exploitant.***

En outre, le SCoT prévoit une différenciation des niveaux de protection des espaces agricoles selon leur nature : espaces agricoles ordinaires / stratégiques / sous pression foncière. D'après la définition du SCoT, les parcelles visées par la révision font partie des espaces agricoles stratégiques, où :

- les constructions et extensions nécessaires à l'activité agricole peuvent être autorisées ;
- une protection stricte peut être envisagée si nécessaire.

Voir ci-dessus et partie « Milieux naturels » (5.4).

Enjeux liés à la consommation d'espaces agricoles et à l'activité agricole :

- La délocalisation du projet d'extension de la scierie générera une consommation d'espaces agricoles potentiellement plus importante (2,7 ha) que la zone 2AUX du PLU en vigueur (1,9 ha).
- Tenir compte des nécessités d'accès au GAEC de la Grange Martin, dans le cas de la création, à long terme, d'un nouvel accès sur la RD97 pour desservir la scierie.

5.3 Cadre de vie, paysage et patrimoine

❖ Rappel des principaux enjeux paysagers et patrimoniaux et des incidences du PLU

Le PLU approuvé en 2018 comprend des dispositions visant à :

- protéger les paysages caractéristiques du territoire et les vues sur ces espaces depuis les RD56 et RD2 (vallées agricoles et naturelles où subsiste du bocage, paysages agricoles semi-ouverts, paysages boisés fermés) ;
- maintenir la tache urbaine du bourg et des hameaux dans ses limites existantes ;
- protéger les haies et ripisylves ;
- protéger les entrées de bourg (2 entrées sur la RD56 et 2 entrées sur la RD97) avec des enjeux plus forts sur la RD56 ;
- protéger le patrimoine historique (architectural) et naturel (étangs, forêts, arbres remarquables) de la commune.

❖ Enjeux paysagers et patrimoniaux au niveau du secteur visé par la révision allégée

Le secteur visé pour l'extension de la scierie, et donc par la révision allégée, est classé en zone agricole au sein du PLU en vigueur, zonage qui protège les espaces exploités (en l'occurrence des prairies), et donc les paysages caractéristiques du village. Ensermé par du bâti à l'Ouest, au Sud et à l'Est, il se situe à la charnière entre milieu urbanisé et espaces agricoles.

Le site est visible depuis l'entrée de bourg est sur la RD56, mais se situe au niveau de l'horizon, en prolongement des sites de la scierie et de l'établissement Courant, et bénéficie d'une végétalisation importante. Il n'est donc pas susceptible de créer une rupture, ni de fermer le paysage depuis cet axe. Son « urbanisation » aura moins d'impacts sur l'entrée de bourg que la zone 2AUX existante, sur laquelle une intégration paysagère était prévue.

Toutefois, le niveau de végétalisation du secteur est à maintenir.

Voir photographies ci-dessous.

Le site n'est pas du tout visible depuis l'entrée de bourg Sud, et à l'approche de l'établissement Courant et de la scierie, en raison de la sinuosité de la route, de la topographie et de la localisation du site en retrait de la route et en deuxième rideau.

La révision allégée ne viendra pas remettre en cause les protections existantes du PLU, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

La hauteur des stockages des sciages (6 mètres en extérieur) d'un volume supérieur à 1000 m³ est gérée par la réglementation ICPE⁴.

Le site n'est pas inclus dans le périmètre de protection de la ferme Le Bourbon.

⁴ La hauteur du stockage des grumes sous arrosage supérieur à 1000 m³ est également réglementée (5 mètres), mais on rappelle que la scierie n'est pas concernée.

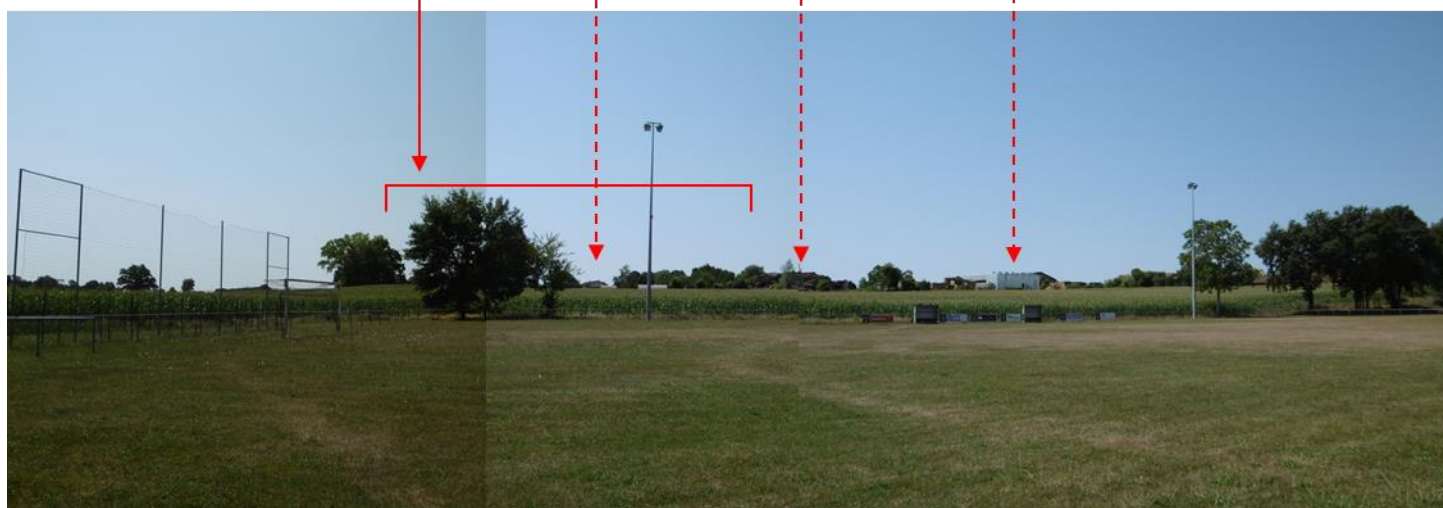


site de projet

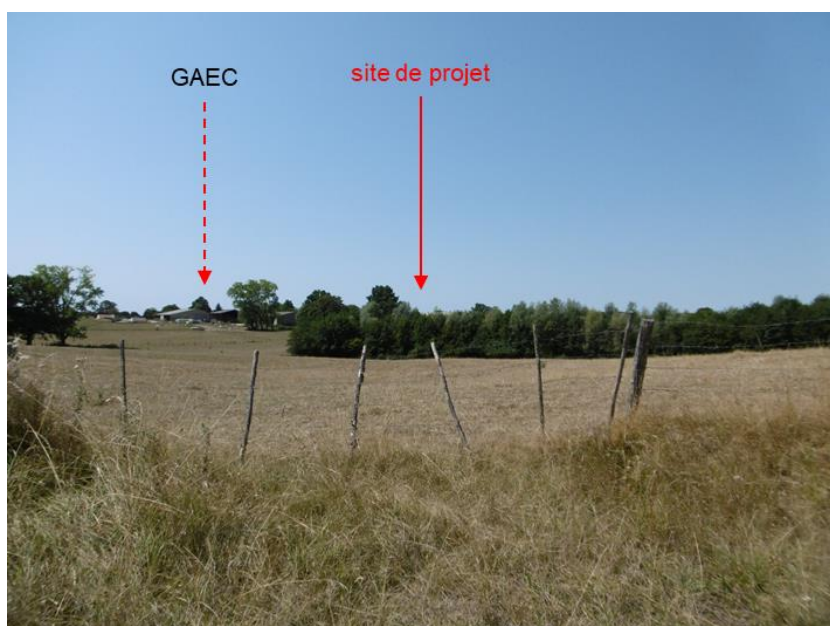
habitation
(Velon)

parc à grumes

1^{er} plan : séchoir
2^{ème} plan : atelier



Depuis l'entrée Est du bourg (RD56 – stade), le site est visible mais dissimulé parmi la végétation, en arrière-plan par rapport au champ de maïs (zone 2AUX actuelle)



Au niveau de Bel Air (RD56), le site est masqué par la bande boisée (protégée au PLU au titre de l'art.L.151-23 du code de l'urbanisme).

❖ **Dispositions du SCoT**

Au-delà de la protection des espaces agricoles et naturels composant le paysage, le SCoT demande :

- de conforter le paysage « mosaïque » en protégeant ses différents éléments et les vues, en gérant l'implantation du bâti ;
- de soigner les lisières entre les différentes composantes du paysage (paysages ouverts / fermés, préserver / renforcer les linéaires végétaux ou bâtis qui jouent le rôle de lisières).

Il demande également de traiter les entrées de villes (objectifs de mise en valeur, de protection ou de requalification).

Enjeux liés au cadre de vie, aux paysages et au patrimoine :

- maintenir le niveau de végétalisation du secteur visé par la révision allégée pour assurer l'intégration paysagère du site, préserver les caractéristiques locales (bocage), maintenir les interfaces entre l'espace urbain et les zones agricoles, mais aussi préserver la qualité de l'eau ;
- assurer l'intégration des potentielles futures constructions dans leur environnement (emprise au sol limitée, règles de taille et hauteur de bâtiment, d'implantation des constructions, protection des plantations voire développement).

5.4 Milieux naturels et biodiversité

❖ Rappel des enjeux Natura 2000 et autres enjeux « biodiversité, milieux naturels et continuités écologiques » et des impacts du PLU

Pour rappel du propos introductif :

- le territoire communal n'est pas concerné par un site Natura 2000 ; les plus proches se situent de 11 à 15 km des limites communales ;
- le PLU approuvé en 2018, n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas.

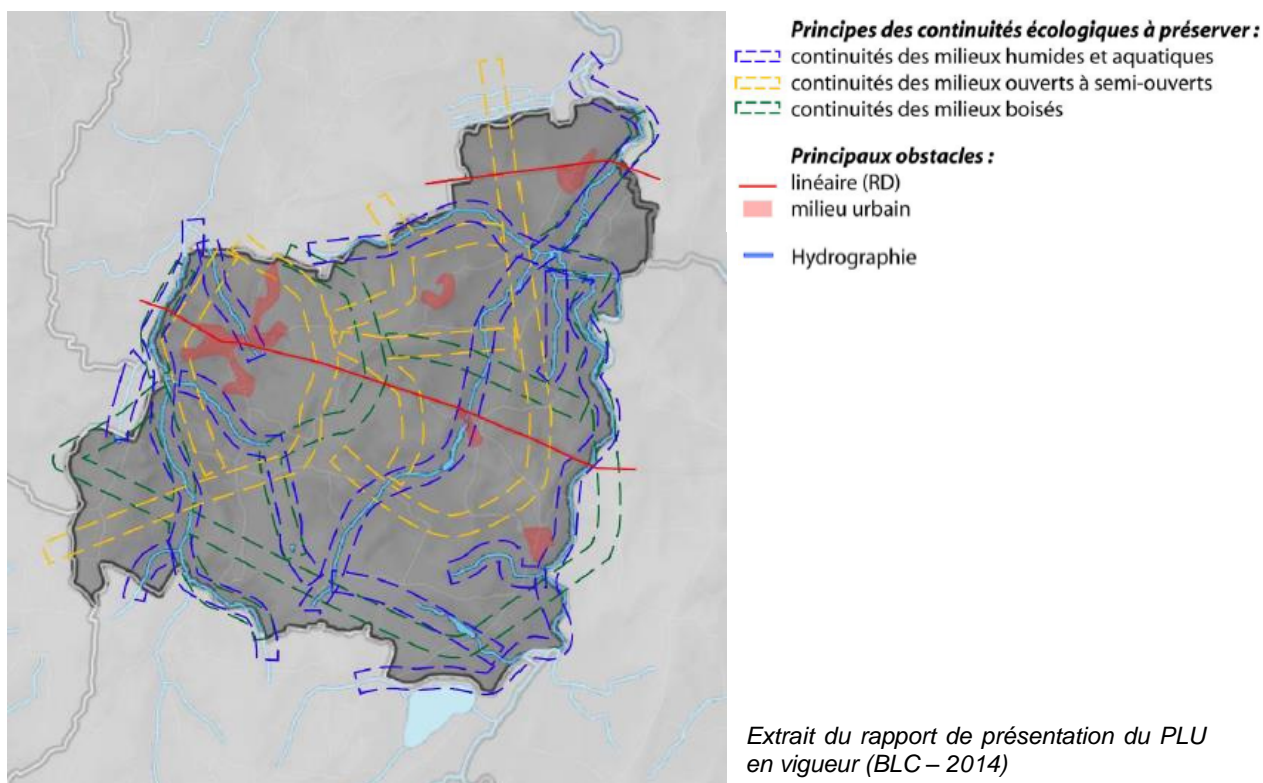
Le territoire communal est en revanche concerné :

- par une ZNIEFF de type 1 « Etang de Pontremble et Forêt du Villard », dont les habitats jouent un rôle majeur dans l'accueil d'oiseaux nicheurs et migrateurs ;
- par plusieurs zones humides incluant les étangs, des prairies et boisements humides, la Sâne Vive et la Sâne Morte ;
- par des réservoirs de biodiversité composés de boisements (peuplements de chênes et mélanges de feuillus notamment), des cours d'eau et leurs ripisylves.

Ces espaces remarquables et continuités écologiques sont aussi identifiés par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et par le SCoT (trame agri-environnementale).

Le PLU a précisé les enjeux en définissant / affinant la localisation, conformément aux exigences du SCoT (voir rapport de présentation) :

- des réservoirs de biodiversité
- des corridors biologiques
- des principes de continuités écologiques.



L'ensemble de ces espaces remarquables sont protégés au PLU :

- par des zones naturelles (N) (protection stricte) ;
- par des zones A protégeant les espaces agricoles participant de la fonctionnalité biologique du territoire ;
- par l'article L.151-23 du code de l'urbanisme (symbolique spécifique assorties de règles voire de mesures compensatoires pour la protection des zones humides, haies, ripisylves, boisements, mares).

La zone de projet en est éloignée. Le PLU n'amplifie pas les ruptures écologiques existantes (RD2, RD56 et milieu urbain continu).

Le règlement et les OAP favorisent également les plantations et espaces végétalisés.

❖ **Enjeux « biodiversité, milieux naturels et continuités écologiques » au niveau du secteur visé par la révision allégée**

Au niveau supra-territorial, le secteur visé pour l'extension de la scierie fait partie :

- des espaces perméables terrestres à perméabilité moyenne, au sens du SRCE ; leur fonctionnalité doit être maintenue ;
- des espaces de « classe 2 » au sens du SCoT ; aucune extension de l'urbanisation ne doit être prévue entre ceux-ci et ceux de la « classe 1A » ou des corridors écologiques.

Cependant, comme la zone 2AUX, le secteur visé pour l'extension de la scierie :

- ne prend place dans aucun des espaces remarquables cités dans la partie précédente, et en est éloigné ;
- ne fait pas partie des grands principes de continuités écologiques du territoire identifiés de façon plus précise au PLU.

Ce secteur est en effet enserré entre des zones bâties à l'Ouest, au Sud et à l'Est, limitant le déplacement des espèces.

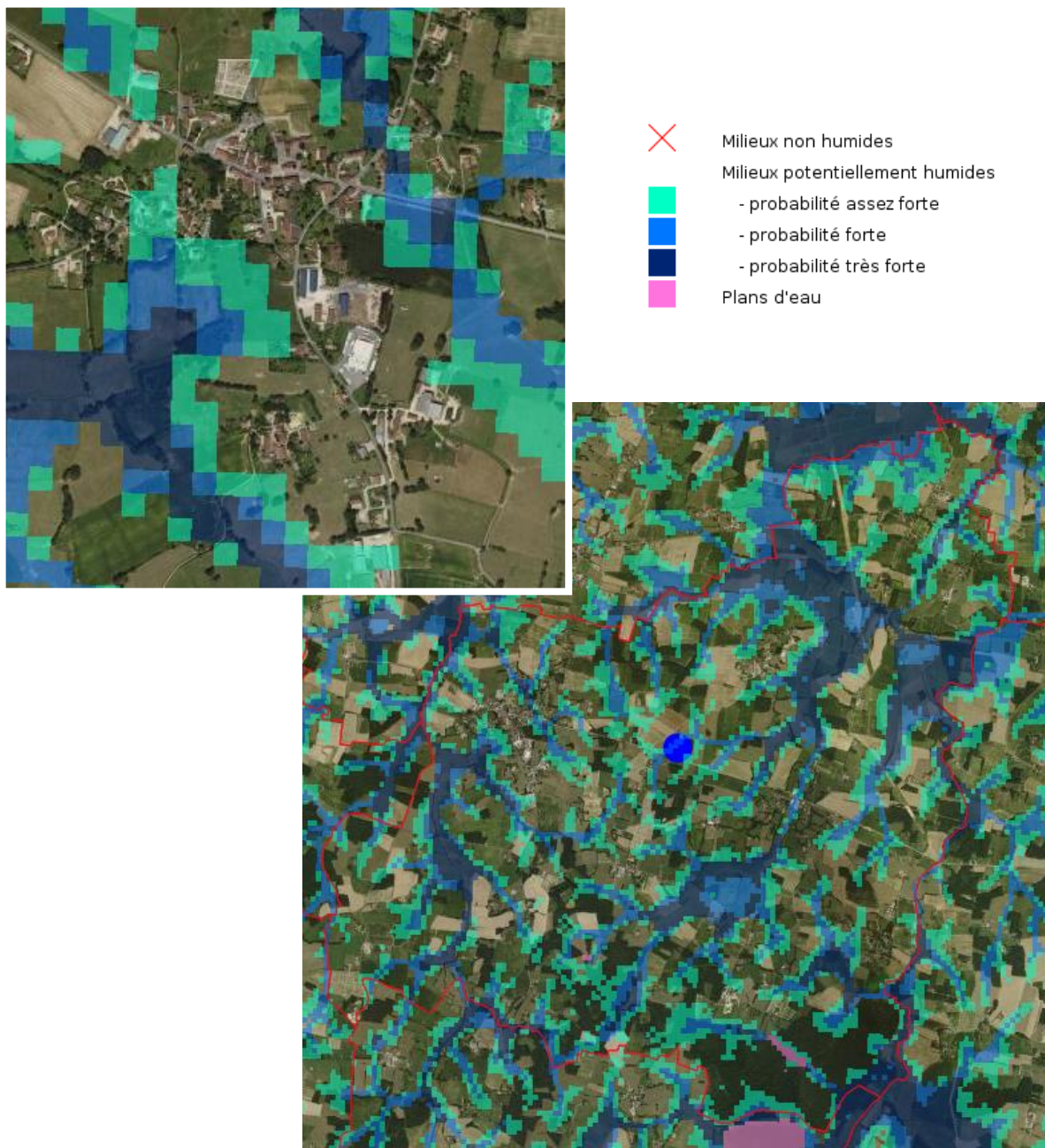
Plus particulièrement, il n'est pas concerné par les continuités écologiques des milieux humides présentes notamment sur le bourg, que le PADD du PLU demande de prendre en compte dans les opérations d'urbanisation projetées.

Le PLU tient en effet compte de la présence :

- des zones humides inventoriées par le Conseil départemental (zone N + trame « zone humide ») ; celle localisée près du bief de Molessiat comprend une mare ;
- d'une autre zone humide identifiée par la commune au centre bourg, au lieu-dit « Bel Air » (zone N uniquement – pour qu'elle puisse être aménagée).

Le secteur visé pour l'extension de la scierie se localise en amont de cette dernière et du bief de Molessiat. A noter que des données récentes identifient des « milieux potentiellement humides » en aval du secteur de projet, avec une probabilité assez forte, à très forte. *Voir cartes pages suivantes.*

Un enjeu de qualité des eaux est donc identifié. *Voir partie 5.5.*

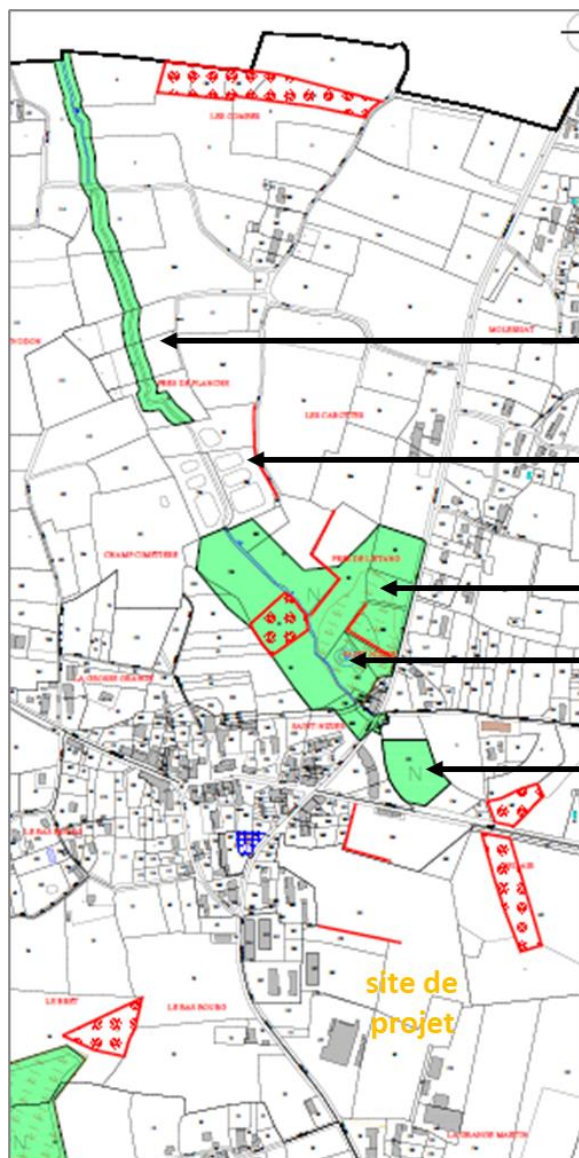


Milieux potentiellement humides à St-Nizier et zoom sur le secteur de projet
 Source : <http://sig.reseau-zones-humides.org/>

Le PLU en vigueur protège plusieurs mares au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, dont celle présente près du bief de Molessiat.

Une mare semble présente sur la parcelle ZX48, visée par la révision allégée, d'après les données Géoportail ; toutefois, le propriétaire Jean Velon, a confirmé qu'elle a été comblée avec des remblais issus de la construction du séchoir de la scierie (2015-2016), car elle n'offrait plus d'eau en été. Une autre mare est présente à proximité des bâtiments d'habitation de la scierie ; elle est mobilisable pour la défense incendie.

N'ont été identifiées et protégées au PLU, que les mares présentant un réel intérêt écologique (zone humide ou proximité de zones humides) et dont la protection n'engendrait pas de contrainte pour l'activité agricole.



Extrait du plan de zonage du PLU en vigueur

Bief de Molessiat.

Lagune « chef-lieu »

Zone humide identifiée par le Conseil départemental

Mare protégée

Zone humide identifiée par la mairie

N : zone naturelle

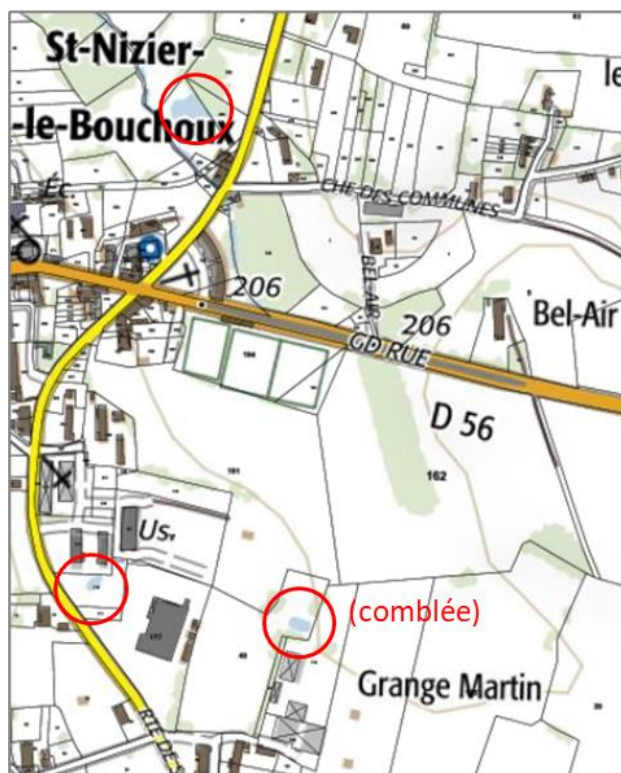
Éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme :

Haies

Boisements

Mares

Zones humides



Localisation des mares – extraits Géoportail

Enjeux liés à la biodiversité, aux milieux naturels et aux continuités écologiques :

Aucun enjeu majeur n'est relevé au niveau du secteur concerné par la révision allégée, qui présente certes des milieux intéressants pour la biodiversité (prairies), mais qui est enserré entre des zones bâties (contrairement à la zone 2AUX actuelle). En particulier, aucun enjeu Natura 2000 n'est identifié à proximité.

Un enjeu est relevé concernant la qualité des eaux, en lien avec les eaux d'arrosage des grumes.
Voir partie suivante 5.5 – Ressource en eau.

5.5 Ressources en eau

❖ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le PLU en vigueur est compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée approuvé en 2015, et portant sur la période 2016-2021 (*voir rapport de présentation*), ceci grâce :

- à la protection des zones humides, des haies, ripisylves et mares, des continuités écologiques ;
- à un étalement urbain et donc à une imperméabilisation du sol limités (zones à urbaniser limitées) ;
- à la création d'espaces verts et aux plantations, favorisés ;
- aux règles de gestion des eaux usées et pluviales inscrites dans le règlement ;
- à l'adéquation du projet de développement communal avec la ressource AEP, avec le réseau et les installations de traitement des eaux usées.

❖ Les autres enjeux et impacts du PLU concernant la ressource en eau

Ces mêmes dispositions du PLU permettent de tenir compte des enjeux suivants qui ont été mis en évidence :

- enjeux de préservation de la fonctionnalité des cours d'eau et de la qualité des eaux superficielles (état écologique médiocre et état chimique bon des Sânes, étangs) ;
- enjeux (moindres) de préservation de la quantité et de la qualité des eaux souterraines des 2 nappes qui concernent la commune, Miocène de Bresse et Domaine marneux de la Bresse (épaisseur de sol suffisante pour la protection contre les pollutions superficielles) ;
- enjeux de préservation de la qualité et du débit des eaux pluviales (milieux récepteurs)

Concernant l'assainissement des eaux usées, la question de la capacité des installations au regard du projet démographique et d'accueil d'activités était posée, notamment pour le bourg. Toutefois, le rapport de présentation indique que la commune dispose, en plus du lagunage « chef-lieu » au Nord du bourg et du lagunage « Mépillat » à Mépillat, d'une troisième lagune pouvant être remise en service. En effet, celle-ci n'est plus en fonctionnement, et est surdimensionnée depuis la fermeture de l'abattoir (en lieu et place de l'établissement Courant).

❖ Enjeux au niveau du secteur de projet

Les enjeux au niveau du secteur visé par l'extension de la scierie sont limités.

Les eaux de pluie s'infiltrant à la parcelle pour l'essentiel. Les eaux de toiture de l'atelier sont recueillies par des chenaux, celles des hangars de stockage le seront lors de l'agrandissement.

Les eaux d'arrosage des grumes s'infiltrant également dans le sol, puis vers un fossé, un collecteur et une tranchée souterraine qui traverse le champ au Nord et conduit les eaux vers un bief.

L'activité actuelle de la scierie ne génère pas de pollution spécifique. Elle arrose et découpe du bois non traité et n'opère aucun traitement sur produits finis. Les effets sur la qualité de l'eau sont donc nuls.

Dans le cadre du projet d'extension, il est prévu :

- un déplacement progressif du parc à grumes vers l'Est ; les eaux d'arrosage suivront la même trajectoire ;
- la mise en place d'une rétention à dimensionner avec le SDIS, avec récupération des eaux d'arrosage, des eaux pluviales et remplissage par le forage ;
- la construction éventuelle de hangars de stockage, dont les eaux de toiture seront récupérées.

En outre, la zone 2AUX est déclassée dans le cadre de la révision allégée, garantissant le maintien de sa surface en zone agricole, et sa non imperméabilisation.

La scierie dispose de son propre forage situé sur la parcelle ZX188, en amont du parc à grumes (*voir partie 4.1 – Présentation du projet*).

D'après les données de la scierie, il se situe à 52 mètres de profondeur et capte une rivière souterraine allant du Revermont à la Saône. Il offre un débit de 5 m³/heure ; la scierie consommait moins de 10 000 m³ par an à la création du forage, pour l'arrosage des grumes ; aujourd'hui, elle consomme environ 43 000 m³ par an. Une régularisation au titre de la Loi sur l'Eau est en cours (indépendante du PLU). Le niveau d'eau est contrôlé ; il reste constamment entre 25 et 27 mètres.

Le projet d'extension pourra générer des prélèvements un peu plus importants, mais la scierie prévoit de récupérer une partie des eaux d'arrosage des grumes et des eaux pluviales pour ce même emploi et disposer d'une réserve incendie.

Les besoins en assainissement des eaux sont limités aux besoins du personnel de l'entreprise, personnel qui peut potentiellement être plus important qu'aujourd'hui, comme déjà évoqué, mais les enjeux demeurent très limités.

Le projet et la révision allégée ne remettent pas en cause les dispositions du PLU contribuant à préserver les ressources en eau.

Enjeux liés aux ressources en eau :

Garantir le maintien de surfaces non imperméabilisées et encourager les plantations pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

5.6 Air, énergie, climat

❖ Les enjeux de la filière bois

Matériau durable, renouvelable et recyclable au fort pouvoir isolant, le bois permet d'améliorer les performances thermiques et de restreindre les dépenses énergétiques. Il possède des atouts à chaque étape de son cycle de vie.

La filière bois génère 5 700 emplois directs et près de 1 400 entreprises exploitent et transforment ce bois dans l'Ain⁵. La politique départementale en faveur de la filière Bois est développée depuis 10 ans.

Le Département a établi son quatrième « Livre Blanc Forêt / Bois » pour la période 2020-2030.

Les actions du Livre Blanc portent sur 3 axes :

- la forêt aindinoise (gérer/préserver, exploiter durable, construire la ressource de demain) ;
- les entreprises et industries du bois (consolider les entreprises de travaux forestiers, accompagner la modernisation des entreprises de première et deuxième transformation, favoriser l'innovation) ;
- la filière bois de demain (valoriser et développer la filière locale, promouvoir et préserver les métiers du bois).

❖ Les enjeux « climat, air, énergie » identifiés au niveau du secteur visé par la révision allégée

Le projet d'extension de la scierie n'aura pas d'impact négatif majeur sur la qualité de l'air au niveau local, puisqu'il s'agit d'une poursuite / développement de l'activité actuelle.

Le projet d'extension générera un trafic accru de camions et engins ; toutefois la hausse sera limitée : de 200 camions par an environ pour la livraison des grumes, et autant pour l'enlèvement des sciages et connexes (soit 2 camions par jour d'ouverture environ), le développement conduira à 233 camions entrants et autant de sortants.

Les effets sur la qualité de l'air seront limités.

⁵ Source : <http://filiere-bois-ain.fr/>

6. Dispositions modificatives du PLU

Les évolutions apportées au PLU dans le cadre de la révision allégée sont exposées ci-dessous. Elles assurent la compatibilité avec le PADD, au-delà de l'objectif de soutien aux activités existantes, inscrit dans le document.

6.1 Modifications apportées au zonage et aux surfaces du PLU

Il est retenu de délimiter une zone 1AUX sur une surface de 2,7 ha sur les parcelles ZX181p et ZX48, et de déclasser la zone 2AUX en zone As (surface de 1,9 ha), en compensation.

Le choix d'une zone 1AUX s'explique par :

- la nature non urbanisée des parcelles concernées (à urbaniser) ;
- les besoins en extension de la scierie, qui portent désormais sur le court/moyen terme, et non plus sur le long terme (cf. zone 2AUX), d'où l'engagement de cette procédure de révision allégée 2 ans après l'approbation du PLU ;
- une volonté de ne pas impacter les zones UX du PLU, avec la création d'une zone 1AUX au PLU dédiée à l'extension de la scierie, et un règlement propre.

Comme évoqué dans la présentation du projet, une surface de 2,7 ha permet d'offrir une surface confortable à la scierie, pour répondre à une production accrue et aérer les surfaces de stockage au sein du site actuel, et d'éviter une évolution ultérieure du PLU avec une procédure « lourde ».

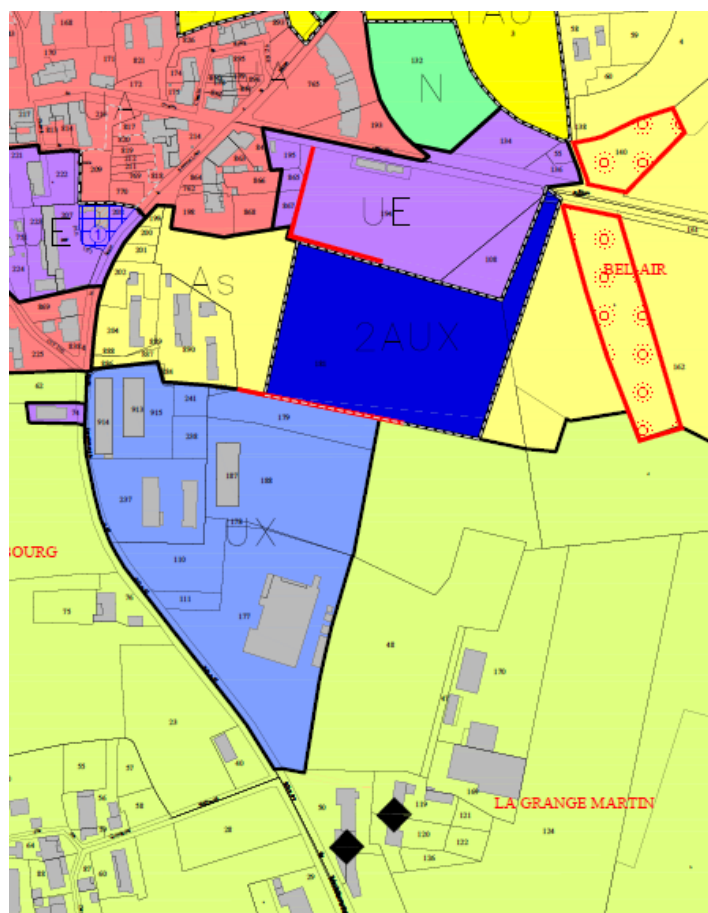
En revanche, **afin de tenir compte de la proximité du GAEC de la Grange Martin, de l'établissement Courant et de maisons d'habitation, la zone effectivement constructible est restreinte dans l'OAP (voir partie 6.2)**, offrant une garantie de « protection » pour ces activités et habitations, tout en étant plus souple que le zonage (zone A ou secteur délimité au titre de l'art. R.151-31 du code de l'urbanisme).

Si l'unique zone 2AUX du PLU est déclassée, la haie protégée entre la zone UX et 2AUX est maintenue.

Les haies existantes en partie Sud du site visé pour l'extension de la scierie, ne sont pas ajoutées dans les éléments protégés au titre de l'art. L.151-23 du code de l'urbanisme :

- parce qu'elles ne sont pas nécessairement implantées sur la parcelle ZX48, mais sur les autres propriétés limitrophes (ZX177 – Courant, ZX47 – propriété Velon/Vacle)
- et pour les mêmes raisons que celles susmentionnées (leur suppression ou modification éventuelle due à la création d'un accès par exemple, relève du champ de la révision).

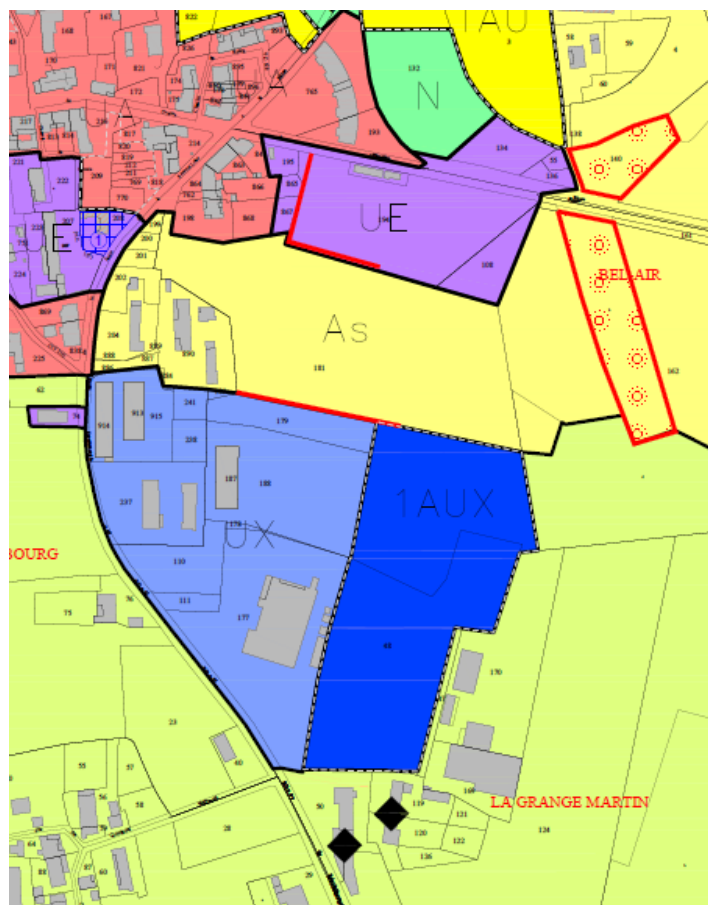
Le site d'exploitation agricole « Jean Velon » identifié à titre indicatif, est maintenu, même si l'exploitant est désormais retraité.



Extrait du plan de zonage et de sa légende AVANT révision

Zones à urbaniser

- 1AU : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation principale d'habitat à court terme
- 2AU : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation principale d'habitat à long terme
- 2AUX : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à long terme (extension des activités existantes)



Extrait du plan de zonage et de sa légende APRES révision

Zones à urbaniser

- 1AU : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation principale d'habitat à court terme
- 2AU : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation principale d'habitat à long terme
- 1AUX : zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à court terme (extension des activités existantes)

En conséquence, les surfaces du PLU sont modifiées comme suit :

- la zone **2AUX** de 1,92 ha est supprimée, augmentant d'autant la surface de la zone **As** ;
- la zone **1AUX** de 2,70 ha est créée, réduisant d'autant la surface de la zone **A**.

Soit un gain de 0,78 ha en zones destinées à l'urbanisation, et une perte nette de 0,78 ha en zones agricoles et naturelles.

ZONES	Surfaces PLU (Approbation 2018)		Surfaces PLU après révision allégée	
1. Zones destinées à l'urbanisation				
1.A) Zones urbaines (constructibles)	UA	8.53 ha	UA	8.53 ha
	UB	9.50 ha	UB	9.50 ha
	UBa	3.25 ha	UBa	3.25 ha
	Sous-total zones urbaines	21.28 ha	Sous-total zones urbaines	21.28 ha
1.B) Zones d'urbanisation future	1AU	2.22 ha	1AU	2.22 ha
	2AU	0.94 ha	2AU	0.94 ha
	Sous-total zones d'urbanisation future	3.16 ha	Sous-total zones d'urbanisation future	3.16 ha
	Sous-total zones destinées à l'urbanisation	24.44 ha Soit 0.87 %	Sous-total zones destinées à l'urbanisation	24.44 ha Soit 0.87 %
2. Zones d'activités et d'équipement				
2.A) Zones urbaines (Constructibles)	UX	6.55 ha	UX	6.55 ha
	UE	10.88 ha	UE	10.88 ha
	UL	5.45 ha	UL	5.45 ha
	Sous-total zones urbaines	22.88 ha	Sous-total zones urbaines	22.88 ha
2.B) Zones d'urbanisation future	2AUX	1.92 ha	-	-
			1AUX	2.70 ha
	Sous-total zones d'urbanisation future	1.92 ha	Sous-total zones d'urbanisation future	2.70 ha
	Sous-total zones destinées aux activités et équipements	24.80 ha Soit 0.88 %	Sous-total zones destinées aux activités et équipements	25.58 ha Soit 0.91 %
TOTAL TACHE URBAINE A TFRMF (1+2)		49.24 ha Soit 1.75%		50.02 ha Soit 1.77%
3. Zones naturelles et agricoles				
3.A) Zones agricoles	A	2142.96 ha	A	2140.26 ha
	As	150.55 ha	As	152.47 ha
3.B) Zones naturelles	N	475.85 ha	N	475.85 ha
	Sous-total zones agricoles et naturelles	2769.36 ha	Sous-total zones agricoles et naturelles	2768.58 ha
TOTAL « agricole et naturel » (3A+3B)		2769.36 ha Soit 98.25%		2768.58 ha Soit 98.23%
	Sous-total zones agricoles et naturelles	2769.36 ha Soit 98.25 %	Sous-total zones agricoles et naturelles	2768.58 ha Soit 98.23 %
TOTAL SURFACES		2818.60 ha*		2818.60 ha*

* Surface Autocad, non compensée au regard de la superficie INSEE

Tableau des surfaces du PLU modifié
Source : rapport de présentation du PLU en vigueur

6.2 Modifications apportées aux OAP

Si l'élaboration d'une OAP est obligatoire en zone 1AU⁶, elle est également nécessaire :

- pour introduire des dispositions non gérées par le zonage, et ainsi maîtriser l'aménagement du secteur, notamment dans la gestion de la proximité avec des activités et habitations ;
- en cohérence avec le PLU en vigueur, qui comprend une OAP sur la zone 2AUX initialement envisagée pour l'extension de la scierie.

L'OAP portant sur la zone 2AUX n'est pas à proprement remplacée par une OAP sur la zone 1AUX, car ses enjeux restent valables pour cette « nouvelle » localisation.

L'OAP est donc modifiée, avec mise à jour des éléments de localisation et de surfaces.

Il est en outre proposé :

- **d'imposer une extension de l'activité de la scierie du Nord vers le Sud**, pour optimiser l'usage du foncier ;
- de délimiter une **bande inconstructible de 15 mètres au pourtour du site d'extension** (sauf en continuité de la plateforme actuelle de la scierie et donc en limite Nord), de manière à éviter toute construction à proximité du GAEC, de l'établissement Courant et de l'habitation de M. Velon ; toutefois, des chemins de circulation et autres aménagements peuvent être créés sur cette bande ; ainsi, **la surface réellement constructible de 1,95 ha environ est équivalente à la surface déclassée** (zone 2AUX de 1,92 ha supprimée) ; cette largeur de 15 mètres retenue, est plus importante que les distances imposées par la législation ICPE dont la scierie dépend (5 à 10 mètres) ;
- **de restreindre les possibilités de constructions en partie Sud (parcelle ZX48) aux hangars de stockage uniquement**, où la fréquentation, donc les nuisances sonores liées au trafic et à la manutention, ne sont pas permanentes sur la journée ;
- d'inscrire une **hypothèse d'accès à long terme sur la RD97**, sous condition d'un accord requis avec les riverains, d'un avis du Département, et d'une étude de sécurisation portée par le porteur de projet ;
- d'imposer un traitement paysager sous la forme de **haies à créer au pourtour du site**, sauf au niveau de l'accès potentiellement créé ; ces haies compléteront la végétalisation du site (haies existantes sur les parcelles limitrophes).

L'OAP modifiée est reportée ci-dessous ; les éléments supprimés apparaissent en **rouge barré**, les éléments ajoutés en **vert**.

⁶ Article R.151-20 du code de l'urbanisme.

3. Orientations d'aménagement et de programmation au secteur du bourg (zone 21AUX)

1.1 Localisation et enjeux

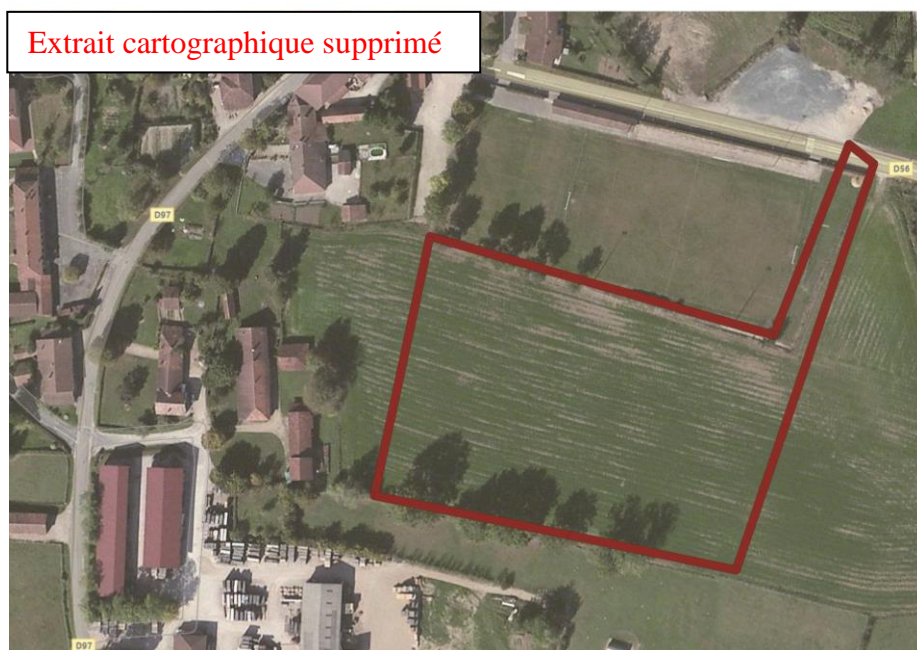
Le site, d'une superficie de ~~1,93~~ 2,70 ha en zone 21AUX, se localise ~~à proximité~~ au Sud du bourg dans un environnement mixte (urbanisé et agricole), ~~à proximité immédiate du stade et de la scierie.~~

Il est délimité :

- ~~— à l'Ouest et à l'Est par des espaces agricoles cultivés sans aucune limite physique ;~~
- ~~— à l'Ouest par des maisons d'habitation existantes et hangars agricoles non exploités ;~~
- ~~— au Nord par le stade ;~~
- au Sud, par la plateforme existante de la scierie et limites du parcellaire agricole
- à l'Ouest, par la plateforme existante de la scierie, et l'établissement Courant ;
- au Nord, par un champ cultivé ;
- à l'Est, par des prairies et le GAEC de La Grange Martin ;
- au Sud, par une habitation et des bâtiments agricoles (ancienne exploitation de Jean Velon).

Le terrain présente une assez forte pente visible du Sud-Ouest vers le Nord-Est (point bas).

Le tènement supporte actuellement des ~~terrains cultivés~~ prairies.



Extrait cartographique ajouté



Localisation du site – fond Bing-carte Géoportail – sans échelle

Les enjeux sont :

- de protéger les habitations existantes, l'établissement Courant et le GAEC, des éventuelles **risques** et nuisances (incendies, nuisances sonores notamment) de la « zone d'activités », ~~par le maintien d'une zone agricole stricte à l'Ouest non constructible pour les vocations d'habitat et agricoles~~ ;
- d'assurer une interface entre le milieu urbanisé et le milieu agricole ;
- de sécuriser un éventuel accès **à long terme** sur la RD ~~56~~ 97.

Cette « zone d'activités » est dédiée préférentiellement à l'extension de la scierie (projet soutenu par la commune dans son PADD) : pour le stockage sous hangars, ou à l'air, de grumes ou de sciages, **nécessitant des surfaces très importantes**, voire pour le développement d'autres activités annexes (rabotage, parqueterie...).

Cette zone revêt un caractère stratégique, dans la mesure où son urbanisation confortera le maintien d'activités sur le territoire communal.

1.2 Parti général d'aménagement

1.2.1 Formes urbaines

~~L'orientation d'aménagement et de programmation porte sur une zone 2AUX ; cette zone nécessitera une procédure adaptée pour son ouverture à l'urbanisation. Elle bénéficie d'une possibilité d'un aménagement progressif en fonction de l'avancement des réseaux.~~

Cette zone est destinée à accueillir des activités liées à l'extension de la scierie.

De nouvelles activités qui souhaiteraient s'implanter sur le territoire communal seraient préférentiellement dirigées vers la zone UX vers l'imprimerie, ou à défaut dans les zones existantes à l'échelle communautaire.

L'extension de la scierie devra se faire prioritairement en continuité de la plateforme existante au Nord-Ouest (scierie classée en zone UX), vers l'Est (parcelle ZX181p), avant de se développer vers le Sud (parcelle ZX48).

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Afin de limiter les éventuels risques et nuisances pour les habitations et activités encadrant le site, une bande inconstructible de 15 mètres au pourtour du site est imposée, sauf en continuité de la plateforme actuelle de la scierie, et donc en limite Nord du site.

Cette bande pourra toutefois être aménagée pour les circulations et équipements d'infrastructure et de superstructure nécessaires à la scierie (réserve d'eau, par exemple).

En outre, l'emprise constructible, en partie Sud, entre l'établissement Courant et le GAEC, ne pourra recevoir que des hangars de stockage (en plus des circulations et équipements susmentionnés).

1.2.2 Organisation de l'espace et lien avec l'environnement

~~Une extension de la scierie peut se faire depuis le tènement UX existant au Sud (plateforme existante).~~ Un autre accès à la zone est envisageable à long terme ~~sur~~ depuis la RD ~~56~~ 97.

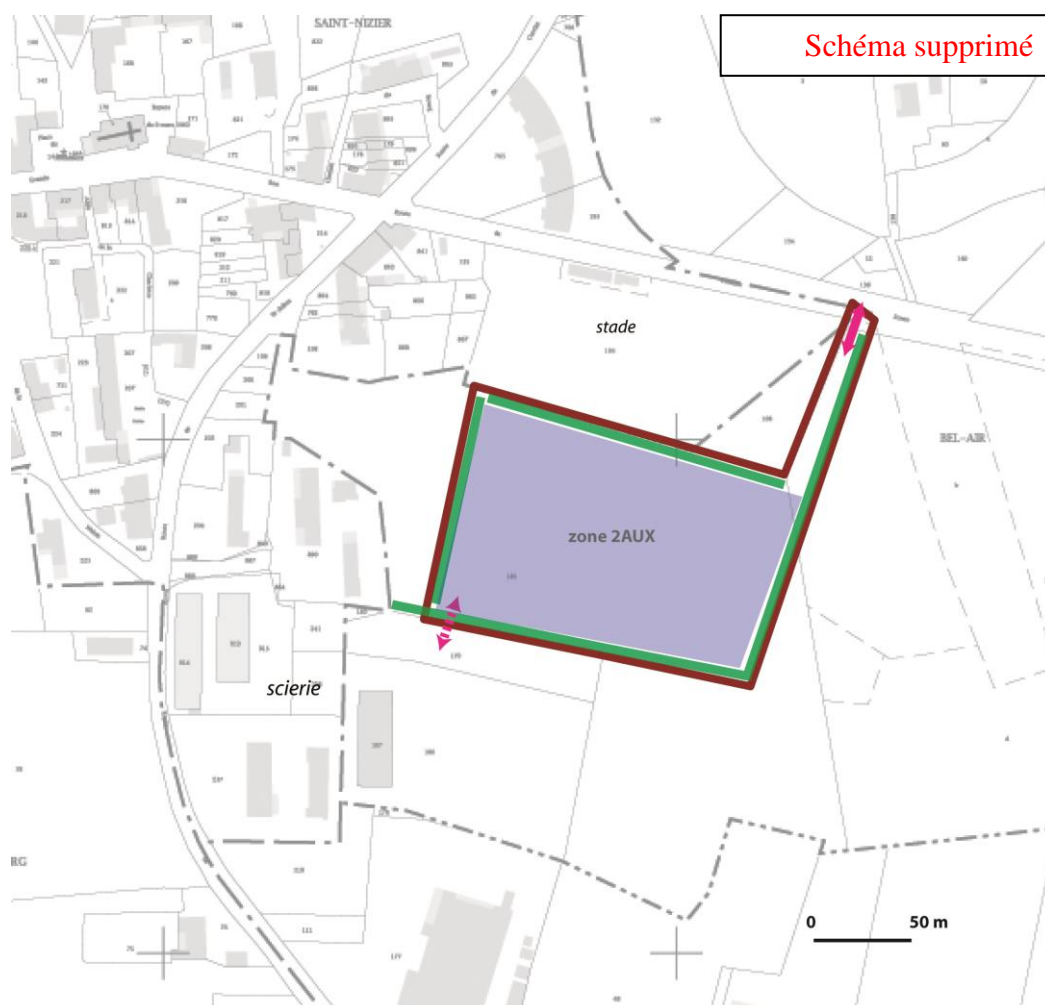
Cette possibilité ~~devra faire l'objet~~ est soumise à la mise en œuvre :

- d'une concertation avec les propriétaires et usagers concernés des parcelles ZX50 et ZX177 séparant la parcelle ZX48 de la RD 97 ;
- d'une étude de sécurisation ; le coût de cet aménagement d'accès ne sera pas pris en charge par le Département, mais par le porteur de projet d'activité économique.






Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental, la commune doit solliciter l'avis du département qui définira les prescriptions techniques et rédigera la convention à intervenir entre les deux collectivités.

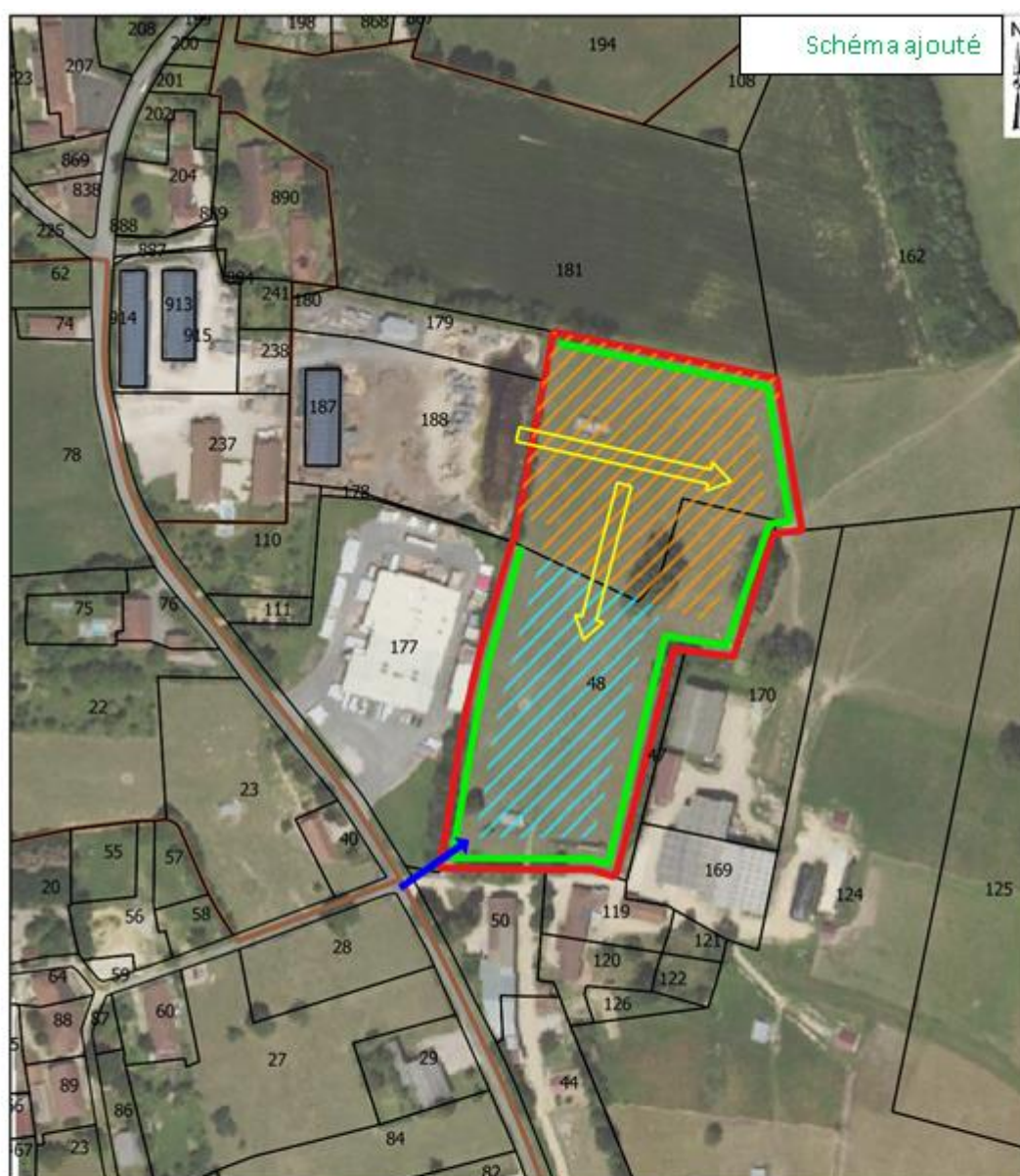
~~Les~~ Des haies ~~existantes au pourtour de l'opération sont maintenues et d'autres sont~~ seront plantées ~~au pourtour de l'opération~~, afin de gérer les interfaces (~~habitations, activités et zones agricoles et stade de~~/prairies), et d'assurer l'intégration paysagère du tènement, ~~en maintenant le niveau de végétalisation du site~~.

1.3 Schéma de synthèse



Légende

-  Périmètre d'application de l'orientation d'aménagement et de programmation
-  secteur dédié à l'extension de la scierie
-  possible extension directe depuis la zone UX au Sud
-  possible accès sécurisé à la zone sur la RD 56
-  haies à préserver ou à créer



- Périmètre de l'OAP
- ➡ Sens du développement dans le temps (vers l'Est, puis vers le Sud)
- /// Emprise constructible (bande inconstructible de 15 m autour des limites séparatives, sauf en continuité du site et en limite Nord)
- /// dont emprise constructible uniquement pour des hangars de stockage
- ➡ Hypothèse d'accès à long terme depuis la RD97
- Haies à créer (sauf au niveau de l'accès potentiel)

Réalisation BLC sur QGIS – 2020
Fonds de plan : extrait Géoportail et cadastre.data.gouv.fr

6.3 Modifications du règlement

Le règlement de la zone 2AUX est supprimé, le PLU de St-Nizier ne comptant qu'une zone 2AUX.

Le règlement de la zone 1AUX est créé et le remplace, sur la base et de façon adaptée au règlement de la zone UX, et celui de la zone 2AUX. Le tableau ci-dessous explique les choix qui ont été établis : règles conservées, supprimées, adaptées.

Le projet de règlement de la zone 1AUX est présenté à la suite.

Les dispositions générales* du règlement sont également adaptées en conséquence.

Enfin, le règlement de la zone UX* est aussi modifié pour autoriser l'exploitation forestière, même si la scierie relève davantage des activités industrielles.

*Pour ces rédactions existantes, les éléments supprimés apparaissent en **rouge barré**, les éléments ajoutés en **vert**, dans les extraits reportés ci-dessous.

ARTICLES ZONE 1AUX	EXPLICATION DES CHOIX
Chapeau de la zone	La rédaction reprend le principe de celle de la zone 2AUX, mais est adaptée à la zone 1AUX (urbanisation à court terme, et non à long terme ; zone déjà ouverte à l'urbanisation).
Rappels	Identiques à la zone UX et 2AUX.
Article 1	Identique à la zone UX, avec suppression de l'interdiction des bâtiments d'exploitation forestière, et de l'exception pour les bâtiments d'habitation ; ces derniers sont interdits dans la zone 1AUX, actuellement vierge de constructions, afin d'éviter d'exposer de futurs habitants à d'éventuelles nuisances, qu'ils soient employés de la scierie, ou non (dans le cas de la vente du logement à long terme, ou de sa mise en location)
Article 2	La rédaction mêle et adapte les articles UX 2 et 2AUX 2 : - la condition d'une bonne insertion des constructions dans le site est reprise de la zone UX ; - est autorisée l'extension des activités existantes, comme en zone 2AUX, en citant les activités présentes, comme en zone UX (industrielle, commerciale, de bureaux, les ICPE, mais aussi l'exploitation forestière) - sont autorisés comme en zone UX, les CINASPIC, les exhaussements et affouillements de sol, la reconstruction d'un bâtiment détruit après sinistre, ou démolé depuis moins de 10 ans - en sus, est expressément autorisé, l'aménagement de voies.
Article 3	Accès : identique à la zone UX et 2AUX, à l'exception de la référence à l'accès sur la RD97 (au lieu de RD56 comme inscrit en 2AUX). Voirie : identique à la zone UX et 2AUX.
Article 4	Identique à la zone UX et 2AUX.
Article 5	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).
Article 6	Identique à la zone UX et 2AUX, sauf sur les exceptions, qui ne sont pas reportées, la zone 1AUX n'accueillant aucune construction à ce jour.

ARTICLES ZONE 1AUX	EXPLICATION DES CHOIX
Article 7	<p>Constructions à usage d'industrie, d'artisanat, de commerce ou d'entrepôt : la rédaction est remaniée.</p> <p>→ Dans les cas où la parcelles voisine est en zone UX ou 1AUX, et qu'elle fait partie de la même unité foncière (cas de la plateforme existante de la scierie, et des 2 parcelles classées en 1AUX), l'implantation en limite est possible, avec mesures pour éviter la propagation des incendies.</p> <p>→ Dans les autres cas, un recul de 15 mètres est imposé, sauf en limite Nord, avec un renvoi à l'OAP.</p> <p>Autres constructions et CINASPIC : identique à la zone UX et 2AUX.</p> <p>Les exceptions inscrites en zone UX/2AUX ne sont pas reportées, la zone 1AUX n'accueillant aucune construction à ce jour.</p>
Article 8	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).
Article 9	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).
Article 10	Identique à la zone UX et 2AUX.
Article 11	Identique à la zone UX et 2AUX.
Article 12	Identique à la zone UX et 2AUX.
Article 13	Identique à la zone UX et 2AUX.
Article 14	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).
Article 15	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).
Article 16	Identique à la zone UX et 2AUX (non réglementé).

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1AUX

La zone 1AUX correspond à la zone destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à court terme. Elle est dédiée à l'extension de la scierie et fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation.

RAPPELS

- L'édification de clôture et certaines constructions nouvelles doivent être précédées d'une déclaration préalable, conformément aux articles L.421 et R.421 du Code de l'Urbanisme. Conformément à l'article R.421-12 du Code de l'urbanisme, la commune a décidé de soumettre les clôtures à déclaration sur les zones U et AU.
- Les démolitions mentionnées aux articles R. 421-27 et R. 421-28 du Code de l'urbanisme sont soumises à permis de démolir à l'exception de celles qui entrent dans les cas visés à l'article R. 421-29.
- Les découvertes fortuites de vestiges archéologiques, à l'occasion de travaux quelconques, doivent être signalées au Maire de la commune conformément aux articles L.531-14 et L.531-16 du code du patrimoine.
- Un lexique est proposé en annexe 1

ARTICLE 1AUX 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Les constructions à usage d'habitation,
- Les bâtiments d'exploitation agricole,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières,
- Les terrains de camping, de caravanes, d'habitations légères de loisirs,
- Le stationnement hors garage supérieur à 3 mois des caravanes isolées.

ARTICLE 1AUX 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont autorisés, sous réserve d'une bonne insertion dans le site :

- L'extension de l'activité existante (activité industrielle, commerciale, de bureaux, bâtiments d'exploitation forestière, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)
- L'aménagement de voies
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- Les exhaussements et affouillements de sol,
- La reconstruction d'un bâtiment détruit après sinistre, ou démoli depuis moins de 10 ans.

ARTICLE 1AUX 3 ACCES ET VOIRIE

1. Accès

Les accès doivent être adaptés aux besoins de l'opération, et être aménagés de façon à apporter le minimum de gêne ou de risque pour la circulation publique.

Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies, l'accès peut être exigé sur l'une des voies qui présente le moins de risques pour la sécurité.

Un accès par la RD 97 devra être sécurisé.

2. Voirie

Les voiries nouvelles ouvertes à la circulation doivent avoir une emprise adaptée à l'usage qu'elles supportent.

Elles doivent présenter des caractéristiques adaptées à l'approche des moyens de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et de ramassage des ordures ménagères.

La voirie doit être pensée en cohérence avec la trame viaire environnante. Les nouvelles voies en impasse sont interdites sauf impossibilité technique ; dans ce cas, elles doivent permettre de faire demi-tour.

Elles doivent se prolonger par un cheminement doux, permettant aux deux roues non motorisés et aux piétons de relier une emprise publique.

ARTICLE 1AUX 4 DESSERTE PAR LES RESEAUX

1. Eau potable

Le raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable est obligatoire par une conduite suffisante conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les installations présentant un risque de pollution du réseau public d'eau potable par phénomène de retour d'eau doivent être équipées après compteur, d'un dispositif anti-retour.

L'utilisation d'eau provenant de pompage, de puisage, de récupération des eaux pluviales, est autorisée pour les usages non domestiques, dans le respect de la réglementation en vigueur.

2. Assainissement

2.1 Eaux usées

- Le raccordement au réseau public est obligatoire par un dispositif de type séparatif même si le réseau est unitaire.
- Le rejet des activités industrielles et artisanales, lorsqu'il est autorisé, doit être assorti d'un prétraitement.

2.2 Eaux pluviales et ruissellement

- Les eaux pluviales doivent être absorbées en totalité par le terrain.
 - En cas d'impossibilité d'infiltration, l'évacuation vers le réseau public d'eaux pluviales s'il existe, ou vers le fossé sous réserve de l'autorisation des services gestionnaires de la voie, est autorisée.
 - Le raccordement au réseau public est obligatoire par un dispositif de type séparatif.
 - Les aménagements nécessaires sont à la charge des constructeurs.
 - Si nécessaire l'évacuation des eaux doit être assortie d'un pré traitement.
- La récupération et la réutilisation pour des usages non domestiques est autorisée.

3. Réseaux secs, télécoms et aménagement numérique

Pour toute construction ou installation nouvelle sur une propriété privée, les branchements au réseau public de distribution d'électricité doivent être réalisés en souterrain.

ARTICLE 1AUX 5 CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé

ARTICLE 1AUX 6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Si la construction n'est pas implantée en limite, elle devra respecter un recul par rapport à la limite d'emprise publique, ou à la limite s'y substituant, au moins égal à la moitié de sa hauteur sans être inférieur à 5 mètres.

Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental, la commune doit solliciter l'avis du département qui définira les prescriptions techniques et rédigera la convention à intervenir entre les deux collectivités.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les ouvrages techniques et équipements d'infrastructures ne sont pas soumis à cette règle.

ARTICLE 1AUX 7 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Pour les constructions à usage d'industrie, d'artisanat, de commerce ou d'entrepôt :

- si la parcelle voisine est en zone UX ou en zone AUX, et qu'elle fait partie de la même unité foncière, les constructions peuvent être implantées en limite séparative, si les mesures indispensables pour éviter la propagation des incendies sont prises (murs coupe-feu) ;
- dans les autres cas, elles doivent être implantées à plus de 15 mètres, sauf en limite Nord (voir l'Orientation d'Aménagement et de Programmation).

2. Pour les autres constructions :

Si la construction n'est pas implantée en limite, elle devra respecter un recul au moins égal à la moitié de sa hauteur sans être inférieur à 5 mètres,

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les ouvrages techniques et équipements d'infrastructures ne sont pas soumis à cette règle.

ARTICLE 1AUX 8 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

ARTICLE 1AUX 9 EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE 1AUX 10 HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à l'égout du toit.

Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.

La hauteur des constructions devra respecter une hauteur maximum de 12 mètres.

Cette hauteur ne concerne pas les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

ARTICLE 1AUX 11 ASPECT EXTERIEUR

1. GENERALITES

L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, et la topographie du terrain doit être respectée.

Sont interdits, les pastiches d'une architecture étrangère à la région.

Les mouvements de terrain (déblais, remblais), nécessaires à l'implantation de la construction, doivent être limités aux stricts besoins techniques, et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.

Dans tous les cas, les mouvements de terrain sont limités à 1,20 mètre par rapport au sol naturel.
Les garages enterrés sont interdits.

Les bâtiments respecteront une trame orthogonale. Les angles ouverts sont interdits.

La restauration du bâti ancien devra s'effectuer dans les règles de l'art, en respectant strictement les caractéristiques traditionnelles (volumes, aspects et formes des toitures, aspects des façades, distribution et forme des percements, aspect des menuiseries extérieures, etc).

Les extensions de bâtiments existants sont inspirées des caractéristiques architecturales de ce dernier.

Au titre des articles L.111-16 à 18 du code de l'urbanisme, les dispositions ci-dessous pourront être adaptées afin de permettre, voire favoriser, la réalisation de constructions bioclimatiques et/ou utilisant des énergies renouvelables qui ne répondent pas aux mêmes contraintes techniques (isolation par l'extérieur des enveloppes, toitures végétalisées, orientation des façades...).

Les dispositions ci-dessous ne concernent pas les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

2. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS

2.1 Implantation et volumes

L'implantation, le volume et les proportions des constructions doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement en s'y intégrant le mieux possible.

En cas de grande longueur (longueur supérieure à 30 mètres), le bâtiment sera fractionné en plusieurs volumes.

2.2 Toitures

La couverture des bâtiments principaux sera constituée d'une toiture à deux pans, ou de jeux de toiture à deux pans. Les toitures des constructions doivent présenter une pente inférieure à 45% ou une toiture terrasse (sauf silos et équipements industriels et agricoles particuliers de grande hauteur). Ces dispositions ne s'appliquent pas aux toitures végétalisées et aux annexes de moins de 20 m².

Les toitures en pointe de diamant sont interdites.

Si elles ne sont pas réalisées en tuiles, elles présenteront un aspect métallique de teinte sombre.

Les teintes des couvertures en tuiles seront conformes au nuancier « couvertures » joint en annexe.

Les toitures seront d'aspect mat. Les couleurs vives et le blanc pur sont interdits. Cette disposition ne s'applique pas aux toitures végétalisées et aux serres.

Les toitures terrasse seront d'aspect gravillonné ou végétalisé.

Les panneaux solaires sont autorisés qu'ils soient ou non intégrés en toiture.

2.3 Façades

Doivent être recouverts d'un enduit tous les matériaux qui, par leur nature et par l'usage de la région, sont destinés à l'être, tels que le béton grossier, les briques, les parpaings agglomérés, le mâchefer, etc...

L'emploi de matériaux bruts, d'aspect soigné est autorisé, si leur mise en œuvre concourt à la qualité architecturale de la construction, et n'est pas de nature à compromettre son insertion dans le site.

Les bardages, enduits et peintures ne devront pas être brillants ni de couleurs vives.

Les teintes des façades (enduits, badigeons, bardages) rappellent les teintes naturelles de pierres, briques, terre, bois ou pisé. Elles seront conformes au nuancier « murs » joint en annexe. Les teintes des bardages métalliques pourront également se conformer au nuancier « bardages » joint en annexe.

Les parements bois d'aspect naturel sont autorisés s'ils n'évoquent pas l'architecture des chalets montagnards.

Les huisseries, menuiseries, ferronneries, systèmes d'occultation et bardages bois de faible superficie sont peints ou teintés dans la masse. Ils ne doivent pas être brillants ni de couleur vive.

L'intégration de capteurs solaires doit être comme un élément constitutif de l'architecture de la façade.

3. CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures auront une hauteur maximum totale de 2.00 mètres.

Pour toutes les limites de la parcelle, les clôtures seront obligatoirement doublées d'une haie vive d'essences locales et diversifiées (liste indicative en annexe).

Les aspects brillants et les couleurs vives sont interdits.

Les murs de clôtures, les haies traditionnelles existantes et les dispositifs ajourés anciens devront dans la mesure du possible être préservés et restaurés.

En cas de différence entre deux fonds, la hauteur de la clôture est calculée à partir du fond le plus haut (qu'il s'agisse d'une limite avec un fond privé ou avec une voie ou emprise publique).

4. INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les capteurs solaires installés au sol seront positionnés de telle manière qu'ils soient dissimulés de la vue depuis l'espace public.

Lorsqu'une antenne collective existe, les antennes individuelles sont interdites.

Les coffrets de réseaux de toute sorte, ainsi que les boîtes aux lettres et les commandes d'accès, seront intégrés dans le mur de clôture ou la façade du bâtiment, sans déborder sur le domaine public.

Les pompes à chaleur, échangeur, climatiseurs ou autres équipements de régulation thermique ne doivent pas être visibles du domaine public ou des voies privées.

ARTICLE 1AUX 12 STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il devra correspondre aux besoins des occupations ou utilisations du sol.

Le nombre des aires de stationnement sera au minimum de :

- pour les surfaces à usage commercial et à usage artisanal : 6 places de parking pour 100 m² de surface de vente
- pour les surfaces à usage de bureaux ou de services : 4 places par tranche indivisible de 100 m² de surface de plancher
- pour les établissements industriels : une place par emploi et un nombre de places suffisant pour les visiteurs.

Toutefois, il ne sera pas imposé de créer des aires de stationnement lors de la restauration des bâtiments existants lorsque les surfaces commerciales, ou de bureaux restent inchangées.

ARTICLE 1AUX 13 ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES

Les plantations existantes devront être respectées ou remplacées.

Les plantations d'essences locales sont imposées (voir la liste indicative en annexe).

Les stationnements doivent faire l'objet de plantations, à raison d'un arbre à haute tige pour 4 places de stationnement, disposés librement sur l'assiette de l'opération.

Les espaces verts doivent représenter au minimum 10% de la surface des parcelles concernées par l'opération.

Des écrans de verdure peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments ou installations d'activités.

Haies identifiées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme :

Les haies identifiées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme sont soumis aux dispositions de cet article et doivent être protégées.

Si la destruction s'avère inévitable pour un projet de construction ou de voirie, ou pour un projet relatif à la bonne exploitation agricole, des mesures compensatoires sont imposées :

- Si les conditions techniques le permettent, le déplacement de l'élément sera préféré à l'arrachage ou l'abattage
- Dans le cas de l'arrachage ou l'abattage, la plantation d'essences identiques, à l'emplacement même ou à proximité immédiate du site et à volume équivalent à l'élément détruit.

ARTICLE 1AUX 14 COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé

ARTICLE 1AUX 15 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES

Non réglementé

ARTICLE 1AUX 16 OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Non réglementé

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

[...]

5. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme distingue plusieurs grandes catégories de zones :

- **Les zones urbaines** (dites zones U), concernent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Le PLU de Saint Nizier le Bouchoux distingue les zones ou les secteurs :

- **UA** : correspondant à la zone du noyau ancien (centre bourg) avec assainissement collectif,
- **UB** : correspondant à la zone d'extension du bourg et les hameaux avec assainissement collectif,
- **UBa** : correspondant au hameau du Grand Mépillat, actuellement en assainissement autonome voué à l'assainissement collectif ultérieur,
- **UE** : correspondant à la zone destinée à l'accueil de constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif,
- **UX** : correspondant à la zone réservée aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de service,
- **UL** : correspondant à la zone dédiée aux activités touristiques et de loisirs.

- **Les zones à urbaniser** (dites zones AU), correspondent aux zones à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Le PLU de Saint Nizier le Bouchoux distingue les zones :

- **1AU** : destinée à une urbanisation à dominante d'habitat à court terme,
- **2AU** : destinée à une urbanisation à dominante d'habitat à long terme,
- **2AUX1AUX** : destinée à recevoir une urbanisation à vocation d'activités à ~~long~~ court terme (extension des activités existantes).

- **Les zones agricoles** (dites zones A), recouvrent les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Le PLU de Saint-Nizier-le-Bouchoux distingue les zones ou secteurs :

- **A** : secteurs à vocation agricole, et constructions isolées en milieu agricole,
- **As** : secteurs à vocation agricole, strictement protégés, et constructions isolées en milieu agricole,

- **Les zones naturelles** (dites zones N), regroupent les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.

Le PLU distingue les zones ou les secteurs :

- **N** : correspondant aux secteurs aux sensibilités environnementales, écologiques et paysagères.

REMARQUE : Dès qu'une zone comprend plusieurs secteurs, la règle générale de la zone s'applique à chacun d'eux, sauf lorsqu'une disposition particulière est prévue pour l'un de ces secteurs. Dans ce cas, la disposition spécifique est applicable au secteur visé en complément ou en substitution à la règle générale.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UX

La zone UX correspond à la zone réservée aux activités industrielles, artisanales, commerciales et de service. Elle est concernée en partie par une orientation d'aménagement et de programmation (secteur de l'ancienne imprimerie).

RAPPELS

- L'édification de clôture et certaines constructions nouvelles doivent être précédées d'une déclaration préalable, conformément aux articles L.421 et R.421 du Code de l'Urbanisme. Conformément à l'article R.421-12 du Code de l'urbanisme, la commune a décidé de soumettre les clôtures à déclaration sur les zones U et AU.
- Les démolitions mentionnées aux articles R. 421-27 et R. 421-28 du Code de l'urbanisme sont soumises à permis de démolir à l'exception de celles qui entrent dans les cas visés à l'article R. 421-29.

- Les découvertes fortuites de vestiges archéologiques, à l’occasion de travaux quelconques, doivent être signalées au Maire de la commune conformément aux articles L.531-14 et L.531-16 du code du patrimoine.
- Un lexique est proposé en annexe 1

ARTICLE UX 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- les constructions à usage d’habitation à l’exception de celles autorisées dans l’article UX.2,
- Les bâtiments d’exploitation agricole ~~ou forestière~~,
- L’ouverture et l’exploitation de carrières,
- Les terrains de camping, de caravanes, d’habitations légères de loisirs,
- Le stationnement hors garage supérieur à 3 mois des caravanes isolées.

ARTICLE UX 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Sont autorisés, sous réserve d’une bonne insertion dans le site :

- Les bâtiments d’exploitation forestière,
- Les constructions et installations à usage d’activités industrielles, artisanales, commerciales, d’entrepôts, de bureaux,
- Les Installations Classées pour la Protection de l’Environnement,
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d’intérêt collectif,
- Les habitations directement liées et nécessaires au fonctionnement et à la sécurité des activités, à condition qu’elles soient intégrées au volume du bâtiment d’activités, et dans la limite de 100 m² de surface de plancher,
- Les exhaussements et affouillements de sol,
- L’aménagement et l’extension des habitations existantes dans la limite de 20% de la surface de plancher existante,
- La reconstruction d’un bâtiment détruit après sinistre, ou démoli depuis moins de 10 ans.

Les parcelles YB72/82/83p (secteur de l’ancienne imprimerie) doivent respecter l’orientation d’aménagement et de programmation.

7. Manière dont la révision prend en compte l'environnement, effets et incidences attendus sur l'environnement

Le tableau ci-dessous expose les effets et incidences attendus du projet de révision allégée pour les enjeux identifiés dans le cadre de l'état initial de l'environnement, et les mesures prévues dans le cadre de cette procédure, permettant, le cas échéant, d'éviter ou réduire ces incidences.

Pour rappel de la partie 5.4 de l'état initial de l'environnement, aucun enjeu n'a été identifié relativement aux milieux naturels, à la biodiversité et aux continuités écologiques ; en particulier, le site concerné par la révision allégée est éloigné des sites Natura 2000.

ENJEUX DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	INCIDENCES ET MESURES
Risques et nuisances	
Tenir compte de la proximité d'entreprises et d'habitations à proximité de la scierie et des terrains visés par son extension – et la présente révision allégée	<p>Incidences négatives faibles, non significatives, grâce à des mesures de réduction</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>OAP et règlement de la zone 1AUX</u> : délimitation d'une bande inconstructible de 15 m au pourtour du site, plus large que les exigences réglementaires liées au classement de la scierie comme ICPE - <u>OAP</u> : emprise constructible réservée à des hangars de stockage des sciages au Sud (parcelle ZX48) où la fréquentation, donc les nuisances sonores, ne sont pas permanentes sur la journée - <u>OAP</u> : plantation de haies au pourtour de site, permettant de réduire les éventuelles nuisances visuelles et sonores
Sécuriser un éventuel nouvel accès sur la RD97	<p>Incidences nulles</p> <p>Grâce aux dispositions de l'<u>OAP</u> dans le cas de la création effective de cet accès à long terme (étude de sécurisation, avis du Département)</p>
Espace et activité agricoles	
Le « glissement » de la zone projetée pour l'extension de la scierie génère une consommation d'espaces agricoles potentiellement plus importante (2,7 ha) que la zone 2AUX du PLU en vigueur (1,9 ha)	<p>Incidences négatives faibles, non significatives, grâce à des mesures d'évitement</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 2,7 ha est justifiée (besoins importants en surface de stockage, surface confortable pour l'avenir, évitant une nouvelle évolution du PLU). - <u>OAP et règlement de la zone 1AUX</u> : délimitation d'une bande inconstructible de 15 m conduisant à une constructibilité effective (1,95 ha) équivalente à la zone 2AUX déclassée (1,92 ha).
Tenir compte des nécessités d'accès au GAEC de la Grange Martin, dans le cas de la création, à long terme, d'un nouvel accès sur la RD97 pour desservir la scierie	<p>Incidences nulles</p> <p>Grâce aux dispositions de l'<u>OAP</u> dans le cas de la création effective de cet accès à long terme (concertation avec les propriétaires et usagers concernés des parcelles ZX50 et ZX177)</p>

Cadre de vie, paysages	
Maintenir le niveau de végétalisation du secteur visé par la révision allégée	<p>Incidences négatives faibles sur les paysages, non significatives, grâce à des mesures de réduction</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>OAP</u> : plantation de haies au pourtour de site - <u>Règlement de la zone 1AUX</u>, cohérent avec la zone UX : article 7 (implantation), article 10 (hauteur), article 11 (aspect extérieur des constructions), article 13 (espaces libres et plantations)
Assurer l'intégration des potentielles futures constructions dans leur environnement	
Ressource en eau	
Garantir le maintien de surfaces non imperméabilisées et encourager les plantations pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales.	<p>Incidences négatives faibles, non significatives, grâce à des mesures de réduction</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>OAP et règlement de la zone 1AUX</u> : la bande inconstructible au pourtour du site assure le maintien de surface non imperméabilisées ; le maintien d'espaces végétalisés et la plantation de haies imposée assurent l'infiltration des eaux pluviales.

8. Compatibilité de la révision allégée avec les documents de rang supérieur, et prise en compte

Le tableau ci-dessous rappelle les principaux objectifs du **SCoT** liés à la révision allégée, et la manière dont la révision allégée est rendue compatible avec ceux-ci.

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU SCOT LIES A LA REVISION	COMPATIBILITE
Proscrire la création de toute nouvelle Zone d'Activités (ZA) de niveau local	<p>La révision allégée ne concerne pas une ZA à proprement parler, mais l'extension d'une activité existante, dont la délocalisation-extension :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'est pas envisageable sur d'autres zones constructibles du territoire communal ; - n'est pas souhaitable sur une autre commune <p><i>Voir justifications – enjeux économiques</i></p>
Privilégier la requalification et la densification des ZA existantes avant d'envisager leur extension	
Respecter la surface en extension des ZA allouée au territoire de l'ex CC de St-Trivier-de-Courtes à l'horizon 2035 : 12,5 ha, après déduction des 6,5 ha dédiés à l'extension de la ZA du Roujus à St-Trivier (soit 19 ha au total) ; la révision doit assurer un usage optimal du foncier, à travers l'élaboration d'une OAP	<p>Le besoin foncier de la scierie est important et justifié. La révision allégée conduit à une extension des zones constructibles du PLU de 0,8 ha net (2,7 ha ouverts – 1,9 ha déclassé), mais avec une constructibilité effective plus réduite (1,95 ha), du fait de la délimitation d'une bande inconstructible dans l'OAP.</p> <p>→ La révision allégée reste, comme le PLU en vigueur, compatible avec le SCoT, du point de vue du foncier économique consommé.</p> <p>L'OAP garanti un usage optimal du foncier (développement du Nord vers le Sud).</p>
Eviter l'enclavement des ZA dans le tissu urbain, et les conflits d'usage	<p>L'extension de la scierie s'inscrit en continuité du site existant, disposant de 2 accès depuis la RD97.</p> <p>La proximité d'autres activités et habitations est gérée (analyse des contraintes existantes, bande inconstructible de l'OAP).</p>
Proscrire les voies en impasse pour tout nouveau projet d'urbanisation	<p>L'extension de la scierie s'inscrit en continuité du site existant, disposant de 2 accès depuis la RD97, permettant un bouclage. La création éventuelle à long terme, d'un nouvel accès au Sud, continuera d'assurer ce bouclage.</p>
Protéger les espaces et l'activité agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet d'extension de la scierie est porteur pour l'économie du territoire. - Il n'est pas susceptible d'impacter l'activité du GAEC limitrophe, notamment son activité en volailles AOC.

	<ul style="list-style-type: none"> - La zone 2AUX est reclassée en zone As. - L'hypothèse de création d'un accès par la RD97 devra tenir compte des nécessités d'accès et de déplacements des exploitants du GAEC (voir OAP)
Protéger les paysages	<p>Le projet n'impacte pas de vue majeure.</p> <p>Le règlement de la zone 1AUX et l'OAP permettent d'assurer l'intégration architecturale et paysagère des futures constructions, et de gérer les interfaces avec le milieu agricole.</p>
Protéger la trame agri-environnementale	<p>La zone de projet est éloignée des espaces naturels remarquables et ne fait pas partie des continuités écologiques du territoire.</p>
Protéger la ressource en eau	<p>L'activité actuelle ne génère pas de pollution spécifique.</p> <p>La rétention prévue dans le projet d'extension sera créée en partie par récupération des eaux pluviales et d'arrosage.</p> <p>La bande inconstructible au pourtour du site assure le maintien de surface non imperméabilisées.</p>

Le **PCAET** intercommunal est en cours d'élaboration ; le plan d'actions n'est pas encore publié.

Toutefois, l'état initial de l'environnement (partie 5.6) a permis de dire :

- que les enjeux de la révision allégée et du projet d'extension, relativement à la qualité de l'air et aux consommations énergétiques, sont limités ;
- que le projet d'extension d'une entreprise de la filière bois, est positif au regard des atouts du matériau « bois » (matériau durable, renouvelable et recyclable au fort pouvoir isolant, permettant d'améliorer les performances thermiques, de restreindre les dépenses énergétiques et de stocker le carbone).

9. Conclusion

Le projet de révision allégée vient créer les conditions favorables à l'extension de la scierie sur des parcelles actuellement classées en zone agricole, dont l'ouverture à l'urbanisation est compensée par le déclassement de la zone à urbaniser initialement délimitée pour ce projet.

La procédure de révision est bien justifiée, puisqu'elle conduit à réduire une zone agricole, sans toutefois porter atteinte aux orientations du PADD.

L'étude des effets et incidences attendus du projet sur l'environnement, nous permet de conclure que la procédure n'a aucune incidence notable prévisible sur l'environnement considéré de manière générale. En particulier, elle n'est pas susceptible d'altérer des habitats ou espèces caractéristiques de sites Natura 2000, éloignés du territoire communal.

Le présent dossier de révision allégée est composé :

- de la présente notice de présentation de la révision allégée n°1 (et son annexe), additif à la pièce n°1 « Rapport de présentation » du PLU ;
- d'un extrait après révision de la pièce n°3 « Orientations d'Aménagement et de Programmation » du PLU ;
- d'un extrait avant / après révision de la pièce n°4 « Plan de zonage » du PLU ;
- d'extraits après révision de la pièce n°5 « Règlement » du PLU.